



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 19 DÉCEMBRE 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19TH DECEMBER, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

cation, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS. A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

5033

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS. A. PROULX.

King's Printer.

Government House.

5034

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

F.-X. LEMIEUX.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

L.-A. TASCHEREAU,) ATTENDU que la loi
Procureur-Général.) 15 George V, chapitre 8, décrète entre autres choses qu'aussitôt que la commission chargée de refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province aura transmis à Notre lieutenant-gouverneur le rôle imprimé en français et en anglais des statuts de cette province ayant un caractère général et permanent, Notre lieutenant-gouverneur pourra, après que le rôle ci-dessus mentionné aura été déposé au bureau du greffier de la Législature, fixer par proclamation la date à compter de laquelle il deviendra en vigueur et aura force de loi sous la désignation de "Statuts refondus de la province de Québec, 1925", ou "Statuts refondus de Québec, 1925", ou "Statuts refondus, 1925";

ET ATTENDU que le rôle ci-dessus mentionné a été transmis à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, qui en a fait déposer au bureau du greffier de la Législature des exemplaires français et anglais, attestés sous la signature de Notre Administrateur du Gouvernement de la province de Québec et du contreseing du secrétaire de la province;

SACHEZ DONC, que de l'avis de Notre Conseil Exécutif, Nous déclarons, par la présente proclamation royale, qu'à compter du trente et unième jour du mois de décembre courant, 1925, le rôle imprimé en français et en anglais des Statuts

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

F. X. LEMIEUX.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

L. A. TASCHEREAU,) WHEREAS the Act
Attorney General.) 15 George V, chapter 8, enacts amongst other things, that as soon as the commission charged with the consolidation of the Statutes of the Province of a general and permanent character, shall have transmitted to Our Lieutenant Governor, the printed roll in French and in English of the Statutes of this province of a general and permanent character, Our Lieutenant Governor may, after such deposit of the aforesaid roll in the office of the clerk of the Legislature, declare by proclamation the day on, from and after which the same shall come into force and have effect as law, under the name of "Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925", or "Revised Statutes of Quebec, 1925", or "Revised Statutes, 1925";

AND WHEREAS the aforesaid mentioned roll has been transmitted to His Honour the Lieutenant Governor, who has caused copies in French and in English thereof, to be deposited in the office of the clerk of the Legislature, attested under the signature of Our Administrator of the Government of the Province of Quebec and countersigned by the Provincial Secretary;

NOW KNOW YE, that with the advice of Our Executive Council, We declare, by the present Royal proclamation, that on and after the thirty first day of the month of December instant, 1925, the printed roll in French and in English of the

de cette province ayant un caractère général et permanent, attesté par la signature de Notre dit Administrateur du Gouvernement de la province de Québec et contresigné par le secrétaire de la province de Québec, et déposé au bureau du greffier de la Législature, deviendra exécutoire et aura force de loi sous la désignation de "Statuts refondus de la province de Québec, 1925", ou "Statuts refondus de Québec, 1925", ou "Statuts refondus, 1925".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable sir FRANÇOIS-XAVIER LEMIEUX, Kt., juge en chef de la Cour Supérieure de la province de Québec, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce DIXIEME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la seizième année.

Le secrétaire de la province,
ATHANASE DAVID.

5709

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec—Salut.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce CINQUIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-cinq, et de Notre Règne le seizième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,

5155—46-8

L.-P. GEOFFRION.

Statutes of this Province of a general and permanent character, attested under the signature of Our said Administrator of the Government of the Province of Quebec and countersigned by the Secretary of the Province of Quebec, and deposited in the office of the clerk of the Legislature, shall become executory and have the force of law, under the name of "Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925", or "Revised Statutes of Quebec, 1925", or "Revised Statutes, 1925".

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir FRANÇOIS XAVIER LEMIEUX, Kt., Chief Justice of the Superior Court of the Province of Quebec, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this TENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five and in the sixteenth year of Our Reign.

ATHANASE DAVID,
Provincial Secretary.

5710

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SEVENTH day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Trusty and Well-Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this FIFTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-five and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

5156—46-8

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1925 et présentés avant le 28 janvier 1926. les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 janvier 1926, et reçues avant le 22 janvier 1926, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 février 1926.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1925, and introduced before the 28th January 1926; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th January, 1926, and received before the 22nd January, 1926; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 11th February, 1926.

Québec, ce 5 novembre 1925.

Quebec, 5th November, 1925.

Le greffier,

L. P. GEOFFRION,

5157—46-8

L.-P. GEOFFRION.

5158—46-8

Clerk.

Lettres patentes

Letters patent

"Association des Sports d'Hiver de Québec—(Quebec Winter Sports Association)".

"Association des Sports d'Hiver de Québec—(Quebec Winter Sports Association)".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1925, constituant en corporation, sans capital-actions : Lt-Col. Henri Gagnon, Directeur-Gérant "Le Soleil", Oscar Gilbert, Employé civil, prop. Hôtel St-Roch, J.-Emile Renaud, Secrétaire-trésorier, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1925, incorporating without share capital : Lt. Col. Henri Gagnon, managing director of "Le Soleil", Oscar Gilbert, civil employee, prop. Hotel St. Roch, J. Emile Renaud, secretary-treasurer, all of the city of Quebec, for the following purposes :

Mettre en valeur les ressources naturelles de Québec au point de vue des amusements sportifs d'hiver;

To turn to account the natural resources of Québec from the point of view of winter sports amusements;

Développer et encourager les sports d'hiver parmi la population de Québec;

To develop and encourage winter sports among the population of Québec;

Faire valoir les sports d'hiver et les annoncer de façon à attirer à Québec un plus grand nombre de visiteurs étrangers, sous le nom de "Association des Sports d'Hiver de Québec—(Quebec Winter Sports Association)".

To make the most of and advertise winter sports so as to draw a greater number of foreign visitors to Québec, under the name of "Association des Sports d'Hiver de Québec—(Quebec Winter Sports Association)".

Le montant auquel est limitée la valeur des immeubles que pourra posséder la compagnie est de vingt mille piastres (\$20,000.00).

The amount to which the immovable property which may be owned or possessed by the company is limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

The head office of the company will be in the city and district of Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1925.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

C. J. SIMARD,

5659

C.-J. SIMARD.

5660

Assistant Provincial Secretary.

"Blais & Corrigan, Limitée".

"Blais & Corrigan, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre 1925, constituant en corporation : Joseph Blais, entrepreneur général, Dame Marie-Odélie Carrier, épouse séparée de biens de Joseph Blais, de son mari dûment autorisée, de la cité de Lévis, James Andrew Corrigan, propriétaire de carrière, de la paroisse de Sainte-Foye de Québec, dans les buts suivants :

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1925, incorporating: Joseph Blais, general contractor, Dame Marie Odélie Carrier, wife separated as to property of Joseph Blais, duly authorized by her husband, of the city of Lévis, James Andrew Corrigan, quarry owner, of the parish of Sainte Foye of Québec, for the following purposes :

Faire commerce comme entrepreneurs généraux :

To carry on business as general contractors :

Entreprendre et exécuter tous ouvrages de construction générale de bâtisses, chemins, terrassement, jetées, en tous genres de matériaux;

Acquérir et exploiter tous moulins, manufactures, carrières, machineries, propres à fournir tous matériaux utiles à leur commerce, ou aux commerce et à l'industrie généralement;

Acquérir tous meubles et immeubles utiles à leur commerce ou à leurs opérations, les louer, vendre et aliéner suivant qu'il sera jugé à propos par la compagnie;

Acquérir et acheter l'actif d'autres personnes, sociétés, ou compagnies faisant des affaires similaires, payable en argent, en débetures ou actions de la compagnie, tel qu'il pourra être convenu par la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débetures, et autres instruments négociables;

Faire en un mot commerce d'entreprendre et exécuter tous genres possibles de travaux et entreprises, et en toutes sortes de matériaux, et faire tous travaux additionnels que la compagnie jugera à propos d'entreprendre et exécuter pour les fins de ses opérations générales ou qu'elle considérera de son intérêt d'entreprendre et exécuter, sous le nom de "Blais & Corrigan, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la paroisse de Sainte-Foye, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5661

C.-J. SIMARD.

To undertake and execute any general construction work of buildings, roads, earthworks, piers, in all kinds of materials;

To acquire and operate any mills, factories, quarries, machinery suitable to supply any useful materials for their business, or for business and trade, generally;

To acquire any movables and immovables useful for their business or for their operations, and lease, sell and alienate same as may be deemed expedient by the company;

To acquire and purchase the assets of other persons, firms or companies carrying on any similar business, payable in cash, debentures or shares of the company, as may be agreed upon by the company;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay and issue promissory notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and other negotiable instruments;

To carry on in a word the business of undertaking and executing any possible kind of works and enterprises, and in any kind of materials, and carry on any additional works that the company may deem fit to undertake and execute for the purposes of its general operations or that it may consider in its interest to undertake and execute, under the name of "Blais & Corrigan, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the parish of Sainte Foye, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

5662

"Caithness Investment Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en dates du 1er décembre, 1925, constituant en corporation: Gordon-Douglas MacKay, avocat, Hannah-Grace McKeil and Doris Lewis, sténographes, filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir de Hugh MacKay de la cité de Montréal, et après telle acquisition utiliser, détenir, grever, hypothéquer, gager, trafiquer et disposer des stocks, obligations, immeubles, propriétés et actifs appartenant au dit Hugh MacKay de la manière, au même degré et avec les mêmes effets que les dits stocks, obligations, immeubles, propriétés et actifs auraient pu être trafiqués par le dit Hugh MacKay; en recevoir le prix d'achat, placer de nouveau les produits sur les immeubles, stocks, obligations et valeurs et généralement agir, en ce qui concerne ces stocks, obligations, immeubles, propriétés, actifs et nouveaux placements, sans restriction ou réserve, de la même manière que le dit Hugh MacKay pourrait agir, sous le nom de "Caithness Investment Company".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en dix mille actions sans valeur nominale au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les administrateurs.

"Caithness Investment Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1925, incorporating: Gordon Douglas MacKay, advocate, Hannah Grace McKeil and Doris Lewis, stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire from Hugh MacKay, of the city of Montreal, and after such acquisition, to use, hold, mortgage, hypothecate, pledge, deal with and dispose of stocks, bonds, real estate, property and assets belonging to the said Hugh MacKay, in the manner, to the same extent, and with the same effect as the said stocks, bonds, real estate, property and assets could have been dealt with by the said Hugh MacKay, to receive the purchase price, reinvest the proceeds in real estate, stocks, bonds and securities and, generally, to act in respect of such stocks, bonds, real estate, property and assets and reinvestment, without restriction or reserve, as the said Hugh MacKay could act, under the name of "Caithness Investment Company".

The capital stock of the Company is to be divided into ten thousand shares, having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will commence its operations, will be fifty thousand dollars (\$50,000.00).

Shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Directors.

La compagnie sera constituée en corporation sujette aux dispositions suivantes:

(a) Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20), non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

(b) Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5663

C.-J. SIMARD.

"Canada Paper Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Ralph-Edward Turner, clerc avocat, William-Patrick Creagh et Harold-Eldon Reid, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'exploitants et marchands de bois dans toutes ses spécialités, et de toute autre industrie qui s'y rapporte, comprenant l'achat, la vente et le trafic de toutes sortes de bois sciés, équarris et préparés, des billes, des dormants, pieux, poteaux de télégraphe et téléphone, des poteaux de clôture, du bois et tous autres produits de la forêt; exercer dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturier et marchand de billes, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois à pulpe, papier et autres produits et sous-produits du bois et de la pulpe et tous autres articles et matériaux dans lesquels le bois, la pulpe, le carton de pulpe et le papier entrent ou dont ils font partie, et toute autre industrie connexe aux industries susmentionnées, exercer le commerce général de manufacturiers et meuniers, et établir des boutiques et des magasins, et acheter, vendre et trafiquer de toutes sortes de produits, denrées et marchandises;

Acquérir par achat, bail, location, échange ou autrement, et détenir des terrains, concessions forestières ou permis forestiers, lots de grève, privilèges et forces hydrauliques et tous droits et intérêts y afférents et les exploiter, bâtir, développer, cultiver, coloniser et autrement les améliorer et les utiliser;

Acheter, acquérir par location et posséder, ériger, aménager, entretenir et exploiter des scieries, moulins pour moudre le grain, minoteries, moulins à pulpe et à papier, fabriques de boîtes, ateliers d'imprimerie et de publication, fonderies, ateliers et fabriques de machineries;

Construire, acquérir, posséder, gérer, affréter, exploiter, louer et affermer toutes sortes de vaisseaux à vapeur et à voile, bateaux, remorqueurs, barges et autres vaisseaux, quais, bassins, éleveurs, entrepôts, hangars à fret et autres bâtisses nécessaires pour les fins de la compagnie et faire le remorquage et le transport de marchandises, fret et passagers, moyennant rémunération, et généralement, pour les fins précitées, faire les opérations d'agents de vaisseaux, agents de camionnage, gardiens de quais, entreposeurs et expéditeurs et celles d'une compagnie d'éleveurs, de navigation et de transport;

Construire, exécuter, entretenir, aménager, gérer, travailler, contrôler et surveiller tous che-

The company shall be incorporated subject to the following conditions:

(a) The number of shareholders shall be limited to twenty (20), exclusive of present and past employees who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

(b) No appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the county of Hochelaga.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1925.

C. J. SIMARD

5664

Assistant Provincial Secretary.

"Canada Paper Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1925, incorporating: Ralph Edward Turner, law clerk, William Patrick Creagh and Harold Eldon Reid, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, and all other business incidental thereto, including buying, selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber and timber, saw logs, ties, piling, telegraph and telephone poles, fence posts, woods and all other products of the forest; to carry on in all its branches the business of a manufacturer and dealer in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper, and all other products or by-products of wood and pulp and all other articles and materials into which wood, pulp, pulp board or paper enter or form part and all other business incidental to any of the foregoing and to carry on the business of general manufacturers and millers and to establish shops and stores and to purchase, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise;

To acquire by purchase, lease, hire, exchange or otherwise, and hold lands, timber limits or licenses, water lots, water privileges and powers and rights and interests therein, and to operate, build upon, develop, cultivate, farm, settle and otherwise improve and utilise the same;

To purchase, acquire, lease, own, erect, equip, maintain and operate saw mills, grist mills, flour mills, pulp and paper mills, box factories, printing and publishing plants, foundries, machine shops, and factories;

To construct acquire, own, manage, charter, operate, hire and lease all kinds of steam and sailing, vessels boats, tugs, barges and other vessels, wharves, docks, elevators, warehouses, freight sheds and other buildings necessary for the purposes of the company, and to tow, carry goods, freight and passengers for hire and generally, for the purposes aforesaid, to carry on the business of vessel agents, cartage agents, wharfingers, warehouse-men and forwarders, and of an elevator, navigation and transporting company;

To construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and superintend any

mins, routes, lignes de tuyaux, tramways et voies d'évitement sur les terrains possédés, loués ou contrôlés par la compagnie, et pour les fins industrielles de la compagnie seulement, ponts, réservoirs, cours d'eau, estacades, barrages et autres améliorations de rivières, aqueducs, quais, fourneaux, concasseurs, usines hydrauliques, usines électriques, fabriques, entrepôts, boutiques, maisons d'habitation et autres travaux et commodités qui sembleront directement ou indirectement nécessaires ou convenables pour aucun des objets de la compagnie et contribuer à toutes telles opérations, les subventionner ou leur aider ou y prendre part;

Posséder, exploiter, entretenir et louer des résidences, pensions, hôtels, théâtres et lieux d'instruction et de récréation pour le bénéfice des employés de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis pour leur exploitation, ou faire valoir autrement les biens, les droits, ou les renseignements acquis de cette manière;

Développer et faire valoir tous terrains acquis par la compagnie ou dans lesquels elle a des intérêts et particulièrement en les subdivisant et préparant pour fins de construction, en constituant, en modifiant, démolissant, décorant, entretenant, aménageant et améliorant des bâtisses et commodités, en y plantant des arbres, en y faisant des travaux de pavage et de drainage ou en les cultivant, en les concédant pour fins de construction et en faisant des avances de deniers aux constructeurs, locataires et autres en relation d'affaires avec la compagnie en rapport avec tels terrains et en passant des contrats et conventions avec eux;

Louer, vendre, embellir, gérer, développer, échanger, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou toute partie de l'entreprise et de l'actif de la compagnie, comme industrie active ou autrement, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, y compris des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie;

Acheter, vendre et manufacturer, raffiner, manipuler, importer et exporter et commercer toutes substances, appareils et choses qui peuvent être utilisés dans aucunes des industries que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou requis par les clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui semblerait à la compagnie pouvoir être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits ou des produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens

roads, ways, pipe lines and tramways and railway sidings on lands owned, leased or controlled by the company and for the sole purposes of the company's business, bridges, reservoirs, water-courses, booms, dams and other river improvements, aqueducts, wharves, furnaces, crushing works, hydraulic works, electrical works, factories, warehouses, shops, dwelling houses, and other works and conveniences which may seem directly or indirectly conducive to or convenient for any of the objects of the company, and to contribute, subsidize or aid or take part in any such operations;

To own, operate, maintain and lease residences, boarding-houses, hotels, theatres, and places of instruction and recreation for the benefit of the employees of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To develop and turn to account any lands acquired by the company, or in which it is interested and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constituting, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences, and by planting, paving, draining, farming and cultivating, letting on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others having dealings with the company in connection there with;

To lease, sell, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the assets and the undertaking of the company as a going concern, for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company;

To buy, sell and manufacture, refine, manipulate, export and import and deal in all substances, apparatus and things capable of being used in any such business as the company is authorized to carry on or required by any customer of or persons having dealings with the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities

et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débiteures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie, ou toutes débiteures, actions-débiteures ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débiteures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compa-

or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the

gnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre, ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Canada Paper Company".

Le capital-actions de la compagnie consistera en trente mille (30,000) actions de stock privilégié cumulatif à sept pour cent d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et vingt mille (20,000) actions de stock ordinaire sans valeur nominale au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quatre cent mille piastres (\$400,000.00);

Lesdites actions ordinaires sans valeur nominale au pair seront émises pour la considération que le conseil d'administration pourra déterminer de temps à autre;

Lesdites actions privilégiées auront droit et seront sujettes aux préférences, priorités, droits, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions qui suivent:

Les porteurs desdites actions privilégiées auront droit de recevoir à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour le paiement de dividendes, lorsque et tels que déclarés par le conseil d'administration, des dividendes au taux de sept pour cent (7%) par année et pas davantage, sur le montant alors versé sur les dites actions, ces dividendes devant courir et être cumulatifs à compter du 4 décembre 1925, payables en versements trimestriels les

company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Canada Paper Company".

The capital stock of the company will consist of thirty thousand (30,000) shares of seven per cent cumulative preference stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each and twenty thousand (20,000) shares of common stock without nominal or par value—the amount with which the Company will carry on its business is four hundred thousand dollars (\$400,000.00);

The said common shares without nominal or par value shall be issued for such consideration as the Board of Directors may from time to time determine;

The said Preference shares shall be entitled and subject to the following preferences, priorities, rights, powers, limitations, conditions and restrictions:

The holders of said Preference shares shall be entitled to receive out of the profits of the company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors, dividends at the rate of seven per centum (7%) per annum, and no more, on the amount for the time being paid up thereon, such dividends to accrue and be cumulative from and after December 4th, 1925, payable in quarterly instalments on the first days of March, June,

premiers jours de mars, juin, septembre et décembre le premier versement étant payable le premier mars 1926, et aucun dividende ne sera déclaré, payé ou mis de côté sur les autres actions de la compagnie, à moins que tous les dividendes courus et accumulés sur lesdites actions privilégiées aient été payés ou déclarés et mis de côté et que le versement de dividende en cours sur les actions privilégiées ait été déclaré et mis de côté. Les dividendes sur les actions privilégiées seront payés en monnaie du Canada à l'endroit où lesdites actions sont enregistrées;

Les porteurs desdites actions privilégiées pourront enregistrer leurs actions avec les registraires de la compagnie nommés à cette fin, et la compagnie pourra faire des règlements permettant le transfert des actions privilégiées d'un endroit d'enregistrement à un autre, aux conditions qui seront déterminées et sur le paiement d'un honoraire raisonnable. Les actions privilégiées ne seront pas sujettes à annulation ou rachat pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie;

La compagnie pourra en aucun temps ou en tout temps racheter la totalité ou aucune des actions privilégiées en rachetant aucune desdites actions privilégiées sur le marché, au plus bas prix auquel, dans l'opinion et le conseil d'administration de la compagnie, ces actions peuvent être obtenues, mais à un prix n'excédant pas cent huit pour cent (108%) de leur valeur au pair, avec en plus, tous les dividendes impayés sur icelles, et un montant calculé comme si les dividendes privilégiés sur lesdites actions courraient pour la période depuis la dernière date du paiement des dividendes jusqu'à la date de tel rachat; à compter de la date de l'achat d'aucune desdites actions privilégiées en vertu des dispositions contenues dans les présentes, les actions privilégiées ainsi achetées seront considérées comme rachetées et seront annulées. Sur avis, tel que ci-après, la compagnie pourra à toute date de dividende trimestriel racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées alors en cours sur le paiement de cent huit pour cent (108%) de leur valeur au pair, avec en plus tous les dividendes cumulatifs impayés, et un montant pour couvrir le paiement du dividende privilégié couru sur telles actions pour la période à compter de la date du paiement du dernier dividende jusqu'à la date du rachat. Au cas où une partie seulement des actions privilégiées en cours serait rachetée de la manière ci-dessus énoncée, la compagnie choisira au sort, de la manière que le conseil d'administration pourra déterminer, les actions privilégiées à être rachetées. Excepté dans le cas des actions achetées sur le marché, la compagnie devra donner un avis d'au moins trente jours, par écrit, de son intention de racheter la totalité ou aucune des actions privilégiées en cours à leurs détenteurs tels qu'inscrits dans les livres de la compagnie à la date de tel avis; cet avis sera donné en le mettant à la poste dans une lettre recommandée et affranchie à l'adresse de chaque actionnaire, à la dernière adresse de tel actionnaire telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie; cet avis devra indiquer la date à laquelle cet achat aura lieu, et à compter de la date ainsi spécifiée, la compagnie devra payer ou faire payer aux détenteurs enregistrés de telles actions le prix du rachat, sur présentation et livraison au bureau-chef de la compagnie ou en tout autre endroit désigné dans l'avis des certificats des actions appelées pour être rachetées; les certificats de telles actions seront alors annulés, et

September and December, the first instalment to become payable on the first day of March, 1926, and no dividends shall be declared, paid or set apart upon other shares of the company unless all accrued and accumulated dividends upon the said preference shares shall have been paid or declared and set apart and the current instalment of dividends upon the Preference Shares shall have been declared and set apart. The dividends upon the Preference Shares shall be payable in Canadian funds in the place at which such shares are registered.

The holders of the said preference shares may register the same with the Company's registrars appointed for that purpose, and the Company may make regulations permitting the preference shares to be transferred from one registry to another, upon such conditions as may be determined and upon payment of a reasonable fee. The preference shares shall not be liable to cancellation or redemption by reason of loss or depreciation of the company's assets;

The company may at any time or times redeem all or any of the preference shares by purchasing any of such preference shares in the open market, at the lowest price at which, in the opinion of the Board of Directors of the Company, such shares are obtainable, but not exceeding one hundred and eight per centum (108%) of the par value thereof, together with all unpaid dividends thereon and an amount calculated as if the preferential dividends thereon were accruing for the period from the last dividend payment date to the date of such purchase; from and after the date of purchase of any such preference shares under the provisions herein contained, the preference shares so purchased shall be deemed to be redeemed and shall be cancelled. Upon giving notice as hereinafter provided, the Company may, on any quarterly dividend date, redeem the whole or any part of the preference shares then outstanding upon payment of one hundred and eight per centum (108%) of the par value thereof, together with all unpaid cumulative dividends and an amount calculated as if the preferential dividends on such shares were accruing for the period from the last dividend payment date to the date of such redemption. In the event of a part only of the outstanding preference shares being redeemed as aforesaid, the company will select by lot, in such manner as the Board of Directors may determine, the preference shares to be redeemed. Except in the case of shares purchased in the market, the company shall give at least thirty days' notice in writing of its intention to redeem all or any of the outstanding preference shares to the holders thereof, as registered in the Company's books at the date of giving such notice; such notice shall be given by posting the same in a post-paid registered letter addressed to each shareholder at the last address of such shareholder, as it appears on the books of the company; such notice shall set out the date on which redemption is to take place, and on and after the date so specified for redemption, the company shall pay or cause to be paid to the registered holders of such shares the redemption price on presentation and surrender, at the Head Office of the Company or at any other place designated in such notice, of the certificates of such shares called for redemption; the certificates for such shares shall be thereupon cancelled and the redemption of the shares thereby repre-

Le rachat des actions qu'ils représentent sera alors complété; à compter de la date spécifiée dans tel avis, les porteurs des actions privilégiées appelées pour être rachetées n'auront pas le droit d'exercer aucun des droits d'actionnaires en ce qui les concerne, à moins que le paiement du prix de rachat ne soit pas fait par la compagnie sur présentation ou livraison des certificats; si les détenteurs de toutes actions privilégiées ainsi appelées pour être rachetées ne présentent les certificats représentant telles actions dans les quinze jours après la date spécifiée pour le rachat, la compagnie aura le droit de déposer le prix du rachat de telles actions dans toute banque à charte ou compagnie de fiducie au Canada, au crédit d'un ou de plusieurs comptes spéciaux en fiducie pour les détenteurs respectifs de telles actions, pour lequel montant leur sera payé sur livraison à telle banque ou compagnie de fiducie des certificats représentant telles actions, et lors de tel dépôt, ces actions, en autant que la responsabilité de cette compagnie est concernée, seront considérées rachetées et annulées; après que la compagnie aura fait un dépôt tel que ci-dessus, en ce qui concerne toutes actions privilégiées, les droits de tels détenteurs de telles actions contre la compagnie se limiteront au droit de recevoir le montant ainsi déposé, et tel détenteur n'aura pas le droit de participer davantage dans les bénéfices ou actif de la compagnie, ou d'exercer d'autres droits comme détenteur de telles actions ainsi achetées et annulées, et toutes actions privilégiées achetées ou rachetées par la compagnie ne seront pas réémises;

Excepté tel qu'il est autrement prévu ci-dessus, les détenteurs d'actions privilégiées n'auront pas le droit de voter, soit pour l'élection des administrateurs ou pour toute autre fin, et ils n'auront pas le droit de recevoir avis des assemblées des actionnaires ou d'y assister aussi longtemps que la compagnie ne sera pas en défaut, selon qu'il est prévu ci-après, et l'acceptation desdites actions privilégiées comporte renonciation au droit à ces avis en autant que la loi le permet; toutefois, dans le cas où six dividendes trimestriels seraient en souffrance et impayés, alors dans chaque cas et aussi longtemps que lesdits dividendes seront en souffrance et impayés les détenteurs des actions privilégiées devront être avisés des assemblées des actionnaires, et auront les mêmes droits de vote que les détenteurs d'actions ordinaires, à savoir un vote pour chaque action;

Survenant la liquidation ou dissolution de la compagnie pour fin de réorganisation ou autre fin, ou lors de toute distribution de capital, aucune somme quelconque ne sera payée, et aucun actif ne sera distribué aux détenteurs d'autres actions de la compagnie avant que les détenteurs d'actions privilégiées aient reçu la valeur au pair des actions privilégiées détenues par eux, avec en plus une somme égale à la prime payable dans le cas de rachat, et une somme additionnelle égale aux arrérages, s'il y en a, des dividendes privilégiés accumulés sur lesdites actions privilégiées jusqu'à la date de distribution, que ces dividendes aient été déclarés ou non et qu'il y ait ou non des bénéfices disponibles pour ces dividendes, et les détenteurs d'actions privilégiées auront le droit d'être payés de ces sommes à même l'actif de la compagnie de préférence et avec priorité aux détenteurs de toutes actions de la compagnie, et l'actif et les fonds de la compagnie qui restent seront distribués et payés aux détenteurs des autres actions d'après les droits;

Les dispositions ci-dessus énoncées concer-

sented shall thereupon be completed. From and after the date specified in any such notice, the holders of preference shares called for redemption shall not be entitled to exercise any of the rights of shareholders in respect thereof, unless payment of the redemption price shall not be made by the company upon presentation and surrender of the certificates; should the holders of any preference shares so called for redemption fail to present the certificates representing the same within fifteen days after the date specified for redemption, the Company shall have the right to deposit the redemption price of such shares with any chartered bank or trust company in Canada, to the credit of a special account or accounts, in trust for the respective holders of such shares, to be paid to them upon surrender to such bank or trust company of certificates representing the same, and upon such deposit, such shares shall, so far as liability of the company is concerned, be deemed to be redeemed and cancelled; after the Company has made a deposit as aforesaid with respect to any preference shares, the rights of the holders of such shares as against the Company shall be limited to receiving the amount so deposited, and such holder shall not be entitled to any further participation in the profits or assets of the company or to exercise any rights as holder of such shares so redeemed and cancelled, and any preference shares purchased or redeemed by the company shall not be re-issued;

Except as otherwise herein expressly provided, the holders of preference shares shall not have any voting rights, either for election of directors or for any other purpose nor shall they be entitled to receive any notice of shareholders' meetings or to attend the same so long as the company shall not be in default, as hereinafter provided, and all such notices so far as permitted by law shall be deemed to be waived by acceptance of the said preference shares. In case, however, six quarterly dividends shall be in arrears and remain unpaid, then in every case and so long as any of the said dividends shall continue to be in arrears and unpaid, the holders of preference shares shall receive notice of shareholders' meetings and shall have the same voting rights as the holders of common shares, namely one vote for such share;

In the event of the winding up or dissolution of the company, for reorganization or otherwise, or on any distribution of capital, no sum whatever shall be paid to nor shall any assets whatsoever be distributed among the holders of other shares of the Company until there shall have been paid to the holders of preference shares the par value of preference shares held by them, plus an amount equal to the premium applicable thereon in case of redemption, plus a sum equivalent to the arrears, if any, of the preference dividends accumulated on such preference shares to the date of distribution, whether or not declared and whether or not there are profits available for such dividends, and the holders of the preference shares shall be entitled to be paid all such moneys out of the assets of the company by preference over and in priority to the holders of any other shares of the company, and the remaining assets and funds of the company shall be divided among and paid to the holders of the other shares in accordance with their rights;

The foregoing provisions respecting preference

nant les actions privilégiées ne seront pas abrogées ou modifiées à moins d'une autorisation par un règlement de la compagnie confirmé par un vote des détenteurs d'au moins de soixante-quinze pour cent (75%) de la valeur au pair desdites actions privilégiées alors en cours, à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de prendre en considération telle abrogation ou modification, lequel règlement devra être en plus confirmé par des lettres patentes supplémentaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
5665 C.-J. SIMARD.

shares shall not be repealed or modified unless authorized by by-law of the company, confirmed by a vote of the holders of at least seventy-five per cent (75%) in par amount of such preference shares then outstanding, at a special general meeting called for the purpose of considering such repeal or modification, and further confirmed by supplementary Letters Patent.

The head office of the company will be in the City of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,
5666 Assistant Provincial Secretary.

"Héroux & Robert, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de décembre, 1925, constituant en corporation : Georges-Hormisdas Robert, Joseph-Orphine Héroux, constructeurs, Montréal, Wilfrid Fleury, courtier, Longueuil, dans les buts suivants :

Exercer le commerce et l'industrie de construction de maisons, immeubles, édifices publics ou privés; exercer le commerce et l'industrie de réparations en tout ou en partie de maisons, immeubles, édifices publics ou privés; exercer le commerce et l'industrie de démolition de maisons, immeubles, édifices publics ou privés;

Exercer aucune autre industrie analogue ou semblable, manufacturière ou autre;

Acquérir ou assumer, en tout ou en partie, l'actif et le passif de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que cette personne ou compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés pour les fins de cette industrie ou ce commerce;

Solliciter, demander, acheter, ou autrement acquérir tous brevets d'invention, licences, permis, concessions et autres choses semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif, ou limité, ou non limité, ou tout secret ou information concernant toute invention ou tout procédé qui paraîtront capables d'être utilisés pour les fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera jugée propre et avantageuse à aucune des fins de la compagnie; faire valoir, vendre, louer, ou autrement disposer de tels brevets, licences, permis ou concessions;

Faire société ou aucunes conventions relatives au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant déjà ou sur le point d'exercer une industrie ou un commerce que la compagnie jugera être à son avantage ou pouvant lui profiter directement ou indirectement: prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions ou valeurs d'aucune telle corporation, les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Louer ou acquérir, posséder, ériger, maintenir, exploiter et gérer des fabriques, entrepôts et immeubles, ainsi que tout autre outillage et équipement nécessaires pour les fins de la compagnie; acquérir, détenir ou administrer,

"Héroux & Robert, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1925, incorporating: Georges Hormisdas Robert, Joseph Orphine Héroux, contractors, both of Montreal, Wilfrid Fleury, broker, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on the trade and business of construction of houses, immovables, public or private buildings; to carry on the trade and business of repairing in whole or in part houses, immovables, public or private buildings; to carry on the trade and business of demolition of houses, immovables, public or private buildings;

To carry on any other like or similar business, manufacturing or otherwise;

To acquire or undertake in whole or in part the assets and liabilities of any person or company carrying on any business which such person or company is authorized to carry on, or possessed of property for the purposes of this industry or business;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents of invention, licenses, permits, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the company's purposes or the acquisition of which may seem proper and advantageous for any of the purposes of the company; turn to account, sell, lease, or otherwise dispose of such patents, licenses, permits or concessions;

To enter into partnership or into any agreements for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company already carrying on or about to carry on any industry or business which the company may think advantageous to or capable of directly or indirectly benefiting the company; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, to take or otherwise acquire shares or securities of any such corporation and to sell, hold, re-issue with or without warranty or otherwise deal with the same;

To lease or acquire, possess, erect, maintain, operate and manage factories, warehouses and real estate, as well as any other plant and equipment necessary for the company's purposes; to hold or manage, possess real estate,

posséder des immeubles, les revendre ou les échanger, les hypothéquer, les aliéner, en tirer des revenus, donner à bail l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies, moyennant compensation pécuniaire;

Acheter, assumer, pour telle compensation qui sera agréée, et exercer comme industrie active, l'industrie ou le commerce de tout individu, maison ou corporation ayant, en tout ou en partie, des objets similaires à ceux de la présente compagnie;

Emettre comme l'émises des actions, obligations, débetures ou autres valeurs, en paiement total ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière, bail, industrie, franchise, entreprise, permis, contrats, pouvoirs, réclamations, privilèges, brevets ou autres concessions que cette compagnie peut acquérir; émettre des actions libérées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel, ou en échange pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune compagnie exerçant un commerce ou une industrie semblable ou se rapportant au commerce ou à l'industrie de cette compagnie; donner en gage ou en garantie les débetures de la présente compagnie;

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de l'entreprise et des biens de la compagnie, pour telle compensation et à telles conditions que la compagnie jugera convenables et accepter comme compensation des actions, obligations d'aucune autre compagnie exerçant une industrie en tout ou en partie semblable à celle exercée par la présente compagnie;

Avancer des deniers, garantir l'exécution des contrats par des clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, ainsi que l'exécution de toute entreprise ou engagement d'aucune autre compagnie dans laquelle la présente compagnie est intéressée, et accepter en nantissement de tels prêts ou garanties, toutes valeurs qui pourront être offertes par telle personne ou compagnie, y compris les actions ou débetures de telle autre compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, des lettres de change, mandats, toutes valeurs en vertu de la Loi des Banques, non prohibées aux compagnies incorporées, et autres effets négociables ou transférables;

Rémunérer aucune personne pour services rendus ou à être rendus en aidant à vendre ou placer, en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou la promotion de la compagnie, dans son intérêt ou la conduite de ses affaires; payer telle personne ou compagnie en numéraire ou en actions de la compagnie libérées entièrement ou de toute autre manière que la compagnie jugera à propos, convenable;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune compagnie dont les objets sont totalement semblables ou partiellement seulement à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucune industrie susceptible de profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Faire d'autres affaires, manufacturières ou non, que la compagnie jugera être dans ses intérêts ou qui pourraient profiter directe-

resell or exchange, hypothecate and dispose of the same, draw revenue therefrom, give on lease the exploitation of its own immovables to other persons or companies for gain;

To purchase, take over, for such consideration as may be agreed upon, and to carry on as a going concern the industry or business of any individual, firm or corporation having objects altogether or partly similar to those of the present company;

To issue, as fully paid up, shares, bonds, debentures or other securities, in full or part payment of any real or personal, movable or immovable property, lease, business, franchises, undertaking, permits, contracts, powers, claims, privileges, patents or other concessions which this company may acquire; to issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in full or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on a business or industry similar or incidental to the business or industry of this company; pledge or give as security the debentures of the present company;

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking and property of the company, for such consideration and upon such conditions as the company may think fit, and to accept as the consideration thereof shares, bonds of any other company carrying on any business altogether or partly similar to that carried on by the present company;

To make advances of money to, guarantee the performance of contracts by customers or others having dealings with the company, as well as the execution of any enterprise or engagement of any other company in which the present company is interested and to accept, as the security of such loans or guarantees, any securities which may be offered by such person or company, including the shares or debentures of such other company;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, any securities under the Bank Act not prohibited to incorporated companies, and other negotiable and transferable instruments;

To remunerate any person for services rendered or to be rendered in assisting to sell or place, in guaranteeing the placing of any of the shares of the capital stock of the company, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, in its interest or the conduct of its business; to pay any such person or company in cash or in fully paid up shares of the company or in any other manner which the company may think expedient;

To take or otherwise acquire and hold shares in any company having objects altogether or partly similar to those of the present company or carrying on any business calculated to directly or indirectly benefit the present company;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may think to be in its interest or which may

ment ou indirectement à la compagnie, ou augmenter la valeur des propriétés et des droits de la compagnie;

Considérer que les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe ne pourront être limités ou restreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes, sous le nom de "Héroux & Robert, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5667 ALEXANDRE DESMEULES.

"Hotel Gatineau, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre, 1925, constituant en corporation : George Tessier, Henri Gauthier, commis, Paul-Alexis Carrière, marchand, tous trois des cité et district de Hull, dans les buts suivants :

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers, restaurateurs, taverniers, conformément aux prescriptions de la Loi des Liqueurs de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux, revues, magasins de cigares et de tabac;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant, de taverne ou d'hôtel, et exploiter tel commerce, avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous et aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses immeubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, tavernes, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation;

seem capable of directly or indirectly benefiting the company or enhancing the value of the property and rights of the company;

To consider that the powers granted in any paragraph shall in nowise be limited or restricted by the terms of any other paragraph, under the name of "Héroux & Robert, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000 00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
5668 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Hotel Gatineau, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1925, incorporating: George Tessier, Henri Gauthier, clerks, Paul Alexis Carrière, merchant, all three of the city and district of Hull, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of hotel keepers, restaurateurs, tavern keepers, in conformity with the provisions of the Quebec License Law, and all other business which may be conducted in connection with or incidental to the above, such as shoeshine parlors, barber shops, billiard and pool rooms, news-stands and tobacconery shops;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, partnership or company, as a going concern or otherwise, all the stock in trade of a restaurant, tavern or hotel, and carry on such business with or without the lands and buildings used or destined to be used for its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire or possess, by lease or other title, any immovable which may be deemed necessary for the purposes for which the company is incorporated and to pay for such acquisitions or holdings in cash or bonds or paid up stock of the company;

To sell, exchange, lease all or any of the movable or immovable property or otherwise dispose of the same, to hypothecate these immovables, pledge the immovables and borrow money on the above securities;

To construct, maintain and exploit, on all lands acquired or possessed by the company, hotels, restaurants, taverns and other buildings which may be deemed necessary for the exploitation of the above enterprises;

To purchase, acquire, possess, sell, assign, transfer stocks, bonds and all other securities of any other company or corporation engaged in business which this company is authorized to carry on or carrying on business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and execute all other acts and objects which may be useful or appear beneficial for the exploitation of the above enterprises;

L'interprétation des clauses ci-dessus, dans le cas d'ambiguïté, devra être faite libéralement et de façon à ne pas restreindre les pouvoirs de cette compagnie, sous le nom de "Hôtel Gatineau, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au village de la Pointe-Gatineau, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5669

C.-J. SIMARD.

The interpretation of the above clauses, in the case of ambiguity, must be made liberally and in a manner so as not to restrict the powers of the company, under the name of "Hotel Gatineau, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the Village of La Pointe Gatineau, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5670

Assistant Provincial Secretary.

"Howard-Bienvenue Lumber Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Charles-B. Howard, marchand de bois, Ernest Sylvestre Chénier Picard, Georges Sylvestre, notaires, Edouard Boisvert, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer dans toutes ses spécialités l'industrie du bois de commerce, bois de construction et bois à pâte et toute autre industrie qui s'y rattache;

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de bois de commerce et de construction, billes et bois de toutes sortes et de tous leurs produits et sous-produits;

Construire, ériger, établir ou acquérir autrement, posséder, maintenir et exploiter des moulins à bois et scieries, pulperies et usines à papier; s'occuper de la fabrication et de la préparation pour le marché du bois de commerce et de construction et autres bois de toutes sortes et espèces;

Acquérir par achat, location, bail, échange ou autrement et détenir des immeubles, terrains, locations, droits de surface, concessions forestières, terrains boisés et terres à bois, lots riverains, droits riverains et autres droits, privilèges, franchises, immunités et permis de toutes sortes, de tout gouvernement, municipalité ou autre autorité, et les bâtir, développer, cultiver, coloniser, vendre, améliorer et utiliser et autrement trafiquer;

Améliorer et développer des rivières et lacs et construire et maintenir des réservoirs, canaux, barrages, digues, estacades et autres travaux et installations de toutes sortes;

Construire, acheter ou acquérir autrement des bateaux à vapeur, barges, remorqueurs et autres embarcations ou bateaux et les utiliser et les exploiter;

Construire, acheter ou acquérir autrement des bassins, cales de radoub, jetées, môles, quais, entrepôts, élévateurs et tous autres édifices et travaux pouvant servir en rapport avec l'industrie de la compagnie;

Construire et exploiter pour les fins industrielles de la compagnie des tramways et voies d'évitement sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie; exploiter des lignes de télégraphe et de téléphone;

Acquérir par achat ou autrement et administrer, développer, exploiter, vendre et louer des mines, concessions minières et carrières et faire le commerce de leurs produits;

"Howard-Bienvenue Lumber Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honor the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1925, incorporating: Charles B. Howard, Lumber merchant, Ernest Sylvestre, Chénier Picard, Georges Sylvestre, Notaries, Edouard Boisvert, Advocate, all of the City of Sherbrooke, District of Saint Francis, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business and all other business incidental thereto;

To manufacture, produce, buy, sell, import, export and deal in lumber, timber, logs, woods of all kinds and all products and by-products thereof;

To construct, erect, establish or otherwise acquire, own, maintain and operate lumber and saw-mills, pulp and paper mills and factories; to engage in the business of manufacturing and preparing for market, timber, lumber and wood of all kinds and descriptions;

To acquire by purchase, lease, hire, exchange or otherwise and hold real estate, lands, locations, surface rights, timber limits, woodlands and timber lands, water lots, river rights and government, municipal or other rights, privileges, franchises, easements and licenses of all kinds, and to build upon, develop, cultivate, farm, settle, sell and otherwise deal in, improve and utilize the same;

To improve and develop rivers and lakes and to construct and maintain reservoirs, canals, dams, embankments, booms and other works and equipments of all kinds;

To construct, purchase or otherwise acquire steamers, barges, tugs or other kind of crafts or boats and to employ and operate the same;

To construct, purchase or otherwise acquire basins, docks, jetties, piers, wharves, warehouses, elevators or all other buildings and works capable of being used in connection with the business of the company;

To construct and operate for the purpose of the company's business tramways and railways sidings on lands owned or controlled by the company; to operate telegraph and telephone lines;

To acquire by purchase or otherwise and to manage, develop, operate, sell and lease mines, mining claims and quarries and to deal in the products thereof;

Construire ou acquérir par location, à charte ou autrement et exploiter des usines pour la production, la vente et l'aliénation de la vapeur ou autre force ou énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre et produire, créer, développer, acquérir par location, achat ou autrement et contrôler et généralement en faire le commerce ou en disposer autrement et utiliser, vendre, louer telle vapeur et énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre pour autres emplois et fins auxquels elles sont adaptées, construire, acquérir, louer et maintenir des lignes de poteaux et transmission pour les fins de l'industrie de la compagnie, pourvu toutefois que toutes ventes, distributions et transmissions de force ou d'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre en dehors des terrains de la compagnie soient sujettes aux règlements locaux et municipaux qui les régissent. Pourvu aussi que la compagnie n'ait pas le droit d'exercer aucun des pouvoirs accordés dans ces paragraphes dans tout autre territoire excepté celui compris dans les comtés de l'Islet, Montmagny et Kamouraska;

Solliciter, maintenir, enregistrer, louer, acquérir et détenir ou vendre et aliéner et octroyer des permis en ce qui les concerne ou faire valoir autrement tous brevets d'inventions, améliorations, procédés secrets ou autres, marques de fabrique et marques de commerce et privilèges semblables nécessaires ou utiles pour aucune des fins de la compagnie;

Acheter, louer ou acquérir autrement la totalité ou toute partie, y compris la clientèle de tout commerce ou entreprise, des propriétés ou de l'actif et des privilèges, contrats, droits, obligations et passifs de toute compagnie, d'une ou plusieurs personnes exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou toute industrie semblable ou en possession de biens convenant aux fins de telle industrie et les payer en tout ou en partie en obligations, débetures ou actions entièrement libérées et non-sujettes à appel de la compagnie, et les vendre, louer ou en disposer autrement en tout ou en partie;

Faire toutes conventions et contrats quelconques relativement au partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints avec toute autre corporation, compagnie, association, firme ou personne exerçant des pouvoirs semblables à ceux de la compagnie et se fusionner avec telle corporation, compagnie, association, firme ou personne;

Emettre des actions libérées, obligations, débetures, ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété mobilière ou immobilière ou droits qui peuvent être acquis par la compagnie, ou pour tout travail fait pour la compagnie ou services à elle rendus, ou en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

Vendre ou céder autrement son entreprise pour tout prix et considération quelconques et distribuer entre les actionnaires la totalité ou partie de son actif, en nature ou espèces;

Faire la totalité ou aucune des choses présentement autorisées, soit seuls ou conjointement avec d'autres comme facteurs ou agents;

Faire toutes les autres choses qui sont nécessaires pour mener à bonne fin aucun des objets susmentionnés;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Howard-Bienvenue Lumber Co., Ltd", avec un capital total de cent

To construct or acquire by lease, purchase or otherwise and operate works for the production sale and disposal of steam, electric, pneumatic, hydraulic and other power or force and to produce, create, develop, acquire by lease, purchase or otherwise and to control and generally deal in and use, sell, lease or otherwise dispose of such steam, electric, pneumatic, hydraulic and other power for any uses and purposes to which the same are adapted; to construct, acquire, lease and maintain poles lines and transmission lines for the purposes of the Company's business, provided however that all sales, distributions and transmission of electric, pneumatic, hydraulic or other power or force beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf. Provided also that the company may not exercise any of the powers granted in this paragraph in and over any other territory than that comprised in the Counties of l'Islet, Montmagny and Kamouraska;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell and dispose of and grant licenses in respect thereof, or otherwise turn to account any patents of inventions, improvements, processes, secret or otherwise, trade marks, trade names and the like necessary or useful for any of the purposes of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire all or any part, including the good-will or the business or undertaking of the property or assets, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, person or persons carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessing any property suitable for the purposes thereof, and to pay for the same wholly or in part in bonds, debentures or fully paid up and non-assessable shares of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To make any arrangements and agreements whatever respecting the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint risk with any other corporation, company, association, firm or person exercising similar powers to those of the company and to amalgamate with any such corporation, company, association, firm or person;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the Company in payment or part payment for any property, movable or immovable, or rights which may be acquired by, or for any work done for or services rendered to the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To sell or otherwise dispose of its undertaking for any price or consideration whatever and distribute amongst its shareholders the whole or part of its assets, in kind or in cash;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone, in conjunction with others as factors or agents;

To do such other things as may be necessary to the carrying out of the above objects;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph under the name of "Howard-Bienvenue Lumber Co., Ltd", with a total capital stock of one

quarante-cinq mille piastres (\$145,000.00), divisé en mille quatre cent cinquante (1,450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Charny, comté de Lévis, district de Québec, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
5671 C.-J. SIMARD.

"Isbell, Logan & Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de décembre 1925, constituant en corporation: Ella Doloreux, gérante de bureau, Netta Steinsburgh, sténographe, toutes deux filles majeures, et Henri Jodoin, avocat, tous trois de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Placer, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou comme garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer ou trafiquer des obligations, débetures, stocks, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou corporation scolaire, ou municipale, ou de toute banque établie par charte, ou de toute compagnie ou corporation industrielle, financière, ou autre; promouvoir, organiser, développer ou administrer ou aider à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation pour le développement de mines ou autrement, et prélever et aider à prélever de l'argent pour, et aider au moyen de bonis, prêt, promesse, endossement, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation et offrir au public pour souscription toutes actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, industrie ou entreprise;

En rapport avec ce qui précède, acheter, louer ou autrement acquérir des immeubles, terrains, locations, droits gouvernementaux, municipaux ou autres, privilèges, franchises, commodités et permis de tous genres, et vendre, échanger ou autrement en disposer et en trafiquer;

Détenir, acheter, prendre ou autrement acquérir par souscription originale, achat par l'entremise de la bourse, vente privée ou en échange d'actions, bons, débetures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre, transférer ou autrement disposer des parts, actions communes ou privilégiées, débetures, bons et autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets partiellement ou totalement semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser directement ou indirectement cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourraient nommer;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, franchises, achalandage, actif, droits et privilèges détenus ou possédés par aucune personne, firme ou corporation exerçant un commerce

hundred and forty five thousand dollars (\$145,000.00), divided into one thousand four hundred and fifty (1,450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Charny, County of Levis, in the District of Quebec, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1925.

C. J. SIMARD,
5672 Assistant Provincial Secretary.

"Isbell, Logan & Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters Patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1925, incorporating: Ella Doloreux, Office Manager, Netta Steinsburgh, stenographer, both spinsters, and Henri Jodoin, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of, or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise; to promote, organize, develop or manage, or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking in the development of mines, or otherwise, and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

In connection with the foregoing, to purchase, lease or otherwise acquire real estate, lands, locations, government, municipal or other rights, privileges, franchises, easements and licenses of all kinds, and to sell, exchange, or otherwise dispose of, or deal in same;

To hold, purchase, take or otherwise acquire, whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange for the shares, bonds, debentures, or other securities of this Company or otherwise, and to hold, sell, transfer or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds, and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this Company, or carrying on any business capable of being conducted as to directly or indirectly benefit this Company, and to vote all such shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good-will, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the Company

ce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette compagnie; et les payer soit totalement ou partiellement en argent ou totalement ou partiellement en bons, parts acquittées ou autres valeurs de la présente compagnie, ou autrement, ou assumer les obligations d'aucune personne, firme ou corporation;

Promouvoir aucune autre compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou aucune partie des biens et entreprises, tout ou aucune partie des obligations de cette compagnie, ou d'aucunes entreprises, aucune industrie ou opérations qui paraîtront pouvoir aider ou bénéficier à cette compagnie, ou accroître la valeur d'aucune propriété ou du commerce de cette compagnie;

Prendre part dans l'administration, la surveillance et le contrôle des affaires ou opérations d'une autre corporation, compagnie à responsabilité limitée assumant des actions ou valeurs détenues par cette compagnie, ou dans lesquelles elle est autrement intéressée, et dans ce but, nommer et rémunérer aucuns directeurs ou comptables ou autres experts ou agents, prêter de l'argent, garantir les obligations, engager son actif pour le bénéfice de ou autrement aider toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée, ou entreprise, ou aucune autre compagnie présente ou future, quelconque, aux termes et conditions que les directeurs jugeront à propos;

S'associer ou conclure aucuns arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque commun, concessions réciproques ou pour d'autres fins avec aucune personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant toute industrie ou genre d'affaires capables d'être conduits de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie; prêter des fonds, garantir les obligations ou autrement aider toute personne, firme ou corporation, et prendre ou autrement acquérir des actions, valeurs d'aucune compagnie, et les vendre, les détenir ou les réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en trafiquer;

Rémunérer aucune personne, soit par l'émission de parts acquittées et non sujettes à appel ou en accordant une commission pour tous services rendus à la compagnie en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes parts du capital de la compagnie ou tous bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou pour avoir contribué à la formation, promotion de la compagnie ou à la conduite de ses affaires;

Placer et approprier les fonds disponibles de la compagnie de toute manière qui, de temps à autre, sera déterminée;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Faire des arrangements avec toutes autorités, municipales, locales ou autrement, qui sembleraient favoriser les objets de la compagnie, ou aucun d'entre eux, et obtenir de telle autorité les droits, privilèges, concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Procurer à la compagnie son enregistrement, ou sa reconnaissance dans tout pays étranger et y désigner toute personne pour l'y représenter, selon les lois de tels pays étrangers, recevoir signification pour et au nom de la compagnie

is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this Company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares, or other securities of the Company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking, all of any of the liabilities of this Company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this Company, or to enhance the value of any property or business of this Company;

To take part in the management, supervision and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertaking shares or securities of which are held by the Company, or in which the Company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation, limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms, subject to such conditions as the directors may think fit;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company; to lend money to, guarantee the obligations of, or otherwise assist any such person, firm or corporation and to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold or issue with or without guarantee, or otherwise deal with same;

To remunerate any person, whether by the issue of fully paid non-assessable shares or by the granting of a commission for the services rendered to the Company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital or any bonds, debentures, or other securities of the Company or in or about the formation or promotion of the Company, or the conduct of its business;

To invest and deal with the monies of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this Company, and to accept service for and on behalf of

de toutes procédures dans tout procès ou pour suite; the Company of any process or suit;

Emettre et répartir, comme entièrement payées, des actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de toute affaire, de toute franchise, en treprises, propriété, de tous droits, pouvoirs, privilèges, bail, license, contrat, immeubles, stock, bons, débetures ou autres propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont ici conférés, et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services à elles rendus;

Vendre et disposer, en tout ou en partie, de l'actif et de toutes entreprises de la compagnie, comme industrie active ou autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos et notamment par des parts, obligations, débetures et valeurs de toutes autres compagnies ayant un but semblable, en tout ou en partie, à celui de la compagnie;

Distribuer, parmi les actionnaires de la compagnie, aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes les actions, obligations, débetures, ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer;

Prélever et aider à prélever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs, lettres de change ou autrement, aucune autre personne, firme ou compagnie et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne, firme ou compagnie ou par aucune autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Faires toutes ou aucune des choses ci-dessus, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes ou aucune des choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Isbell, Logan & Co.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (\$2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, en notre dite province.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
5673 C.-J. SIMARD.

"Laval-Quebec Mines, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Joseph-Antonio Marion, comptable, Néopol Charbonneau, avocat, Léontine Mireault, Armande Rhéaume et Françoise Charest, filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement des mines, droits et terrains miniers, et tous intérêts en iceux, et y faire des explorations, les exploiter, exercer, développer et les faire valoir; exploiter l'industrie et faire les opérations d'une compagnie minière, meunière, d'affinage et de développement;

Extraire, fondre, affiner, apprêter, amalgamer et préparer pour le marché des minerais,

To issue and allot, as fully paid up, stock of the Company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchises, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and, with the approval of the shareholders, of any services rendered to it;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the Company as a going concern or otherwise, for such consideration as the Company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this Company;

To distribute among the shareholders of the Company, in kind, any property of the Company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the Company, or which the Company may have power to dispose of;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange or otherwise, any other person, firm or company, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company, or by any other person or persons with whom the Company may have business relations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all or any of the above things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Isbell, Logan & Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal, in our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1925.

C. J. SIMARD,
5674 Assistant Provincial Secretary.

"Laval-Quebec Mines, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1925, incorporating: Joseph Antonio Marion, accountant, Néopol Charbonneau, advocate, Léontine Mireault, Armande Rhéaume and Françoise Charest, spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take on lease, or otherwise acquire any mines, mining rights and land, and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn to account the same; to carry on the business and operations of a mining, milling and reduction and development Company;

To quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market ore, metal and mineral

métaux et substances minérales de toutes sortes, et faire toutes autres opérations qui sembleront favoriser la réalisation d'aucun des objets de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, installations, machines, instruments, commodités, provisions et choses qui peuvent être utilisées en rapport avec des opérations minières ou qui sont requises par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

Construire, exécuter, maintenir, améliorer, gérer, exploiter, contrôler et surveiller des chemins, routes, chemins de fer, sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais, fourneaux, moulins, usines de broyage, travaux hydrauliques, usines, fabriques, entrepôts et autres travaux et commodités qui sembleront directement ou indirectement favoriser la réalisation des objets de la compagnie, et contribuer à telles opérations, les subventionner ou les aider autrement ou y prendre part;

Acheter, acquérir des parts et intérêts dans toutes autres compagnies minières, aux conditions déterminées par la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts ou capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou personnes ou par cette dite personne;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

La compagnie aura le droit, relativement à

substances of all kinds, and to carry on any other operations which may seem conducive to any of the company's objects;

To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the company;

To construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and superintend any roads, ways, railways, over lands owned or controlled by the company, bridges, reservoirs, water-courses, aqueducts, wharves, furnaces, mills, crushing works, hydraulic works, works, factories, warehouses, and other works and conveniences which may seem directly or indirectly conducive to any of the objects of the company, and to contribute to, subsidize or otherwise aid or take part in any such operations;

To buy, acquire shares, interests in other mining companies, at conditions which may be determined by the company;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The company will have the power, with respect

toutes actions entièrement libérées de son capital, d'émettre sous son sceau des certificats aux porteurs (share warrants), conformément aux dispositions de la section 5991b de la loi des compagnies de Québec, 1920, et de ses amendements, sous le nom de "Laval-Quebec Mines, Limited", avec un capital total de cinq millions de piastres (\$5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions d'une valeur au pair d'une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5675

C. J. SIMARD.

to any fully paid up shares of its capital, to issue, under its common seal, share warrants according to the provisions of Section 5991b of the Quebec Companies' Act, 1920, and amendments, under the name of "Laval-Quebec Mines, Limited", with a total capital stock of five million dollars (\$5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each, par value.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

5676

"Morris's, Limitée.—Morris's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de décembre 1925, constituant en corporation: Clovis Niding, marchand, 854 Saint-André, Fortunat Déziel, fabricant, 70 Mentana, Alfred Paquin, commis, 650 Delorimier, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de distillateurs, brasseurs, fabricants, embouteilleurs, importateurs et exportateurs, distributeurs de bières, ales, porters, malt, huiles essentielles, essences, extraits, baumes, teintures et de tous produits similaires, incluant eaux minérales et gazeuses, eaux de bicarbonate de soude et tous autres breuvages fermentés et non fermentés;

Faire le commerce de, acheter, vendre, préparer, traiter, fabriquer, distiller, rectifier, mûrir toutes sortes de liqueurs spiritueuses et alcooliques, tous produits et sous-produits provenant de la préparation de graines, racines, sucres, raisins, mélasses, substances végétales et de leurs dérivés;

Fabriquer, distiller, acheter, vendre des alcools, acides, éthers, essences, produits et sous-produits provenant de la fermentation ou de la distillation destructive du grain, du bois ou autres matières végétales;

Faire le commerce de courtiers en douanes, entreposeurs, entrepreneurs de transport, charretiers, et fabriquer, acheter, vendre toutes sortes de marchandises ou articles se rapportant directement ou indirectement aux affaires et commerces ci-dessus, comprenant barils, bouchons, bouteilles, boîtes et tous autres articles en rapport avec les dits commerces;

Faire tout commerce connexe aux affaires de la Cie, et que cette dernière jugerait susceptible d'être exercé convenablement conjointement avec les affaires ou objets ci-dessus ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou des droits de la Cie;

Acquérir et assumer en tout ou en partie le commerce, les propriétés et obligations de toute personne ou compagnie faisant un commerce semblable ou connexe à celui de la Cie;

Acquérir et posséder des parts dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou connexes à ceux de la Compagnie;

Acheter, vendre, échanger, louer, posséder toute propriété mobilière et immobilière, marques de commerce, brevets, dessins industriels, licences, franchises, droits et privilèges, nécessaires ou utiles aux besoins, affaires et objets de la Compagnie;

Faire toutes choses, opérations et transac-

"Morris's, Limitée.—Morris's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1925, incorporating: Clovis Niding, merchant, 854 Saint-André, Fortunat Déziel, manufacturer, 70 Mentana, Alfred Paquin, clerk, 650 Delorimier, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of distillers, brewers, manufacturers, bottlers, importers and exporters, distributors of beers, ales, porters, malt, essential oils, essences, extracts, balsams, dyes and any similar products, including mineral and aerated waters, bicarbonate of soda waters and any other fermented and unfermented beverages;

To deal in, purchase, sell, prepare, treat, manufacture, distil, rectify, mature any kind of spirituous and alcoholic liquors, any products and by-products derived from the preparation of grain, roots, sugar, grapes, molasses, vegetable substances and their derivatives;

To manufacture, distil, purchase, sell alcohols, acids, ether, essences, products and by-products derived from the fermentation or destructive distillation of grain, wood or other vegetable matters;

To carry on the business of custom-house brokers, warehouse-men, forwarders, carters, and to manufacture, purchase, sell any merchandise or articles directly or indirectly relating to the hereabove businesses and trades, including barrels, corks, bottles, boxes and any articles in connection with the said businesses;

To carry on any similar business to that of the company and which the latter may deem capable of being conveniently carried on jointly with the aforesaid businesses or objects, or of a nature to enhance the value of the property or rights of the company;

To acquire and take over in whole or in part the business, property and obligations of any person or company carrying on a similar or like business to that of the company;

To acquire and possess shares in any other company having objects similar or incidental to those of the company;

To buy, sell, exchange, lease, possess any movable or immovable property, trade-marks, patents, industrial designs, licenses, franchises, rights and privileges necessary or useful for the purposes, business and objects of the company;

To carry on all operations and transactions

tions en rapport avec la poursuite des objets de la Cie, sous le nom de "Morris's, Limitée—Morris's, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisée en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5677 ALEXANDRE DESMEULES.

"Quebec Copper-Gold Mines, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1925, constituant en corporation: Duncan-Argyle MacGillivray, Robert-Harold Mowat, courtiers, Albert-Edward Brown, télégraphiste, John-Howard Glen, dessinateur, et John-Lorn McDougall, avocat, tous de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province d'Ontario, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour les mines et minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des propriétés mobilières et immobilières, mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone et de transmission, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 des Statuts Refondus de Québec, 1909, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures et autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et

in connection with the carrying out of the objects of the company, under the name of "Morris's, Limitée—Morris's, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The part of the capital-stock to be issued as preferred shares is to be five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
5678 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Copper-Gold Mines, Limited".

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1925, incorporating: Duncan Argyle, MacGillivray, Robert Harold Mowat, Brokers, Albert Edward Brown, telegrapher, John Howard Glen, Draftman, and John Lorn McDougall, Solicitor, all of the city of Ottawa, in the County of Carleton, province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the Quebec Revised Statutes, 1909, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, and other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Companies' Act may carry on, and pay for the same by paid up shares in

les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Quebec Copper-Gold Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux cent cinquante mille (250,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'octobre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

L'avis re: Quebec Copper-Gold Mines, Limited, publié dans la Gazette Officielle de Québec du 24 octobre 1925, aux pages 3314-15, Nos 4921-22, est nul. 5679

"Quincaillerie Beauvais, Limitée—Beauvais Hardware, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1925, constituant en corporation: Rosaire Dupuis, notaire, résidant à Outremont, P. Q., Berthe Ouimet, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, Henri Rodrigue, clerc, ces deux derniers résidant à Montréal, P. Q., dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de quincaillerie et de feronnerie, en gros et en détail;

Etablir des postes pour vendre de la gazoline, des huiles, pièces et accessoires d'automobiles et établir des garages;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises de toute nature et espèces, en gros et en détail, et faire les opérations générales de commerçants et négociants;

Agir comme agents, procureurs et marchands à commission pour toutes sortes de maisons manufacturières, industrielles et mercantiles;

Faire affaires comme entrepreneurs, constructeurs, agents et courtiers en immeubles, commerçants de matériaux en général;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son commerce, de manière à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité, utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle

whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such other acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Quebec Copper-Gold Mines, Limited", (No personal Liability), with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two hundred and fifty thousand (250,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of October, 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

The notice re: "Quebec Copper-Gold Mines, Limited", published in the Quebec Official Gazette of the 24th of October, 1925, on pages 3314-15, numbers 4921-22, is null. 5680

"Quincaillerie Beauvais, Limitée—Beauvais Hardware, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1925, incorporating: Rosaire Dupuis, notary, residing at Outremont, P. Q., Berthe Ouimet, stenographer, spinster in the full exercise of her rights, Henri Rodrigue, clerk, the two latter residing at Montreal, P. Q., for the following purposes:

To carry on the business and trade of hardware and ironware, wholesale and retail;

To establish stations to sell gasoline, oils, automobile parts and accessories and to establish garages;

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in all kinds of wares, goods and merchandise of any nature and kind, wholesale and retail, and to carry on the general operations of merchants and traders;

To act as agents, attorneys and commission merchants for all kinds of manufacturing, industrial and mercantile firms;

To carry on business as contractors, builders, agents and real estate brokers, dealers in materials in general;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

To apply for, purchase or acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being

invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage de, faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Acquérir et détenir des actions, parts, débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis et garantis par toute compagnie quelconque constituée ou faisant affaires, et des débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis et garantis par tout gouvernement, commission, corps public ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit au Canada ou ailleurs;

Prendre part à l'administration, la surveillance ou le contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

Employer des experts pour faire enquête et examen au sujet des conditions, perspectives, valeurs, caractères et circonstances de toutes maisons d'affaires ou entreprises commerciales, et généralement de l'actif, des biens ou droits;

Donner toute garantie au sujet du paiement de toutes débetures, actions-débetures, bons, obligations ou valeurs détenus par la compagnie;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts sur iceux, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun d'iceux, et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou toute autre partie des dits terrains, et la totalité ou aucun des édifices ou constructions qui sont actuellement ou qui seront à l'avenir érigés sur tels terrains, et prendre toutes les garanties jugées nécessaires, et ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction; améliorer, modifier et gérer les dits terrains et édifices;

En etre des actions, actions-débetures, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie pour du comptant, ou, après avoir été préalablement émises entièrement acquittées, en paiement ou en paiement partiel pour toute propriété, droits et immunités qui pourront être acquis par la compagnie, et pour services rendus à la compagnie, et pour des travaux exécutés pour elle, et en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la corporation ou dont celle-ci peut disposer;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou

used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the present company, and to use, exercise, develop or permit the use of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued and guaranteed by any company whatever incorporated or carrying on business, and debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued and guaranteed by any government, commissioner, public body or authority supreme, municipal, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the conditions, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings, and generally of any assets, property or rights;

To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture-stock, bonds, obligations or securities held by the company;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, or otherwise dispose of the whole or any portion of the said lands, and all or any of the buildings or structures that are now, or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary, and to erect buildings and deal in building material, to improve, alter and manage the said lands and buildings;

To issue shares, debenture-stock, debentures, bonds, or other securities of the company for cash, or after being previously issued fully paid up, in payment or in part payment for any property, rights and easements which may be acquired by the company, and for services rendered and work done for the company, and in and towards the payment and satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities of other companies belonging to the company or which the company has power to dispose of;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or other similar purposes, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the present company; and

indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou autrement aider cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre corporation;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la dite compagnie trouvera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout état étranger, y nommer des personnes conformément aux lois de tel état, pour représenter la compagnie et recevoir assignation de toutes pièces judiciaires, pour et au nom de la compagnie, dans tous procès ou poursuites;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés personnelles et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires et convenables, et en particulier tous fonds de commerce;

Acheter ou autrement acquérir toutes formules, recettes, procédés, lettres patentes, marques de commerce, noms sociaux ou droits d'auteurs concernant l'objet de la compagnie ou tous droits ou intérêts la concernant;

Etablir, ou garder des agences, dépôts ou succursales de commerce;

Demander, acquérir et jouir de toutes concessions, franchises, droits, privilèges ou pouvoirs que tout gouvernement ou autorité publique, fédérale, provinciale, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public puisse être légalement autorisé à faire ou accorder;

Promouvoir ou aider à la promotion de toute compagnie ou s'unir avec toute compagnie faisant tout genre de commerce;

Louer, vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, mettre à profit ou autrement disposer des propriétés et biens de la compagnie ou d'une partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie pourrait juger suffisante, y compris les actions, débetures ou sécurités de toutes compagnies;

Distribuer en nature, entre les membres de la compagnie, toutes actions, débetures, sécurités ou propriétés appartenant à la compagnie;

Emettre des actions payées de la compagnie en paiement de tous biens achetés par la compagnie ou pour services rendus, ou pour toute autre considération qui pourrait être jugée juste et suffisante;

Acheter, absorber ou autrement acquérir comme une industrie active et exercer et développer le commerce, la propriété et l'entreprise actuellement dirigée dans la cité de Montréal, Province de Québec, sous le nom de "Beauvais Frères", toute partie de l'actif ou du passif de cette industrie, ainsi que tous les droits et con-

to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To sell, or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds, or other securities of any other corporation;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service, for and on behalf of the company, of any process or suit;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary and convenient, and in particular any stock-in-trade;

To buy or otherwise acquire any formulae, receipts, processes, letters patent, trade-marks, firm names or copyrights connected with the objects of the company or any rights or interests therein;

To establish or keep agencies, depots or branches of business;

To apply for, acquire and enjoy any concessions, franchises, rights, privileges or powers that any federal, provincial, municipal or local government or public authority or any corporation or other public body may be legally authorized to make or grant;

To promote or aid in the promotion of any company or unite with any company carrying on any kind of business;

To lease, sell, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper, including shares, debentures or securities of any companies;

To distribute in kind, among the members of the company, any shares, debentures, securities or properties belonging to the company;

To issue paid up shares of the company in payment of any property purchased by the company or for services rendered, or for any other consideration which may be deemed just and sufficient;

To buy, absorb or otherwise acquire as a going concern and exercise and develop the business, property, undertaking actually carried on in the city of Montreal, Province of Quebec, under the name of "Beauvais Frères", any part of the assets or liabilities of the said business, as also all the rights and contracts that it actually holds

trats qu'elle détient actuellement et les payer en actions acquittées de cette compagnie;

Avoir le droit d'émettre des obligations et, à l'occasion de toute émission d'obligations, se servir de courtiers, agents à commission et pourvoir à la rémunération de telle personne, pour tels services, par des paiements en argent ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, d'obligations ou autres valeurs de cette entreprise;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie formée par les présentes, en paiement partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, licence, contrat, immeuble, actions, obligations et débetures;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octrois de prix, récompenses et dons;

Acheter avec les deniers de la compagnie ou autrement acquérir, détenir, vendre, échanger, ou autrement disposer des actions du capital-actions de toute autre compagnie, ainsi que des obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions du capital-actions de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriété immobilière ou mobilière, droit, pouvoir, privilège, bail, licence, contrat, actions, débetures, obligations ou autres valeurs ou biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir, en vertu des pouvoirs qui lui sont présentement accordés;

Se joindre à toute compagnie ou à d'autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux énumérés dans les présentes, aux termes qui pourront être convenus;

Emprunter de l'argent sur hypothèque ou autrement, tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, des mandats ou autres effets négociables et transférables;

Garantir, donner des garanties et se porter garant du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations, de toute nature quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie peut avoir des relations;

Faire toutes les autres choses quise rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Quincaillerie Beauvais, Limitée—Beauvais Hardware, Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille neuf cent cinquante piastres (\$149,950.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (2999) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

5681

and to pay for the same in paid up shares of the company;

To have the right to issue bonds and, on occasion of any issue of bonds to employ brokers, commission agents and to provide for the remuneration of such person for such services, by the payment in cash or with the approval of the shareholders, by the issue of shares, bonds or other securities of the company;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures;

To adopt such means of making known the products of the company as may be deemed expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, the purchase and exhibition of works of art or interest, the publication of books, magazines, and by the distribution of prizes, awards and donations;

To purchase with the moneys of the company or otherwise acquire, hold, sell, exchange or otherwise dispose of shares of the capital-stock of any other company as well as the bonds, debenture-stock or other securities of any other company;

To issue and allot as fully paid up stock in the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, movable or immovable property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, stocks, bonds and debentures or other securities or property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To amalgamate with any company or companies having objects altogether or partly similar to those of this company, upon such terms and conditions as may be agreed upon;

To borrow money on hypothec or otherwise, to draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Quincaillerie Beauvais, Limitée—Beauvais Hardware, Limited", with a total capital-stock of one hundred and forty nine thousand nine hundred and fifty dollars (\$149,950.00), divided into two thousand nine hundred and ninety nine (2999) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

5682

"Gatineau-Bus Line, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Adminis-

"Gatineau-Bus Line, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the

trateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre, 1925, constituant en corporation: Hector-Adélaïde Champagne, gérant de banque, Alfred Aubry, propriétaire d'autobus, et Jean-Noël Beauchamp, avocat, tous trois des cité et district de Hull, pour les fins suivantes :

Opérer un service d'autobus, ainsi qu'un service de taxis et de camion pour le transport des voyageurs, des malles et du fret;

Exercer le commerce et l'industrie de propriétaires de garages, commerçants d'automobiles et d'accessoires, faire la réparation des automobiles de toute sorte, la vente de la gazoline et, en général, tout ce qui concerne le commerce d'automobile et de transport;

Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement la totalité ou aucune partie du commerce et de la propriété d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette dernière; assumer tout ou partie du passif de tel commerce ou propriété, et les payer entièrement ou partiellement en parts ou actions acquittées de la présente compagnie, ou autrement, à un prix à être déterminé par cette dernière;

Acheter, souscrire ou autrement acquérir, posséder et détenir des actions, obligations, débetures et autres titres ou valeurs d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable à celui de la présente compagnie ou susceptible d'être convenablement exercé par la présente corporation, les détenir, les vendre ou autrement en disposer, les distribuer en espèces ou matières aux actionnaires de la compagnie;

Acheter, bâtir, louer tous terrains, selon que la compagnie le jugera à propos, et en disposer de toute façon et pour toutes fins;

Acheter ou autrement acquérir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être nécessaires ou avantageuses aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, payer telle acquisition ou détention en argent, en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Fournir l'accommodation aux voyageurs dans des hôtels, parcs ou lieux d'amusement;

Emettre des bons, obligations ou autre valeur de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

Faire toutes les autres choses qui, dans l'opinion des directeurs, se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux;

Faire toutes les choses précitées ou aucunes d'icelles comme principaux, agents à commission ou entrepreneurs, par entremetteurs ou autrement et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Gatineau-Bus Line, Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le deuxième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5687

Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1925, incorporating: Hector Adélaïde Champagne, bank manager, Alfred Aubry, autobus proprietor, and Jean Noel Beauchamp, advocate, all three of the city and district of Hull, for the following purposes:

To operate an autobus service, as well as a taxi and truck service for the transportation of passengers, mail and freight;

To carry on the trade and business of garage owners, dealers in automobiles and auto supplies, to carry on the repair of automobiles of all kinds, the sale of gasoline and generally do every thing connected with the automobile and transportation business;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, the whole or any part of the business and property of any person, partnership or company carrying on any business which the present corporation is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company; to take over the whole or part of the liabilities of such business and property, and to pay for the above wholly or partly in paid up stock or shares of the present company or otherwise, at such price as the company may determine;

To buy, subscribe for or otherwise acquire, possess and hold shares, bonds, debentures and other securities of any corporation, partnership or person carrying on any business similar to that of the present company or capable of being conveniently carried on by the present corporation, to own, sell or otherwise dispose of the same and to distribute the same in specie or kind among the shareholders of the company;

To buy, build, lease any lands as the company may think proper, and to dispose of the same in any manner and for any purposes;

To buy or otherwise acquire and hold any movable or immovable property which may be necessary or suitable for the objects for which this company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of the company;

To provide accommodation for travellers in hotels, parks, or places of amusements;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed expedient;

To do all such other things as are in the opinion of the directors, incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To do all or any of the above things as principals, commission agents, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others under the name of "Gatineau-Bus Line, Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

5688

"Seignior Club of Fassett, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1925, constituant en corporation: George Fisk, médecin et chirurgien, Gordon-David Grimshaw, comptable, et David-Jérôme Spence, architecte, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Promouvoir, organiser, maintenir, conduire et administrer un club de golf, tennis, chasse et pêche, rural et social, et promouvoir le bien-être de ses membres, avec pouvoir de faire et d'adopter des règlements, règles et ordonnances, non-incompatibles avec les lois de la province de Québec, qui seront jugés à propos pour l'admission, la résignation, suspension et expulsion des membres et pour leur gouverne et pour l'établissement de différentes classes de membres et pour déterminer leurs privilèges, ainsi que les privilèges des visiteurs camarades, amis et hôtes des membres, et pour la perception des taux d'admission et autres contributions annuelles et autres cotisations mensuelles et autres souscriptions et contributions ou cotisations pour des denrées, fournitures et l'usage de la propriété du club, et pour l'élection et la nomination de ses directeurs et officiers et pour définir leurs devoirs, et pour l'administration et la protection de ses propriétés et intérêts, et généralement pour l'administration et la gérance de son commerce et de ses affaires et l'exploitation de l'entreprise de la compagnie, et de temps à autre modifier, abroger, rappeler et amender telle constitution, règlement, règle et ordonnance ou aucun d'iceux;

Accepter des personnes autres que les actionnaires de la compagnie comme membres du club, jouissant des privilèges que la compagnie croira à propos de conférer aux membres du club, aux conditions fixées par ses règlements, règles et ordonnances;

Fixer les conditions du transport des actions de la compagnie et particulièrement réserver à la compagnie, par son conseil d'administration, le droit d'accepter ou de refuser tels transports, et ceci en vue et dans le but de contrôler la qualité de ses actionnaires et de ses membres;

Prélever et recevoir des actionnaires de la compagnie et de ses membres tous honoraires, taux, souscriptions, contributions ou cotisations jugés nécessaires par la compagnie pour l'exploitation, la gérance et l'administration de son commerce et de son industrie et en faire la perception par tous les moyens légaux, aux dates fixées par ses règlements, règles et ordonnances;

Accepter, acquérir, acheter, échanger, détenir, louer et posséder des propriétés mobilières et immobilières et particulièrement des fermes et terres, les améliorer, procurer et entretenir des terrains convenables pour les jeux de golf, tennis, bowling, et autres exercices et récréations en plein air, tracer et entretenir des terrains de golf, de tennis, de bowling et autres facilités et commodités pour ces sports et autres sports semblables et autres exercices et récréations en plein air;

Acheter ou acquérir autrement, ériger, détenir, louer, posséder, entretenir, gérer et exploiter des maisons de club, et autres habitations nécessaires et convenables, les meubler et les aménager, et procurer généralement la pension, le logement et autres accommodations aux membres du club, leurs camarades, amis et

"Seignior Club of Fassett, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1925, incorporating: George Fisk, Physician and Surgeon, Gordon David Grimshaw, Accountant, and David Jerome Spence, Architect, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, maintain, conduct and manage a golf, tennis, fish and game country and social club, and to promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt by-laws, rules and regulations not inconsistent with the laws of the Province of Quebec, that may be deemed advisable for the admission, withdrawal, suspension and expulsion of its members, and for their government, and for the establishing of different classes of members and to determine their privileges, also the privileges of visitors and of comrades, friends and guests of members, and for the collection of admission and other fees, annual, and other dues, monthly or otherwise, and other subscriptions and contributions or assessments for commodities, supplies, and the use of the property of the club, and for the election and appointment of its directors and officers and to define their duties, and for the management and protection of its properties and interests, and in general for the administration and management of its business and affairs and the carrying on of the undertaking of the company, and from time to time to alter, repeal, rescind and vary such constitution, by-laws, rules and regulations, or any of them;

To accept, besides the shareholders of the company, other persons as club members, endowed with such privileges as the company may think fit to confer on such club members, under conditions fixed by its by-laws, rules and regulations;

To fix the conditions of the transfer of the shares of the company and especially to reserve to the company, by its board of directors, the right to accept or refuse such transfers, and this with a view to and for the purpose of controlling the quality of its shareholders and members;

To levy and receive from the shareholders of the company and members any fees, dues, subscriptions, contributions or assessments deemed necessary by the company for the carrying on, management and administration of its business and undertaking and to collect the same by all legal means at the date fixed by its by-laws, rules and regulations;

To accept, acquire, purchase, exchange, hold, lease and own any movable and immovable property and, particularly, any farms and lands; improve the same, provide and maintain suitable grounds for the purpose of golf, tennis, bowling and other outdoor exercises and recreation, to lay out and maintain golf courses, tennis courts, bowling greens and other facilities and conveniences for such and similar sports and other outdoor exercises and recreation;

To purchase or otherwise acquire, erect, hold, lease, own, maintain, manage and operate club houses and other necessary and suitable dwellings, furnish and equip the same, and provide generally for the board, lodging and accommodation of the members of the club, their comrades, friends and guests, also means

hôtes et aussi des moyens de récréation et of recreation and amusement;
d'amusement;

Ouvrir et exploiter une ou plusieurs salles à manger, comptoirs, restaurants, tavernes, buffets et autres commodités et accommodations pour l'avantage des membres du club, leurs camarades, amis et autres;

Procurer et exploiter les facilités, commodités et meubles, meubles de maison, et les logis et accommodations que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour loger ses employés et serviteurs;

Ouvrir et exploiter des salles de billard et de pool, des allées de quilles, et autres jeux et tous autres bureaux d'affaires, dépôts et comptoirs que la compagnie croira utiles ou nécessaires;

Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale, locale ou autre, qui sembleront favoriser la réalisation des objets de la compagnie ou d'aucun de ses objets et obtenir de tel gouvernement ou autorité tous les droits, privilèges, franchises et concessions que la compagnie croira à propos d'obtenir et exercer, mener à bonne fin tels arrangements, droits, privilèges, franchises et concessions, s'en servir et s'y conformer;

Faire demande pour obtenir, avec le droit de les exploiter, des permis ou patentes des clubs de la Commission des Liqueurs de Québec, en vertu de la loi des liqueurs alcooliques de Québec 1921 et ses amendements, et exploiter tels permis ou patentes pour la vente des bières et vins dans les locaux de la compagnie, en observant toutefois les dispositions de la dite loi et ses amendements;

Accepter, acquérir, acheter et assumer plus particulièrement les fermes, terres, terres à bois et leurs dépendances situées dans la seigneurie de la Petite Nation ou seigneurie Papineau, et, d'une manière générale, dans le comté de Papineau et possédées par la compagnie "Fassett Lumber Corporation, Limited", et les payer totalement en deniers comptants ou partie en deniers comptants et partie avec des actions acquittées et non sujettes à appel, des obligations, débetures ou autres valeurs de la corporation;

Exploiter des fermes pour l'élevage du bétail, pour l'industrie laitière ou la culture en général, et élever, garder, mettre sur le marché et faire le commerce de chevaux, bétail, et animaux de toutes sortes et produire, acheter, vendre, manufacturer et troquer tous leurs produits et sous-produits et toutes sortes de produits agricoles;

Faire le commerce et l'exploitation de terrains boisés et de droits de coupe de bois et abattre, préparer pour le marché, manier, manufacturer et faire le commerce et l'exploitation de bois de construction et bois de commerce de toutes sortes et de tous leurs produits;

Acheter, ou acquérir autrement, maintenir, tenir, et améliorer des scieries et leurs dépendances, matériels et machineries de toutes sortes et en disposer de temps à autre par vente, location ou autrement;

Construire, mener à bonne fin, acquérir par achat ou autrement, maintenir, améliorer, administrer, exploiter, contrôler et surveiller, et vendre, louer ou aliéner autrement des chemins de fer et tramways pour le transport de billes sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, et des sentiers, chemins, rues, glissoirs, ponts, réservoirs, biez, cours d'eau, aqueducs et quais, jetées, camions, bateaux, entrepôts et autres travaux et commodités que la compagnie croira de nature à favoriser direc-

To open and operate one or several dining rooms, lunch counters, restaurants, taverns, buffets and other conveniences and accommodations for the benefit of the members of the club, their comrades, friends and guests;

To provide and operate such housing facilities, conveniences and equipment and living quarters and accommodation as the company may think necessary or useful for its employees and servants;

To open and operate billiard and pool rooms, bowling alleys and other games, and any other business rooms, depots and stands the company may deem useful or necessary;

To enter into arrangements with any government or authority, federal, provincial, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the attainment of the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority all the rights, privileges, franchises and concessions that the company may think advisable to obtain, and to exercise, carry out, make use of and comply with any such arrangements, rights, privileges, franchises and concessions;

To make application for obtaining, with the right to operate same, club permits or licenses from the Quebec Liquor Commission, under the Quebec Alcoholic Liquor Act 1921, and amendments thereto, and to operate such permits or licenses for the sale of beer and wine in the company's premises, subject however to the provisions of the said Act and Amendments thereto;

To accept, acquire, purchase and take over more particularly the farms, lands, and timberlands and their appurtenances situate in the Seigniorie of La Petite Nation or Seigniorie Papineau and more generally in the county of Papineau and owned by Fassett Lumber Corporation, Limited, and to pay for the same wholly in cash or partly in cash and partly by fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of the corporation;

To operate farms for live stock, dairying or agricultural, to breed, raise, keep, render marketable and deal in horses, cattle and live stock of all kinds and to produce, buy, sell, manufacture and deal in all products and by-products thereof and all agricultural products;

To deal in and construct with reference to timberlands and timber rights, and to cut, render marketable, handle, manufacture, deal in and construct with reference to timber and lumber of all kinds and all products thereof;

To purchase or otherwise acquire, maintain, keep and improve saw-mills and appurtenances, plant and machinery of every description, and to dispose of the same from time to time by way of sale, lease or otherwise;

To construct, carry out, acquire by purchase or otherwise, maintain, improve, manage, work, control and superintend and to sell, lease or otherwise dispose of all logging railways, tramways on lands owned or controlled by the company, and trails, roads, streets, skidways, bridges, reservoirs, flumes, water-courses, aqueducts, wharves, piers, trucks, boats, warehouses and other works and conveniences which the company may think directly or indirectly conducive to any of its objects and to contribute or other-

tement ou indirectement la réalisation d'aucun de ses objets, et contribuer ou autrement aider ou prendre part dans la construction, l'entretien, le développement, l'exploitation, le contrôle et l'administration de ces travaux;

Faire disparaître et enlever des obstacles dans tout lac, rivière, ruisseau ou cours d'eau, creuser des chenaux, enlever des hauts-fonds ou améliorer autrement la navigation de toute rivière, lac, ruisseau ou cours d'eau;

Construire, développer, acquérir, maintenir, exploiter, louer, acheter, vendre, utiliser, administrer et exploiter des forces hydrauliques, emplacements pour forces hydrauliques, édifices, améliorations, machines et installations pour la production de l'électricité, de la force ou de l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre, ou louer, ou acquérir autrement telle énergie et accumuler, générer, transmettre et distribuer de l'électricité et de la force ou de l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre pour fins d'éclairage, de chauffage ou de forces motrices ou pour toutes autres fins pour lesquelles l'électricité ou la force ou l'énergie électrique ou autre peuvent être utilisées, dans les comtés de Papineau et d'Argenteuil, en se conformant à tous les lois ou règlements locaux qui régissent telle exploitation;

Utiliser la force hydraulique, la vapeur ou autre force pour la production de l'électricité;

Construire, maintenir et exploiter des lignes de fils métalliques, poteaux, tunnels, conduites et autres travaux, et conduire, accumuler, acheter, vendre, prendre des contrats, en disposer et distribuer toutes telles énergies et, avec ces lignes, fils, poteaux, conduites ou autres conducteurs ou dispositifs, conduire, transmettre, fournir ou recevoir telle électricité ou autre force ou énergie de ou à toute compagnie ou compagnies, personne ou personnes dans les comtés de Papineau et d'Argenteuil, en se conformant toujours à tous les lois et règlements à cet effet;

Construire, acquérir et exploiter des lignes de télégraphe ou de téléphone ou autres moyens de communication par terre, air ou eau, possédés ou contrôlés par la compagnie et pour les fins de la compagnie seulement;

Construire, acquérir par achat ou autrement, maintenir, améliorer, exploiter, gérer et contrôler toutes conduites, tuyaux, gros tuyaux et aqueducs dans le but de fournir l'eau aux détenteurs et acheteurs des propriétés de la compagnie ou aux personnes ou corporations possédant des terrains y contigus, aux taux acceptés par la compagnie;

Acquérir, louer, construire, améliorer, maintenir, posséder, utiliser et exploiter, vendre, louer et faire le commerce de maisons d'habitation, logis, garages, buanderies, mettre en opération des usines de matériaux de construction et prendre et exécuter des contrats pour des travaux de construction et d'érection de toutes sortes;

Subdiviser tout terrain possédé, contrôlé ou loué par la compagnie ou tout terrain dans lequel la compagnie a un intérêt, en lots et blocs et subdiviser tels lots en rues, ruelles, parcs, squares ou autrement et améliorer aucun de ces terrains en y construisant des chemins, ponts, trottoirs et routes, égouts, drainages, aqueducs, réservoirs, édifices de toute nature quelconque et faire tous autres travaux nécessaires pour l'amélioration et le développement de ces terrains;

Prendre, acquérir et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour ga-

wise assist or take part in the construction, maintenance, development, working, control and management thereof;

To clear and remove obstructions from any lake, river, creek or stream, to deepen channels, remove shoals or otherwise improve the floatability of any river, lake, creek or stream;

To construct, develop, acquire, maintain, operate, lease, buy, sell, use, manage and work water-powers, power sites, buildings, improvements, machinery and appliances for the production of electricity, electric, pneumatic, hydraulic or other power or energy or to lease or otherwise acquire such power and to accumulate, generate, transmit and distribute electricity and electric, pneumatic, hydraulic, and other power and energy for light, heat, power or any purpose for which electricity or electric or other power or energy can be used, in the counties of Papineau and Argenteuil, subject always to all local laws or regulations in that behalf;

To utilize water and steam or other power for the purpose of generating electricity;

To construct, maintain, and operate line of wires, poles, tunnels, conduits and other works, and to conduct, store, buy, sell, contract for, dispose of and distribute any and all such power and with such lines, wires, poles, conduits or other conductors or devices to conduct, convey, furnish or receive such electricity or other power or energy to and from any company or companies, person or persons, in the counties of Papineau and Argenteuil, subject always to all local laws or regulations in that behalf;

To construct, acquire and operate line of telegraph or telephone or other means of communication on land, air or water, owned or controlled by the company and for the purpose of the company only;

To construct, acquire by purchase or otherwise, maintain, improve, operate, manage and control any conduits, pipes, mains and water-works for the purpose of supplying water to the holders and purchasers of the property of the company or to persons or corporations holding lands contiguous thereto, at such rate as may be agreed upon;

To acquire, lease, construct, improve, maintain, own, use and operate, sell, let and deal in dwelling houses, lodging houses, garages, laundries, and to operate construction or building plants and to take and carry out contracts for building or for construction work of any kind;

To sub divide any land owned, controlled or leased by the company, or any land in which the company has any interest, into lots and blocks and to lay out such lots into streets, lands, parks, squares or otherwise and to improve any such lands by constructing roads, bridges, walks and ways, sewers, drains, water-mains, reservoirs, buildings of any nature and to do other work necessary to improve and develop such lands;

To take, acquire and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure to the company

rantir à la compagnie le remboursement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, par les acheteurs ou autres et les avances de fonds faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations;

Acquérir par achat ou autrement et détenir ou en aucune autre manière quelconque aliéner le stock, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exploitant toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie directement ou indirectement;

Emettre des actions entièrement libérées, obligations, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement, soit intégral ou partiel, de toutes propriétés foncières ou personnelles, mobilières ou immobilières, droits, industries, entreprises, franchises, permis, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir ou en paiement ou en règlement des dettes et obligations dues par la compagnie et aussi émettre des actions entièrement libérées, obligations, actions-débetures ou autres valeurs en paiement ou en échange pour les actions, obligations, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie pour ses fins, de temps à autre, et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour le prix et aux termes jugés convenables;

Hypothéquer, nantir et gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie pour garantir toutes obligations ou débetures de la compagnie qu'elle est autorisée à émettre, ou toutes sommes de deniers empruntés pour les fins de la compagnie;

Consentir tout acte de fiducie, hypothèque, mortgage et nantissement pour garantir les détenteurs des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie de l'industrie, des propriétés et de l'actif de toute personne ou compagnie exploitant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou toute partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour toute autre fin jugée directement ou indirectement susceptible de profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son industrie et particulièrement toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, en disposer ou en faire le trafic autrement et faire valoir la totalité ou toute partie des propriétés et droits de la compagnie;

Vendre et louer les propriétés et l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, ou en disposer autrement pour la considération que la compagnie croira acceptable et particulièrement pour des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Se joindre et se fusionner à toute autre compagnie exploitant une industrie en tout ou en partie semblable à celle de la compagnie;

payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others, and of advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To acquire by purchase or otherwise, and to hold or dispose of in any manner whatsoever, the stock, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock or other securities of the company for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, rights, business, undertaking, franchise, license, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company, and also to issue fully paid up shares, bonds, debenture stock or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock or other securities of any other company;

To borrow money upon the credit of the company for its purposes, from time to time, and issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and on such terms as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage and pledge any immovable or movable property, present or future, belonging to the company, to secure any bonds or debentures of the company which it is authorized to issue or any sums of money borrowed for the company's purposes;

To enter into any deed of trust, hypothec, mortgage and pledge to secure the holders of the bonds, debentures or other securities of the company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, bonds, debentures, debenture stock or securities of any other company;

To combine and amalgamate with any company carrying on a similar business, in whole or in part, to that of the company;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, argent ou autrement, de la manière résolue, au moyen de dividendes, bonis ou de toute autre manière jugée à propos, toute partie des propriétés ou de l'actif de la compagnie, ou les produits de la vente ou de l'aliénation des propriétés et de l'actif de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer, et particulièrement les actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie constituée pour absorber et assumer la totalité ou toute partie des propriétés, de l'actif et du passif de cette compagnie;

Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres fins similaires, avec toute personne, société, firme ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et acheter ou acquérir autrement et assumer la totalité ou toute partie de l'actif, y compris la clientèle ou l'industrie, les propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et le passif de toute telle personne ou société, et prendre ou acquérir autrement les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

Prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle de l'industrie ou des opérations de toute compagnie ou entreprise dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et, à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents pour gérer, exercer et exploiter comme gérant les propriétés, franchises, entreprises et industries de toute autre corporation dont aucunes des actions, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie pour la rémunération qui sera jugée convenable et raisonnable;

Placer et négocier les deniers dont la compagnie n'a pas un besoin immédiat de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou aucune des dépenses occasionnées par sa formation ou son organisation;

Rémunérer, soit en deniers comptants ou en actions entièrement ou en d'autres valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour les dépenses contractées, et, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou toutes obligations, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans l'organisation, la formation ou l'établissement de la compagnie ou la conduite de son industrie;

Exploiter et entreprendre toute autre industrie que les directeurs de cette compagnie croiront pouvoir de temps à autre exercer convenablement en rapport avec ses objets ou susceptible directement ou indirectement de faire valoir ou d'augmenter la valeur d'aucun des

To distribute among the shareholders of the company, in kind, money or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus or in any other manner deemed advisable, any property or assets of the company, or any proceeds of the sale or disposal of any property or assets of the company, and in particular, any shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or which it may have power to dispose of, and especially the shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of any other company incorporated to take over and assume the whole or any part of the property and assets and liabilities of this company;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, including the goodwill, or the business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any such company, person or partnership, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company, and for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents to manage, operate and carry on as a manager the property, franchises, undertakings and business of any corporation, any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of, or incidental to the formation or organization thereof;

To remunerate, either in cash, or shares fully paid up, or in other securities of the company, any company, firm, association, syndicate, or individual for expenses incurred, and, with the approval of the shareholders, for services rendered, or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To carry on and undertake any other business which may from time to time seem to the directors of this company capable of being conveniently carried on in connection with its objects and calculated directly or indirectly to render valuable or enhance the value of any of the com-

privilèges ou droits de la compagnie et comme alliée à l'exploitation de son industrie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Seignior Club of Fassett, Inc.", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau-chef de la compagnie sera au village de Fassett, comté de Papineau, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
5683 C.-J. SIMARD.

pany's privileges or rights and as incidental to the carrying on of its business;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Seignior Club of Fassett, Inc.", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the Village of Fassett, county of Papineau, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1925.

C. J. SIMARD,
5684 Assistant Provincial Secretary

Lettres patentes supplémentaires

"St. Maurice Valley Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5989 et 5993 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour de novembre, 1925, à la compagnie "Saint Maurice Valley Corporation", ratifiant un règlement de la dite compagnie se lisant comme suit, savoir :

Le capital-actions de la compagnie est, par les présentes, augmenté par la création de cent quarante-neuf mille (149,000) actions ordinaires additionnelles sans valeur nominale au pair et par la création de six cent soixante-dix mille (670,000) actions privilégiées à dividende cumulatif de sept (7%) pour cent avec fonds d'amortissement, dont soixante-dix mille (70,000) actions auront une valeur nominale au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et six cent mille (600,000) actions auront une valeur nominale au pair de cinq piastres (\$5.00) chacune, lesquelles actions de cinq piastres (\$5.00) seront payables quant au capital et à la prime, s'il y a lieu, advenant dissolution ou rachat, et quant au dividende de la manière ci-après énoncée seulement en Livres sterling à Londres, Angleterre, la valeur de la Livre sterling (L 1) anglaise pour ces fins ayant une valeur de cinq piastres (\$5.00,) monnaie canadienne.

Les dites actions privilégiées auront droit aux préférences, priorités, droits, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions qui suivent :

Les porteurs desdites actions privilégiées auront droit de recevoir à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour le paiement de dividendes, lorsque et tels que déclarés par le conseil d'administration, des dividendes au taux de sept pour cent (7%) par an et pas plus, sur le montant alors versé sur lesdites actions, ces dividendes devant courir et être cumulatifs à compter du premier décembre, 1925 payables en versements trimestriels, les premiers janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, le premier dividende (pour un mois seulement) étant payable le premier jour de janvier 1926, et aucun dividende ne sera déclaré, payé ou mis de côté sur d'autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes courus et accumulés sur les actions privilégiées aient été payés,

Supplementary Letters Patent

"St. Maurice Valley Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5989 and 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1925, to the company "Saint Maurice Valley Corporation", ratifying a By-law of the said company as follows, to wit:

The capital stock of the company is hereby increased by the creation of one hundred and forty-nine thousand (149,000) additional shares of Common Stock, without nominal or par value, and by the creation of Six hundred and seventy thousand (670,000) shares of Seven Per Cent Sinking Fund Cumulative Preference Stock, of which Preference Stock Seventy thousand (70,000) shares shall be of a nominal or par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and six hundred thousand (600,000) shares shall be of a nominal or par value of five dollars (\$5.00) each, which five dollars (\$5.00) Preference Shares are to be payable as to principal and premium, if any, on dissolution or redemption, and as to dividends in the manner hereinafter set forth only in sterling in London, England, the value of the English Sterling Pound (L 1) for such purposes being fixed at the value of five dollars (\$5.00) Canadian currency.

The said preference shares shall be entitled to the following preferences, priorities, rights, powers, limitations, conditions and restrictions:

The holders of said preference shares shall be entitled to receive out of the profits of the Company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors, dividends at the rate of seven per centum (7%) per annum and no more, on the amount for the time being paid up thereon, such dividends to accrue and be cumulative from and after December 1st., 1925, payable in quarterly instalments on the first days of January, April, July and October, the first instalment of which (for one month only) shall become payable on the first day of January, 1926, and no dividends shall be declared, paid or set apart upon other shares of the Company unless all accrued and accumulated dividends upon the said preference shares shall have been paid or declared and set

déclarés ou mis de côté et le versement de dividende en cours sur les actions privilégiées ait été déclaré et mis de côté.

Les dividendes sur les actions privilégiées ayant une valeur au pair de cent piastres seront payables en monnaie canadienne dans les cités de Montréal et Toronto, ou en monnaie des Etats-Unis dans la cité de New-York, d'après l'endroit où ces actions sont enregistrées, et les dividendes sur les actions ayant une valeur nominale au pair de cinq piastres seront payables en monnaie anglaise à Londres, Angleterre, à la même valeur déterminée de cinq piastres (\$5.00) pour la Livre Sterling anglaise.

Les détenteurs des dites actions privilégiées peuvent enregistrer leur actions avec les registraires de la compagnie nommés pour ces fins aux dits endroits de paiement (pourvu que les actions privilégiées d'une valeur au pair de cinq piastres (\$5.00) soient enregistrées seulement avec le registraire de Londres) et la compagnie peut faire des règlements permettant le transfert d'une classe ou de plusieurs classes d'actions privilégiées d'un endroit d'enregistrement à un autre aux conditions qui seront déterminées ou sur le paiement d'un honoraire raisonnable. La compagnie peut, en se conformant aux dispositions de la section 5992 et suivantes de la Loi des Compagnies de Québec, 1920, convertir aucune de ces actions privilégiées d'une valeur au pair de cinq piastres en actions privilégiées d'une valeur au pair de cent piastres et vice-versa, aux termes et conditions qui seront déterminées dans le règlement à cet effet, pourvu que telle conversion n'ait pas l'effet d'augmenter le montant du capital-actions de la compagnie autorisé ou en cours, et pourvu de plus que si aucune des actions à être converties est en cours, l'assentiment par écrit des détenteurs des actions à être converties soit obtenu préalablement. Les actions privilégiées ne seront pas sujettes à annulation ou rachat pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie.

La compagnie aura le droit, en aucun temps et de temps à autre de racheter la totalité ou toute portion des actions privilégiées au taux de cent cinq pour cent (105%) de leur valeur au pair, avec en plus tous les dividendes courus et impayés à la date du rachat, sur pré-avis de soixante jours, envoyé par la poste ou publié dans les journaux ou les deux, à leurs détenteurs enregistrés, donné de la manière prescrite par résolution du conseil d'administration de la compagnie. Aucun appel pour le rachat d'une partie seulement des actions privilégiées ne sera fait en aucun temps lorsque des dividendes sur les actions privilégiées sont accumulés et en souffrance. Dans le cas où une partie seulement des actions privilégiées sont appelées pour être rachetées, les actions ainsi appelées seront tirées au sort de la manière déterminée par le conseil d'administration. Si l'avis de tel rachat est donné et si un montant suffisant pour racheter les actions privilégiées appelées pour rachat est déposé entre les mains des agents de transfert ou banquiers de la compagnie, ou en tout autre endroit spécifié dans l'avis, le ou avant le jour fixé pour le rachat total ou partiel, les dividendes sur les actions privilégiées appelées pour être rachetées cesseront de courir après la date fixée pour le rachat et les détenteurs de telles actions n'auront, après cette date, aucun droit dans ou contre la compagnie et nul autre droit excepté celui de recevoir le paiement lors du rachat, tel que prévu ci-dessus, à même les argents qui y

apart, and the current instalment of dividends upon the preference shares shall have been declared and set apart.

The dividends upon shares having a par value of One hundred dollars shall be payable in Canadian funds in the cities of Montreal or Toronto, or in United States Funds New York City, according to the place at which such shares are registered, and the dividends on shares having a nominal par value of Five dollars shall be payable only in sterling in London, England, at the same fixed value of five dollars (\$5.00) for the English Sterling Pound.

The holders of the said preference shares may register the same with the Company's registrars appointed for that purpose at the said places of payment (provided that preference shares of Five dollars par value may only be registered on the London register), and the Company may make regulations permitting any class or classes of the preference shares to be transferred from one registry to another, upon such conditions as may be determined and upon payment of a reasonable fee. The Company may, by complying with the formalities of section 5992 and following of the Quebec Companies' Act, 1920, convert any of its preference shares of Five dollars par value into preference shares of One hundred dollars par value and vice versa, on such terms and conditions as may be fixed in the necessary by-law, provided that no such conversion shall have the effect of increasing the amount of authorized or outstanding capital stock of the Company and, further, provided that if any shares so to be converted are outstanding, the written consent of the holders of the shares so to be converted must be previously obtained. The preference shares shall not be liable to cancellation or redemption by reason of loss or depreciation of the Company's assets.

The Company shall have the right, at any time and from time to time, to redeem the whole or any part of the preference shares at one hundred and five per cent (105%) of the par value thereof, plus accrued and unpaid dividends to the date of redemption, upon sixty days' notice by mail or by publication, or both, to the registered holders thereof, given in such manner as prescribed by resolution of the Company's Board of Directors. No call for redemption of part only of the preference shares shall be made at any time when any dividends on the preference shares have accrued and remain unpaid. In case of part of the preference shares being called for redemption, the shares so to be called shall be selected by lot in such manner as may be determined by the Board of Directors. If notice of any such redemption be given and an amount sufficient to redeem the preference shares called for redemption be deposited with the Company's transfer agents or bankers, or in any other place specified in the notice, on or before the date fixed for redemption, in whole or in part, no dividends on the preference shares so called for redemption shall accrue after the date so fixed for redemption, and the holders of such shares shall thereafter have no rights in or against the Company and no other rights except to receive payment on redemption, as above provided, out of the moneys so deposited and upon payment by the Company of moneys for the redemption of prefer-

ont été déposés et lors du paiement par la compagnie des argents pour le rachat des actions privilégiées de la manière énoncée ci-dessus. Le prix de rachat, y compris la prime, sera payable en monnaie canadienne ou en monnaie des Etats-Unis ou en Livre Sterling, selon le cas, à l'endroit d'enregistrement des dites actions à la date de l'avis de rachat.

Pour établir un fonds d'amortissement, la compagnie devra, immédiatement après la conclusion de son année fiscale qui se terminera le 30 juin 1927, et de chaque année fiscale subséquente, mettre en réserve ou déposer à même ses bénéfices nets, avant qu'aucun dividende ne soit payé ou mis de côté sur les actions communes, ordinaires ou autres, une somme égale à sept pour cent (7%) de ses bénéfices nets applicables au paiement des dividendes sur telles actions communes, ordinaires ou autres, et le fonds ainsi établi sera utilisé pour le rachat des actions privilégiées qui seront achetées au cours du marché ou par vente privée, au plus bas prix auquel ces actions peuvent être obtenues, mais n'excédant pas le prix de rachat prévu dans les présentes. Si ces actions ne peuvent pas être achetées au prix ou en bas du prix susmentionné dans les six mois qui suivent, la balance des argents mis en réserve ou déposés sera employée pour le rachat des actions privilégiées en suivant la procédure indiquée pour le rachat partiel des actions. Pourvu toutefois, si le surplus des profits et pertes de la compagnie à la fin de toute année fiscale applicable pour dividendes est moins que le montant suffisant égal aux dividendes pour deux années sur les actions privilégiées en cours, la compagnie ne sera pas obligée de créer un fonds d'amortissement pour telle année, mais dans tel cas aucun dividende ne sera payé sur les actions ordinaires pendant l'année suivante. Ces actions privilégiées rachetées par la mise en opération de ce fonds d'amortissement seront annulées et ne seront pas réémises par la suite.

Excepté tel qu'il est autrement prévu expressément ci-dessus, les détenteurs des actions privilégiées n'auront pas droit de voter, soit pour l'élection des administrateurs ou pour toute autre fin, et n'auront pas droit de recevoir avis des assemblées des actionnaires ou d'y assister aussi longtemps que la compagnie ne sera pas en défaut, tel que prévu ci-après, et l'acceptation des dites actions privilégiées comporte renonciation au droit à ses avis en autant que la loi le permet. Toutefois, dans le cas où six dividendes trimestriels seraient en souffrance et impayés, alors dans chaque cas et aussi longtemps qu'aucun des dits dividendes continuera d'être en souffrance et impayé, les détenteurs des actions privilégiées devront être avisés des assemblées des actionnaires et auront les mêmes droits de vote que les détenteurs des actions ordinaires, à savoir un vote pour chaque action d'une valeur au pair de \$100.00, et, dans le cas des actions d'une valeur au pair de \$5.00, un vote pour chaque vingt actions qu'ils possèdent.

Survenant la liquidation ou dissolution de la compagnie, pour fins de réorganisation ou autre changement ou une distribution quelconque de capital, aucune somme quelconque ne sera payée et aucun actif quelconque ne sera distribué aux détenteurs d'autres actions de la compagnie avant le remboursement aux détenteurs d'actions privilégiées de la valeur au pair des actions privilégiées détenues par eux, avec en plus une somme égale à la prime payable dans le cas de rachat, et une somme

ence shares in the manner hereinabove. The redemption price, including premium, shall be payable in Canadian funds or United States funds or sterling, as the case may be, at the place where the said shares are registered on the date of the notice of redemption.

By way of sinking fund the Company shall forthwith: after the conclusion of its fiscal year ending on June 30th., 1927, and each succeeding fiscal year, reserve or set apart, out of its net earnings or profits, before any dividend is paid or set apart for payment on the common, ordinary or other classes of shares, a sum amounting to seven per cent (7%) of its net earnings or profits available for payment of dividends on such common, ordinary or other classes of shares, and the fund so established shall be used for the purpose of redemption of preference shares to be purchased in the open market or by private purchase, at the lowest price or prices at which such shares are obtainable, but not exceeding the redemption price therein provided for. If such shares cannot be so purchased at or below the aforesaid price within the ensuing six months, the balance of the moneys reserved or set apart shall be employed in the redemption of preference shares by following the procedure providing for partial redemption. Provided, however, that if the profit and loss surplus of the Company at the end of any fiscal year available for dividends shall be less than an amount equivalent to two years' dividends on the outstanding preference shares, the Company shall not be obliged to make any sinking fund appropriation for such year, but in any such event no dividend shall be paid on the common stock during the succeeding year. Such preferred stock redeemed through the operation of this Sinking Fund shall be cancelled and not thereafter re-issue.

Except as otherwise herein expressly provided, the holders of preference shares shall not have any voting rights, either for election of Directors or for any other purpose, nor shall they be entitled to receive any notice of shareholders' meetings or to attend the same so long as the Company shall not be in default, as hereinafter provided, and all such notices, so far as permitted by law, shall be deemed to be waived by acceptance of the said preference shares. In case, however, six quarterly dividends shall be in arrears and remain unpaid, then in every case and so long as any of the said dividends shall continue to be in arrears and unpaid, the holders of preference shares shall receive notice of shareholders' meetings and shall have the same voting rights as the holders of common shares, namely: one vote for each share with a par value of \$100.00, and in the case of shares having a nominal par value of \$5.00, one vote for each twenty shares held.

In the event of the winding up or dissolution of the Company for reorganisation or otherwise, or on any distribution of capital, no sum whatever shall be paid to nor shall any assets whatsoever be distributed among the holders of other stock of the Company until there shall have been paid to the holders of preference shares the par value of preference shares held by them, plus an amount equal to the premium applicable thereon in case of redemption, plus a sum equivalent to the arrears, if any, of the prefer-

égale aux arrérages, s'il y en a, des dividendes privilégiés accumulés sur les actions privilégiées jusqu'à la date de distribution, que ces dividendes aient été déclarés ou non et qu'il y ait ou non des bénéfices disponibles pour tels dividendes, et les détenteurs d'actions privilégiées auront droit d'être payés et de recevoir ces sommes d'argent à même l'actif de la compagnie de préférence et avec priorité sur les détenteurs de tout autre stock ou actions, et après ce paiement, l'actif et les fonds de la compagnie qui restent seront distribués et payés aux détenteurs des autres stocks ou actions, d'après leurs droits.

Les dispositions ci-dessus énoncées concernant les actions privilégiées ne seront pas (excepté en autant qu'il s'agit de la conversion des actions d'une valeur au pair en actions d'une autre valeur au pair, tel que prévu ci-dessus) abrogées ou modifiées, à moins d'une autorisation par un règlement de la compagnie confirmé par un vote des détenteurs des actions privilégiées d'au moins soixante-quinze pour cent (75%) en valeur des dites actions privilégiées alors en cours, à une assemblée générale convoquée dans le but de prendre en considération telle abrogation ou modification, lequel règlement devra être en plus confirmé par des lettres patentes supplémentaires.

L'émission et la répartition des actions ordinaires sans valeur au pair créées par ces règlements pourront être faites pour la considération qui sera fixée par le conseil d'administration.

Le montant du capital avec lequel la compagnie exploitera son industrie sera de un million sept cent cinquante mille piastres (\$1,750,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5685 ALEXANDRE DESMEULES.

"Quebec Distributing Agencies, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5968, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour d'août 1925, changeant le nom de "Quebec Importing Co., Limited", en celui de "Quebec Distributing Agencies, Ltd".

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-huitième jour d'août 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
5689 C.-J. SIMARD.

Roy Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5968, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour de décembre 1925, changeant le nom de la compagnie "Roy Securities Corporation", en celui de "Roy Corporation, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
5693 C.-J. SIMARD.

ence dividends accumulated on such preference shares to the date of distribution, whether or not declared and whether or not there are profits available for such dividends, and the holders of the preference shares shall be entitled to be paid all such moneys out of the assets of the Company by preference over and in priority to the holders of any other shares or stock of the Company, and the remaining assets and funds of the Company shall be divided among and paid to the holders of the other shares in accordance with their rights.

The foregoing provisions respecting preference shares shall not (except to the extent of conversion of shares of one par value into shares of another par value, as above provided for) be repealed or modified unless authorized by by-law of the Company, confirmed by a vote of the holders of the preference shares of at least seventy-five per cent (75%) in value of such preference shares then outstanding, at a special general meeting called for the purpose of considering such repeal or modification, and further confirmed by supplementary letters patent.

The issue and allotment of the common shares without par value, created by this By-law, may be made for such consideration as may be fixed by the Board of Directors.

The amount of capital with which the Company will carry on business shall be one million seven hundred and fifty thousand dollars (\$1,750,000.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
5686 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Distributing Agencies, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, article 5968, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Québec, bearing date the twenty eighth day of August, 1925, changing the name of "Quebec Importing Co., Limited", to that of "Quebec Distributing Agencies, Ltd."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of August, 1925.

C. J. SIMARD,
5690 Assistant Provincial Secretary.

Roy Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5968, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Québec, bearing date the third of December, 1925, changing the name of the company "Roy Securities Corporation", to that of "Roy Corporation, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1925.

C. J. SIMARD,
5694 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Insurance Agencies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour de décembre 1925, à la compagnie "Quebec Insurance Agencies, Limited", augmentant le capital de la compagnie de \$50,000.00 à \$100,000.00, par l'addition de 500 actions communes d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et les dites actions de tel capital additionnel peuvent être émises et réparties et autrement attribuées sur résolution des administrateurs, aux termes et conditions qu'ils jugeront à propos.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
5691 C.-J. SIMARD.

"Quebec Insurance Agencies, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1925, to the Company "Quebec Insurance Agencies, Limited," for the following purposes: To increase the capital stock of the company from \$50,000.00 to \$100,000.00 by the addition of 500 Common Shares of the par value of \$100.00 each, and the said shares of such additional capital may be issued and allotted and otherwise dealt with by a resolution of the Directors, upon such terms and conditions as the Directors may deem advisable.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,
5692 Assistant Provincial Secretary.

Assurance

Avis est par les présentes donné au public que Gustave Marin, avocat, 444 Boulevard Pie IX, Montréal; Edouard Tellier, avocat, 36 rue Sherbrooke Ouest, Montréal; Paul Gouin, avocat, 445 Avenue Prince-Albert, Westmount; Gratia Longtin, caissière, 224 rue Berri, Montréal; Flore Mallette, sténographe, 8014A rue Saint-Denis, Montréal, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, pour les constituer en corporation, sous le nom de "The People's Life Assurance Company of Canada" (en anglais), et sous le nom de "La Compagnie d'Assurance du Peuple du Canada" (en français), avec un capital de un million de piastres, divisé en dix mille actions de cent piastres chacune, en vertu des dispositions de la loi des assurances de Québec et ses amendements, aux fins d'obtenir le pouvoir de faire des affaires d'assurance sur la vie, sur les accidents, contre le feu et contre la maladie; des affaires d'assurance de garantie et de cautionnement; des affaires d'assurance contre toute perte de propriété ou tout dommage à la propriété, causé par accident, y compris les explosions, ou par suite du vol avec ou sans effraction; sur les glaces (plate glass); et aussi des affaires d'assurance sur les véhicules-moteurs; des affaires d'assurance maritime, d'automobiles, bicycles et d'aviation et sur le bétail, sous toutes leurs formes, et pour ces fins, faire et exécuter en tout temps des polices, contrats, conventions, engagements écrits ou imprimés, selon qu'il sera jugé nécessaire et utile dans chaque cas, et généralement faire et exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins, et de manière à pouvoir les atteindre, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme à la loi des assurances de Québec, relativement au dépôt et aux permis exigés et à toutes ses autres dispositions.

Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 1er décembre 1925.

GUSTAVE MARIN,
EDOUARD TELLIER,
PAUL GOUIN,
GRATIA LONGTIN,
FLORE MALLETTTE.

L'avis de cette compagnie publié à la page 3655 est nul.

5647-50-4

Insurance

Notice is hereby given to the public that Gustave Marin, lawyer, 444 Boulevard Pie IX, Montreal; Edward Tellier, lawyer, 36 Sherbrooke West, Montreal; Paul Gouin, lawyer, 445 Prince Albert Avenue, Westmount; Gratia Longtin, cashier, 224 Berri, Montreal; Flore Mallette, stenographer, 8014A Saint Denis, Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, after the present notice has been published for four consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, asking to be incorporated under the name of "The People's Life Assurance Company of Canada" (in English), and under the name of "La Compagnie d'Assurance du Peuple du Canada" (in French), with a capital stock of one million dollars, divided in ten thousand shares of one hundred dollars each, in virtue of the provisions of the Quebec Insurance Act and its amendments, to carry on the business of insurance for life and accident, fire and sickness; guarantee or suretyship insurance; insurance against any loss or damage to property by accidental causes, including explosions, larcenies, houses breaking or burglary, and plate glass insurance; to carry on the business of insurance on motor vehicles; and also to carry on marine, automobile, bicycles or aviation insurance and live stock insurance, and for those purposes, at all times, to issue and execute policies, contracts, agreements or conventions written or printed, according to the circumstances of such ends, and generally to do all things and matters relative to such ends and necessary to acquire same, provided that before commencing the business of such group of insurance, the company shall comply with the Quebec Insurance Act, as regards the deposit and permits and all other matters.

The principal place of business of the said company to be at Montreal.

Dated at Montreal, this 1st day of December, 1925.

GUSTAVE MARIN,
EDOUARD TELLIER,
PAUL GOUIN,
GRATIA LONGTIN,
FLORE MALLETTTE.

The notice of this company published on page 3655 is null.

5648-50-4

Demandes à la Législature

Avis est, par les présentes, donné que la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à la loi la constituant en corporation—8 Victoria, chapitre 101—telle qu'amendée par la loi 48 Victoria, chapitre 46, quant à ses pouvoirs et particulièrement ses pouvoirs d'emprunt et autres fins.

Montréal, 30 novembre 1925.

Les avocats des Sœurs des Saints Noms
de Jésus et Marie,
BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.
5469—51-4

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de la compagnie "Canadian-International Paper Co." pour confirmer et ratifier une résolution en date du 17 novembre 1925, adoptée par les Commissaires d'Ecoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine, ainsi qu'un règlement en date du 14 décembre 1925, adopté par le Conseil de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, accordant à la dite compagnie certains privilèges et commutations de taxes.

Daté à Trois-Rivières, ce 3 décembre 1925.

Les procureurs de la compagnie,
"CANADIAN-INTERNATIONAL PAPER Co."
BUREAU, BIGUE & GOUIN.
5697—51-4

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, la Cité de Saint-Lambert demandera l'adoption d'une loi spéciale pour amender sa charte: (a) pour pourvoir au numérotage des sièges des échevins et conseillers, de un à six; (b) pour pourvoir à un mode d'assurer la vie de ses employés; (c) pour autoriser la Cité à payer une pension viagère à ses employés mis à leur retraite, et particulièrement à l'Ex-Chief de Police, Napoléon Gravel; (d) pour faire approuver et confirmer le plan officiel des rues, lots et places publiques de la Cité, (e) et pour faire approuver et ratifier le règlement numéro 160 relatif à la consolidation des fonds d'amortissement prévus par différents règlements, lequel règlement passé par le Conseil le 16 novembre, 1925, et approuvé par les électeurs propriétaires le 11 décembre, 1925, et pour autres fins.

Daté à Montréal, ce 14ème jour de décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier de la
Cité de Saint-Lambert,
JAMES-R. BEATTY.
5711—51-4

Avis est par les présentes donné que Mesdames Marie-Florida Boivin, dite Marie de la Garde, Supérieure, Marie-Alice Guay, dite St-Donat, Assistante Marie-L.-Simonne Leblanc, dite St-Jean-Gabriel, Econome, et Yvonne Métivier, dite Ste-Félicine, Secrétaire, toutes quatre des Sœurs de la Charité de Québec, et respectivement Supérieure, Assistante, Econome et Secrétaire, de leur Hôpital à Rimouski, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Hôpital Saint-Joseph de

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Community of the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its Act of incorporation—8 Victoria, chapter 101—as amended by the Act 48 Victoria, chapter 46, regarding its powers and particularly its borrowing powers and other purposes.

Montreal, 30th November, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER,
Attorneys for the Sisters of the Holy
Names of Jesus and Mary.
5470—51-4

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, for and on behalf of the "Canadian-International Paper Company", asking the confirmation and ratification of a resolution passed and adopted on the 17th of November 1925, by the School Commissioners of the City of Cape Madeleine, and also of a by-law passed and adopted by the Council of the said City of Cape Madeleine, on the 14th of December 1925, such resolution and by-law granting the said Company certain privileges and commutations of taxes.

Dated at Trois-Rivières, this 3rd day of December 1925.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Attorneys-at-law on behalf of the
CANADIAN-INTERNATIONAL PAPER Co.
5698—51-4

Public notice is hereby given that at the coming session of the Legislature of the Province of Quebec, the City of Saint Lambert shall apply for the adoption of a special law amending its charter for the following objects: (a) the numbering of the seats for the aldermen from one to six; (b) authorization to provide for a system of group insurances for the employees of the City; (c) to authorize the City to pay a pension to its retired officers and employees, and in particular to the Ex-Chief of Police, Napoleon Gravel; (d) to have the official plan of the streets, lots and squares of the City approved and confirmed; (e) to obtain the confirmation and ratification of By-Law 160 adopted by the City Council on the 16th of November, 1925, and approved by the Municipal Electors, who are proprietors, on the 11th of December, 1925 said by-law providing for the consolidation of the sinking funds provided for under various by-laws, and for other purposes.

Dated at Montreal, this 14th day of December, 1925.

JAMES R. BEATTY,
Secretary-Treasurer of the City
of Saint Lambert.
5712—51-4

Notice is hereby given that Mesdames Marie Florida Boivin, named Marie de la Garde, Superior, Marie Alice Guay, named St Donat, Assistant, Marie L. Simonne Leblanc, named St Jean Gabriel, Econome, and Yvonne Métivier, named Ste Félicine, Secretary, all four of the "Sœurs de la Charité de Québec", and respectively, Superior, Assistant, Econome and Secretary of their Hospital at Rimouski, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them in corporation under the name of "Hôpital

Rimouski, avec tous les pouvoirs et attributions habituellement accordés à ces corporations.

Québec, 14 décembre 1925.

Pour les Pétitionnaires,
5713—51-4 JOS. SIROIS, N.P.

Saint-Joseph de Rimouski", with all the powers and rights generally conferred upon these corporations.

Quebec, December 14th, 1925.

JOS. SIROIS, N.P.
5714—51-4 For the Petitioners.

"L'INSTITUT DES SOEURS DE SAINTE-MARTHE DE SAINT-HYACINTHE".

"L'INSTITUT DES SOEURS DE SAINTE-MARTHE DE SAINT-HYACINTHE".

Avis est par les présentes donné au public que Léocadie Quintin, en religion Sœur du Cœur-de-Jésus, Clara Cabana, en religion Sœur Marie-de-Cléophas, Elise Boudreault, en religion Sœur Sainte-Hélène, Clémence Jean, en religion Sœur Saint-Rémi, et Joséphine Boudreault, en religion Sœur Saint-André, toutes cinq résidant à Saint-Hyacinthe et membres de l'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe, communauté religieuse établie avec l'approbation canonique de Monseigneur l'évêque de Saint-Hyacinthe, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant, elles et leurs successeuses et toutes personnes formant partie de leur communauté, en corporation sous les noms de "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe", avec siège principal de la dite corporation en la cité de Saint-Hyacinthe, aux fins d'accomplir et de pratiquer les œuvres de charité corporelle et spirituelle par l'établissement d'orphelinats, hospices, maisons d'éducation, etc., en se consacrant à l'enseignement, en s'occupant, en outre, du soin matériel des évêchés, séminaires, collèges et autres maisons religieuses, et qu'elles demanderont en faveur de leur dite corporation tous les pouvoirs, prérogatives et privilèges reconnus par la loi et appartenant aux corporations civiles ordinaires et aux sociétés religieuses constituées en corporation, de même que tous les pouvoirs, prérogatives et privilèges résultant de la destination et du but de la dite corporation et nécessaires pour l'exécution et l'accomplissement de sa mission et de son œuvre; la dite corporation devra être spécialement autorisée: à avoir succession perpétuelle sous le nom qui lui est attribué; à posséder un sceau commun et le modifier à volonté; à pouvoir changer à son choix son siège principal par règlement qu'elle adoptera à être approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et publié dans la *Gazette Officielle de Québec*; à adopter, pour son organisation et sa régie, pour l'administration de ses œuvres et de ses biens, et généralement pour tout ce qui se rattache à son objet et à la réalisation de son entreprise, à la direction de son œuvre et à l'exercice de ses pouvoirs, tous règlements et ordonnances qu'elle jugera à propos, pourvu qu'il ne s'y trouve rien contraire aux lois de cette province, et à modifier et changer tels règlements et ordonnances chaque fois qu'il sera jugé convenable et nécessaire; à faire des emprunts de deniers sur le crédit de la dite corporation et à consentir ces emprunts au moyen d'émission d'obligations avec hypothèque sur les biens meubles et immeubles présents et futurs de la corporation, et droit de consentir cette hypothèque en faveur de fidéicommissaires représentant les obligataires, et ce, au moyen d'un acte de fidéi-commis ou de toute autre manière; à organiser et poursuivre toutes œuvres de charité corporelle et spirituelle, et, à ces fins, à établir des orphelinats, hospices, maisons d'éducation, etc.; à se consacrer à l'en-

Public notice is hereby given that Léocadie Quintin, in religion Sœur du Cœur de Jésus, Clara Cabana, in religion Sœur Marie de Cléophas, Elise Boudreault, in religion Sœur Sainte-Hélène, Clémence Jean, in religion Sœur Saint-Rémi, and Josephine Boudreault, in religion Sœur Saint-André, all five residing at Saint Hyacinthe and members of "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe", a religious community established with the canonical approval of Monseigneur the bishop of Saint Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act constituting them and their successors and any persons forming part of their community, into a corporation under the name of "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe", with principal place of business of the said corporation in the city of Saint Hyacinthe, for the purposes of accomplishing and practising corporal and spiritual works of charity by the founding of orphanages, homes, houses of education, etc., devotion to teaching, in moreover taking material care of bishops' palaces, seminaries, colleges and other religious institutions, and that they will apply for, in favor of their said corporation, all the powers, prerogatives and privileges recognized by law and belonging to ordinary civil corporations and to incorporated religious societies, as also all the powers, prerogatives and privileges resulting from the destination and purpose of the said corporation and necessary for the execution and accomplishment of its mission and work; the said corporation shall be specially authorized; to have perpetual succession under the name given to it; to have a common seal and change it at will; to have power to change at its discretion its principal place of business by by-law it may adopt to be approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*; to adopt for its organisation and government, for the administration of its works and of its property, and generally for anything relating to its object and the realisation of its undertaking, the direction of its work and the exercise of its powers, any by-laws and ordinances it may deem fit, provided that there be nothing therein contrary to the laws of this Province, and to modify and change such by-laws and ordinances every time it may deem suitable and necessary; to make loans of money on the credit of the said corporation and execute such loans by means of the issue of bonds, with hypothec on the present and future movable and immovable property of the corporation, and the right to execute such hypothec in favor of trustees representing the bondholders, and such by means of a trust deed or in any other manner; to organise and carry on any corporal and spiritual works of charity and, for such purposes, to establish orphanages, homes, houses of education, etc.; to be devoted to teaching and educational work in a general manner; to take charge of the material care of bishops'

seignement et aux œuvres éducatrices d'une manière générale; à se charger du soin matériel des évêchés, séminaires, collèges et autres maisons religieuses; enfin à exécuter et accomplir tous travaux, toutes œuvres et toutes entreprises se rapportant à la mission et au but définis ci-dessus, avec tous les pouvoirs nécessaires pour telles fins.

Saint-Hyacinthe, 10 décembre, 1925.

Pour les requérantes,

Les procureurs,

5719—51-4

LUSSIER & FONTAINE.

LA CITE DE VERDUN

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes, savoir:

Amender la Loi des Expropriations, 13 George V, chapitre 96 et 15 George V, chapitre 97.—Exproprier certains lots de terre pour l'ouverture de rues et ouvrir des rues de moins de soixante-six pieds.—Employer les fonds de la ville pour des fins autres que celles prévues.—Emprunter de l'argent pour exécuter des travaux d'améliorations locales.—Réglementer la circulation des voitures.—et amender la requête pour l'exécution de travaux permanents.

Montréal, 15 décembre 1925.

Les procureurs de la Cité de Verdun,

5721—51-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis est par les présentes donné que M. Antonio Prévost, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de confirmer et ratifier les titres de propriété concernant le Numéro mille huit cent un (1801) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne, dans la cité de Montréal, particulièrement un titre de vente par licitation en date du deuxième jour de mai 1905, et une vente consentie au requérant, le 29 juin 1923, devant le notaire Oscar Desautels, de Montréal.

Montréal, le 15 décembre 1925.

Les procureurs du requérant,

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.

5723—51-4

Avis public est par les présentes donné que Joseph Brunet, docteur en médecine, de la paroisse de Saint-Janvier, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, pour demander l'adoption d'une loi permettant au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Saint-Janvier, 16 décembre, 1925.

Le procureur du requérant,

5751—51-4

ALPHONSE DECARY.

Avis public est par les présentes donné que Albéric Pinsonnault, cultivateur, de la paroisse de Saint-Sébastien, Joseph Mongeau, marchand, de la cité de Montréal, et autres, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que le territoire compris dans les lots Nos 154 à 168 inclusivement et 182 à 191 inclusivement du cadastre de la paroisse de Saint-George-de-Clarenceville, soit détaché des Municipalité et Commission scolaires auxquelles ils appartiennent, pour être incorporés en ville en vertu de la Loi des cités et villes, 1922, et pour être érigés en muni-

palaces, seminaries, colleges and other religious institutions; finally, to execute and accomplish any labour, works and undertakings connected with the mission and purpose hereabove defined, with all the powers necessary for such purposes.

Saint Hyacinthe, 10th., December, 1925.

LUSSIER & FONTAINE,

5720—51-4

Attorneys for Applicants.

CITY OF VERDUN

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters, to wit:

To amend Law of Expropriation, 13 George V, Chapter 96 and 15 George V, Chapter 97.—To expropriate certain parcels of land to open streets and open streets less than 66 feet.—To use funds of the City for other purposes.—To borrow from the Bank for local improvements.—To regulate night traffic.—and to amend petition for local improvements.

Montreal, December 15th, 1925.

FAUTEUX & FAUTEUX,

5722—51-4 Attorneys for the City of Verdun.

Notice is hereby given that Mr. Antonio Prévost, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act to confirm and ratify the titles of ownership respecting number one thousand eight hundred and one (1801), on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the city of Montreal, particularly a title of sale by licitation dated the second day of May, 1905, and a sale made to the petitioner, the 29th of June, 1923, before notary Oscar Desautels, of Montreal.

Montreal, 15th December, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.

Attorneys for Applicant,

5724—51-4

Public notice is hereby given that Joseph Brunet, doctor in medicine, of the parish of Saint Janvier, in the county of Terrebonne, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, for the adoption of an act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit him among its members after examination.

Saint Janvier, December 16th., 1925.

The attorney of the Petitioner,

5752—51-4

ALPHONSE DECARY.

Public notice is hereby given that Albéric Pinsonnault, farmer, of the parish of Saint Sébastien, Joseph Mongeau, merchant, of the city of Montreal and others, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, asking that the territory comprising lots Nos. 154 to 168 inclusively and Nos. 182 to 191 inclusively of the parish of Saint Georges of Clarenceville, be detached of the municipality and school commission to which they belong, to be incorporated into Town, in virtue of the Cities and Towns Act, 1922, and to be erected into distinct school municipality under the name

unicipalité scolaire distincte, sous le nom de "Venise" ou tout autre nom que la Législature voudra bien lui donner, et pour autres fins.

Montréal, 16 décembre, 1925.

Le procureur des requérants,
5753—51-4 ALPHONSE DECARY.

Avis, est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et validant, en autant que la dite Législature a juridiction, le chapitre 100 des Statuts du Canada de 1924, étant une loi concernant l'Eglise Unie du Canada, accordant à la corporation ainsi créée par ladite loi, certains pouvoirs relativement aux biens et autrement conférant aux prêtres et ministres du culte certains pouvoirs relativement à la tenue des registres de l'état civil et la célébration du mariage, pourvoyant à ce que la société "American Presbyterian Society", à laquelle il est référé au chapitre 163 des Statuts de Québec, 27-28 Victoria, devienne une congrégation de ladite Eglise Unie, ainsi qu'au concours ou non concours de congrégations dans l'Union prévue par ladite loi, et quant aux collèges indiqués dans ledit Statut et l'enseignement y donné.

Daté ce 15 décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME,
112, rue Saint-Jacques, Montréal
5755—51-4 Québec.

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de la compagnie "Saint Lawrence Paper Mills, Ltd", pour confirmer et ratifier une résolution adoptée par le Conseil de la cité de Trois-Rivières à une séance du 27 septembre 1920, ainsi qu'une résolution adoptée par les Commissaires d'écoles de la cité de Trois-Rivières, le 21 décembre, 1925, et accordant une commutation de taxes à la dite compagnie.

Daté à Trois-Rivières, ce 3ème jour de décembre, 1925.

Les procureurs de la compagnie,
"SAINT-LAWRENCE PAPER MILLS, LTD."
5757—51-4 BUREAU, BIGUE & GOUIN.

Avis public est par les présentes donné que la Cité d'Outremont demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour confirmer les pouvoirs qui lui sont accordés par sa Charte et ses amendements, pour modifier et amender, suivant qu'il sera nécessaire, certaines dispositions de ladite Charte et de ses amendements, ainsi que la loi qui régit la Cité, entre autres, relativement aux règlements du Conseil, avec ou sans leur approbation par les propriétaires de biens-fonds, à l'aqueduc et autres services d'utilité publique, aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation, au mode de collecter les taxes et cotisations municipales et scolaires, à la remise de telles taxes et cotisations scolaires à l'autorité compétente, et au droit de subrogation de la cité lui résultant de son obligation de percevoir et remettre lesdites taxes et cotisations, à l'extension du pouvoir d'imposer les taxes, à la subrogation, sous certaines conditions, dans les droits de la Cité en faveur des personnes payant les taxes et cotisations contre la ou les personnes qui y sont tenues en dernier ressort, à la ratification des

of "Venise" or any other name which the legislature shall give to it, and for other purposes

Montreal, December 16th., 1925.

The attorney of the petitioners,
5754—51-4 ALPHONSE DECARY.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act confirming and validating, in so far as the Quebec Legislature has jurisdiction, chapter 100 of the Dominion Statutes of 1924, being an act respecting the United Church of Canada, and granting to the corporation created by such act, certain powers in respect of property and otherwise and conferring on its clergymen and ministers powers in respect of the keeping of registers of civil status and solemnizing marriage, providing for the American Presbyterian Society referred to in 27-28 Victoria, chapter 163 of the Statutes of Quebec becoming a congregation of said United Church, and making provisions in respect of congregations concurring or not concurring in the Union provided for by said Statute, in respect of colleges mentioned in the said Statute and the teaching therein.

Dated this 15th December, 1925.

On behalf of the applicants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME,
112 Saint James Street, Montreal,
5756—51-4 Québec.

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, on behalf of the "Saint Lawrence Paper Mills, Ltd.", for the confirmation and ratification of a resolution passed and adopted by the council of the city of Trois-Rivières at its meeting of the 27th., of September 1920, and of a resolution passed by the School Commissioners of the city of Trois-Rivières, on the 21st. of December, 1925, granting to the said company a commutation of taxes.

Dated at Trois-Rivières, this 3rd day of December, 1925.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Attorneys-at-Law for the Company,
5758—51-4 "SAINT-LAWRENCE PAPER MILLS LTD"

Public notice is hereby given that the city, of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an Act to confirm the powers granted to it by its Charter and amendments thereto and to modify and amend, as may be deemed necessary, certain provisions of said Charter and its amendments, and of the law governing the City, amongst others, in relation to the by-laws of the Council, with or without their approval by owners of immovable property, to the water-works or other public utilities, to the valuation and collection rolls and their contestation, to the mode of collecting municipal and school taxes and assessments, to the remittance of such school taxes and assessments to the proper authority, and to the City's right of subrogation resulting from its obligation to collect and remit same, to the extension of the powers of taxation, to the subrogation under certain conditions in the rights of the City of persons paying taxes and assessments against the person or persons ultimately liable therefor, to the ratification of imposition of supplementary local improvement assessments, and of assessments or collection

ro es de cotisations et de perception, à la ratification des règlements de construction, aux franchises et privilèges dans les rues, places publiques et autres dans la municipalité, aux ouvertures et excavations, aux chemins, places publiques et trottoirs, à la ratification du règlement intervenu entre la cité d'Outremont et "The Mount Royal Tunnel & Terminal Company, Limited", au sujet de l'évaluation pour les fins de l'imposition des taxes municipales des propriétés de ladite compagnie situées dans les limites de la Cité d'Outremont, et pour autres fins.

Montréal, 3 décembre, 1925.

LES AVOCATS de la requérante,
5565—50-4 BEAUBIEN, LAMARCHE & MICHAUD.

L'Oeuvre de la Propagation de la Foi de Québec s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant la loi la constituant en corporation (6 George V, chapitre 87), de façon à définir plus clairement le but de l'Oeuvre, la manière dont seront distribués les dons et legs faits à la corporation, les détails que devra contenir le rapport annuel à être fait à Sa Grandeur l'Archevêque de Québec.

Québec, 5 décembre, 1925.

Pour la requérante,
5567—50-4 JOS. SIROIS, N. P.

Avis est par les présentes donné que Rodolphe Monette, de Lévis, présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, une loi privée, autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après avoir subi avec succès les examens professionnels de 3ième, 4ième et 5ième année devant le bureau.

5571—50-4 RODOLPHE MONETTE.

Avis est, par les présentes, donné que "The Ogilvie Flour Mills Company, Limited", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi incorporant "The Ogilvie Benefit Fund, Inc.", et définissant les pouvoirs de la dite corporation.

Montréal, 7 décembre 1925.

Les procureurs de la requérante,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
5591—50-4

Avis public est par les présentes donné que Albert-Richard Whittall, de la cité de Westmount, district de Montréal, et autres, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi érigeant en corporation de ville certains lots situés dans les cantons d'Arundel et Montcalm, dans le comté d'Argenteuil, comme suit: les lots numéros 1, 2, 3, 4, et 5 du cinquième rang; les lots numéros 1, 2, 3, 4 et 5 du sixième rang; et la moitié sud des lots numéros 1 et 2 du septième rang du canton d'Arundel, et, en outre, la moitié nord des lots numéros 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du quatrième rang; la moitié nord des lots numéros 1, 2, 3 et 4, les lots numéros 5 à 17 inclusivement et la moitié nord des lots numéros 18 et 19 du cinquième rang; les lots numéros 1 à 19 inclusivement et la moitié nord des lots numéros 20 et 21 du sixième rang et la moitié sud des lots numéros 1, 2, 3, 4, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 du septième rang du canton de Montcalm, et toutes les eaux du lac Ecorce environnées par les dits lots; les dits lots à être détachés des cantons d'Arundel et Montcalm respectivement; la dite ville pour être à l'avenir

rolls, to the power to revise local improvement assessments in certain cases, to ratify the building by-laws, to franchises and privileges in the streets, public places and others in the municipality, to openings and excavations, to roads, public places and sidewalks, to ratify the settlement effected between the city of Outremont and "The Mount Royal Tunnel & Terminal Company, Limited", as to valuation for purposes of municipal taxation of the property of said Company situate within the limits of the city of Outremont, and for other purposes.

Montreal, December 3rd., 1925.

B AUBIEN, LAMARCHE & MICHAUD,
5566—50-4 Attorneys for Petitioner.

"L'Oeuvre de la Propagation de la Foi de Québec" will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for a bill amending the law constituting the petitioner as a corporation (6 George V, chapter 87), in order to more clearly define the objects of the corporation, the manner in which the gifts and bequests to the corporation should be distributed, and the details which should be found in the annual report to His Grace the Archbishop of Quebec.

Quebec, December 5th., 1925.

For the Petitioner,
5568—50-4 JOS. SIROIS, N. P.

Notice is hereby given that Rodolphe Monette, of Lévis, will present at the next session of the Legislature of Quebec, a private Act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, to admit him among its members after having successfully passed the professional examinations of the 3rd, 4th and 5th years before the Board.

5572—50-4 RODOLPHE MONETTE.

Notice is hereby given that The Ogilvie Flour Mills Company, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating The Ogilvie Benefit Fund, Inc., and defining the powers of such corporation.

Montreal, 7th December, 1925.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicants.
5592—50-4

Public notice is hereby given that Albert Richard Whittall, of the city of Westmount, district of Montreal, and others, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to erect into a town Corporation certain lots situate in the Townships of Arundel and Montcalm, in the county of Argenteuil, as follows: lots numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the Fifth Range; lots numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the Sixth Range and the southern half of lots numbers 1 and 2 of the Seventh Range of the Township of Arundel, and, furthermore, the northern half of lots numbers 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of the Fourth Range; the northern half of lots numbers 1, 2, 3, and 4, lots numbers 5 to 17 inclusive and the northern half of lots numbers 18 and 19 of the Fifth Range; lots numbers 1 to 19 inclusive and the northern half of lots numbers 20 and 21 of the sixth Range and the southern half of lots numbers 1, 2, 3, 4, 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21 of the Seventh Range of the Township of Montcalm, and all the waters of Bark Lake surrounded by the said lots, said lots to be detached from the Townships of Arundel and

connue sous le nom de ville de Barkmere; et de plus amples pouvoirs pour contrôler les eaux du dit lac et les nombre, forme, grandeur, fin et but des constructions et habitations à être érigées ou occupées dans les limites de la dite Municipalité; et en plus l'amendement de l'article 2252 des Statuts refondus de Québec, 1909, tel qu'amendés, en ce qui concerne le dit territoire.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,
5579—50-4 BRAIS & GARNEAU.

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la "Noranda Mines, Limited", James-Young Murdock, avocat, Toronto, Samuel-Clifton Thomson, ingénieur de mines, New-York, Humphrey-Wallingford Chadbourne, ingénieur de mines, New-York, Lewis-Kenneth Fletcher, ingénieur de mines, Rouyn, province de Québec, Len Hill, entrepreneur, New-Liskeard, province d'Ontario, Ernest Hibbert, gérant de mines, Rouyn, province de Québec, pour la passation d'une loi constituant en municipalité distincte, en vertu de la loi des cités et villes, 1922, un certain territoire comprenant les lots de terre suivants, situés dans le canton Rouyn, comté de Témiscamingue, province de Québec, et connus et désignés comme étant les lots numéros 1, 2, 3, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 53, 62, 63, 64, 65, et déterminant le nom sous lequel la dite ville sera connue et la manière dont elle sera administrée, les qualités requises pour faire partie de son conseil municipal, le mode d'élection des membres du dit conseil, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Le procureur des requérants,
5595—50-4 MAXIME RAYMOND.

LES SOEURS DE LA PRESENTATION.

Avis est par les présentes donné que les "Sœurs de la Présentation" demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'amender la charte constitutive de cette corporation, 18 Victoria, chap. 239, afin de préciser davantage les droits qu'elle possède, fixer son siège social, obtenir de plus amples pouvoirs, spécialement les suivants: adopter tout règlement nécessaire ou utile à ses fins, établir d'autres maisons, emprunter les sommes nécessaires à la corporation, consentir ces emprunts au moyen d'émission d'obligations avec hypothèque sur les biens meubles et immeubles, présents et futurs, de la corporation, et le droit de consentir cette hypothèque en faveur de fidéicommissaire représentant les obligataires, et ce au moyen d'un acte de fidéicommis, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Les procureurs des requérantes,
5597—50-4 PERRAULT & RAYMOND.

Avis est par les présentes donné que La Ville de Chicoutimi, les Commissaires d'Ecoles de la Ville de Chicoutimi et "The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi qui validera un arrangement et compromis en vertu duquel "The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited" paiera un certain montant à Les Commissaires d'Ecoles de la Ville de Chicoutimi en règle-

Montcalm respectivement; said town corporation to be known in future under the name of town of Barkmere; and for further powers, to control the waters of said Lake and the number, form, size and purposes of buildings and habitations to be erected or occupied within the limits of said Municipality, and furthermore to amend Article 2252 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, as amended, in so far as said territory is concerned.

Montreal, December, 7th., 1925.

BRAIS & GARNEAU,
5580—50-4 Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Noranda Mines, Limited, James Young Murdock, Barrister-at-law, Toronto, Samuel Clifton Thomson, Mining engineer, New York, Humphrey Wallingford Chadbourne, Mining engineer, New York, Louis Kenneth Fletcher, Mining engineer, Rouyn, province of Quebec, Len Hill, contractor, New Liskeard, province of Ontario, Ernest Hibbert, Mines Manager, Rouyn, province of Quebec, for an Act to incorporate as a separated municipality, under the Cities and Towns' Act, 1922, a certain territory comprising the following lots of land situated in the Township of Rouyn, Temiscamingue county, province of Quebec, and being known and designated as lots Nos. 1, 2, 3, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 53, 62, 63, 64, 65, and to determine the name under which the said town shall be known and the manner in which it shall be administered, the qualifications required to form part of its municipal council, the manner in which the members thereof shall be elected, and other purposes.

Montreal, December 7th., 1925.

MAXIME RAYMOND,
5596—50-4 Attorney for the Petitioners.

THE SOEURS DE LA PRESENTATION

Notice is hereby given that the "Sœurs de la Présentation" will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to amend its Act of incorporation 18 Victoria, chap. 239, so as to specify more clearly the rights it holds, to fix its chief place of business, to obtain more ample powers, especially the following: to adopt any by-law necessary or useful for its purposes, to establish other branches, to borrow the sums necessary for the corporation, to execute such loans by means of the issue of bonds with mortgage on the movable and immovable, present and future property of the corporation, and the right to execute such mortgage in favor of a trustee representing the bond holders, and such by means of a deed of trust, and for other purposes.

Montreal, 7th of December, 1925.

PERRAULT & RAYMOND,
5598—50-4 Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that the Town of Chicoutimi, The School Commissioners of the Town of Chicoutimi and The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to demand the adoption of an act validating an arrangement and compromise in virtue of which The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited, will pay a certain sum to The School Commissioners of the Town of Chicoutimi,

ment d'une poursuite intentée par eux pour taxes scolaires, et aussi renoncera pour l'avenir, à certains privilèges qui avaient été concédés à ses auteurs par règlement No 167 de la Ville de Chicoutimi, pourvu que, pour dix années à venir, les biens immeubles de la dite compagnie soient évalués sur une base moyenne fixe, ceci tant pour fins municipales que scolaires, et aussi moyennant autres considérations.

Chicoutimi, 9 décembre 1925.

Les procureurs des requérants,
JEAN-CHARLES GAGNÉ,
5601—50-4 ADOLPHE ROUTHIER.

in settlement of an action for school taxes, and also will renounce for the future to certain privileges which had been granted to its authors per By-law No 167 of the Town of Chicoutimi, provided, however, that during the next ten years the immovable property belonging to said company be valued on a fixed medium basis, for municipal and school purposes, and provided also for other considerations.

Chicoutimi, December 9th., 1925.

JEAN CHARLES GAGNE,
ADOLPHE ROUTHIER,
5602—50-4 Attorneys for Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi remplaçant sa charte actuelle et lui accordant plus amples pouvoirs, spécialement les suivants:

(a) Le pouvoir d'établir, dans les limites de la cité de Québec, des sections paroissiales autonomes avec pouvoir de posséder des biens propres, de les administrer et d'en disposer, le tout sujet à certaines formalités et restrictions;

(b) Le pouvoir d'acquérir des meubles et des immeubles, de les hypothéquer pour fins d'emprunts, tant par la Société que par les sections paroissiales, au moyen d'actes de fiducie et d'hypothèque, ou autrement;

(c) Le pouvoir de se fusionner avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec et avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Limoilou, pourvu que ces deux sociétés donnent leur assentiment à cette fusion, conformément à leurs règlements respectifs;

(d) Le pouvoir de se fédérer avec les autres Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'archidiocèse de Québec.

Québec, 9 décembre 1925.

Le Président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.
5635—50-4 SIMON LAPOINTE.

Public notice is hereby given that "La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of a law replacing its present charter, and the granting of larger powers, especially the following:

(a) The power to establish, within the limits of the city of Quebec, self-governing parochial sections with power to possess properties of their own, to administer them and to dispose of them, subject to certain formalities and restrictions;

(b) The power to acquire movables and immovables, to hypothecate same, in view of borrowing money, by itself or by its parochial sections, by way of deed of trust, mortgage and hypothec, or otherwise;

(c) The power to unite and form a single corporation with "La Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec" and "La Société Saint-Jean-Baptiste de Limoilou", provided that these two societies agree to such union, according to their respective by-laws;

(d) The power to form a federation with the other Saint-Jean Baptiste societies of the archdiocese of Quebec.

Québec, December 9th., 1925.

SIMON LAPOINTE,
President of "La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".
5636—50-4

Avis est par les présentes donné que David Cummings, Jacob Finestone, Louis Fitch, Morris Bernstein, Isidore Friedman, David Wiseman, Louis Cohen, Louis-B. Daniels, Benjamin Shulman, Bertie Wyndham, Samuel Greenspon, Sol Fels, Isidore Bald, Samuel-Alexander Shulman, David Taub, Julius Cohen, Julius Levine, Louis Smith, Jacob Cohen et Kalman Fisher, bourgeois, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les constituer en corporation sous le nom de "Shaare Zion Congregation of Montreal", avec pouvoir d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières, posséder et diriger un cimetière et exercer tous les autres droits incorporés aux sociétés de secours mutuels et pour toutes autres fins semblables.

Les procureurs des requérants,
SHULMAN, SHULMAN
& SHULMAN.
Montréal, le 9 décembre 1925. 5637—50-4

Notice is hereby given that David Cummings, Jacob Finestone, Louis Fitch, Morris Bernstein, Isidore Friedman, David Wiseman, Louis Cohen, Louis B. Daniels, Benjamin Shulman, Bertie Wyndham, Samuel Greenspon, Sol Fels, Isidore Bald, Samuel Alexander Shulman, David Taub, Julius Cohen, Julius Levine, Louis Smith, Jacob Cohen and Kalman Fisher, gentlemen, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate under the name of "Shaare Zion Congregation of Montreal", with powers to acquire and possess moveable and immoveable property, to own and conduct a cemetery and to exercise all other rights incorporate to mutual benefit associations and for all other such purposes.

SHULMAN, SHULMAN
& SHULMAN,
Attorneys for Petitioners.
Montreal, December 9, 1925. 5638—50-4

Demande sera faite à la prochaine session de la Législature de Québec pour la passation d'une loi pour incorporer une compagnie et pour l'autoriser à construire des tunnels de chemin de fer sous le fleuve Saint-Laurent entre Montréal et la rive sud, à raccorder lesdits tunnels avec les chemins de fer des deux côtés de la rivière et à pour-

Application will be made at the next session of the Legislature of Quebec for the passing of an Act incorporating a Company and authorizing it to construct railway tunnels under the River Saint Lawrence between Montreal and the South Shore, to connect said tunnels with the railways on both sides of the river and to provide terminal

voir des facilités de tête de lignes pour le transport du fret et des passagers. facilities for freight and passenger traffic.

Le procureur des requérants,
E.-W. WESTOVER.

Montréal, le 9 décembre 1925. 5639—50-4

E. W. WESTOVER,
Attorneys for Applicants.

Montreal, 9th December, 1925.

5640—50-4

Avis est par les présentes donné que Adélarde Tétreault, des cité et district des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen.

Le requérant,
ADELARD TETREAULT.

Trois-Rivières, le 5 décembre 1925. 5641—50-4

Notice is hereby given that Adélarde Tétreault, of the city and district of Three Rivers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit him amongst its members and grant him the required license to practise medicine in the Province of Quebec, after examination.

ADELARD TETREAULT,
Petitioner.

Three Rivers, December 5, 1925. 5642—50-4

Avis est par les présentes donné, que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent et notamment les pouvoirs suivants: a) l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars (\$3,500,000.00); b) l'augmentation du taux de la taxe scolaire affectant la propriété foncière des contribuables catholiques romains à une somme n'excédant pas un centin dans la piastre, ou la création de source additionnelle pour accroître ses revenus; c) la définition des droits respectifs de l'Œuvre et Fabrique Saint-Zotique et de cette Commission à la propriété absolue de la salle de l'Ecole Cartier; d) l'établissement d'un système d'assurance collective parmi les institutrices laïques et les employées permanentes, en amendement la loi 15 Georges V, chapitre 43, paragraphes 2 et 3; e) pour autres fins.

Le procureur de la requérante,
AYME LAFONTAINE.

Montréal, le 7 décembre 1925. 5649—50-4

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the laws governing said Commission and notably the following powers: a) the authorization of a borrowing power not exceeding three million five hundred thousand dollars (\$3,500,000.00); b) the increase of the rate of the school tax on the real estate of Roman Catholic rate-payers to a sum not exceeding one cent in the dollar, or the creation of an additional source to increase its revenue; c) the definition of the respective rights of l'Œuvre et Fabrique Saint-Zotique and of this Commission to the absolute ownership of l'Ecole Cartier hall; d) the creation of a system of group insurance among the lay teachers and the administrative staff, by amending the Act 15 George V, chapter 43, paragraphs 2 and 3; e) for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
Attorney for Applicant.

Montreal, December 7, 1925. 5650—50-4

La Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à la Loi la constituant en Corporation, 10 Georges V, chapitre 127 et 12 Georges V, chapitre 128—quant à ses pouvoirs, les placements et les garanties de ses propres deniers et de ceux d'autrui, les responsabilités des fiduciaires et autres en rapport avec iceux, et pour autres fins.

Le procureur de la requérante,
ALPHONSE DECARY.

Montréal, ce 9 décembre 1925. 5653—50-4

The Title Guarantee & Trust Corporation of Canada will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its Act of Incorporation, 10 Georges V, chapter 127 and 12 Georges V, chapter 128—regarding its powers, the investments, the guarantees of its own moneys and of those of others, the responsibilities of Trustees and others in relation therewith, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioner.

Montreal, December 9, 1925. 5654—50-4

Daniel Saint-Aubin, cultivateur, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que les terres situées dans la ville Mont-Royal, portant les Nos 467 à 478 inclusivement du cadastre de la paroisse Saint-Laurent, en soient détachées pour les fins municipales et scolaires, et annexées à la dite paroisse de Saint-Laurent, et pour autres fins.

Le requérant,
DANIEL SAINT-AUBIN.

Montréal, 9 décembre 1925. 5655—50-4

Daniel Saint-Aubin, farmer, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask that the farms situated in the town of Mount Royal, bearing the Nos. 467 to 478 inclusively of the cadaster of the parish of Saint Laurent, be detached therefrom for municipal and school purpose and annexed to the said parish of Saint Laurent, and for other purposes.

The Petitioner,
DANIEL SAINT-AUBIN.

Montreal, December 9, 1925. 5656—50-4

Avis est par la présente donné que la Compagnie d'assurance mutuelle du Commerce contre l'Incendie s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, dans le but de faire amender sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 108, relativement aux qualités requises des personnes qui peuvent faire partie de la compagnie et aussi pour permettre à la Compagnie d'assumer tous les risques mentionnés à l'article 7032 des Statuts refondus, 1909.

Le président,

F.-H. DAIGNEAULT.

Le secrétaire-trésorier,

T.-A. SAINT-GERMAIN.

Québec, 11 décembre 1925. 5657—50-4

Avis est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour constituer une corporation sous le nom de "Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, d'emprunter, de tenir des registres pour les actes de l'état civil, d'établir une église pour l'exercice du culte suivant le rite grec orthodoxe, ainsi que des écoles et des institutions charitables et d'exercer tous les autres droits incidents aux corporations religieuses, charitables et d'enseignement; pour pourvoir à l'organisation de ladite corporation et à la nomination de syndics ou fiduciaires pour l'administration de ses biens; pour amalgamer et fusionner avec cette nouvelle corporation les corporations actuellement existantes et connues sous le nom de "Holy Trinity Church, Greek Orthodox" et "Socrates Anglo-Greek School, Inc.", et pourvoir au transfert à la nouvelle corporation de tous les biens mobiliers et immobiliers des deux corporations ci-dessus mentionnées; pour valider les registres des naissances, des mariages et des décès tenus par ladite corporation "Holy Trinity Church, Greek Orthodox"; pour valider à toutes fins les mariages célébrés avant la passation de ladite loi par tout prêtre ou ministre du culte desservant ladite "Holy Trinity Church, Greek Orthodox", et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, ce premier jour de décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,

5497—49-4 GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis est par ces présentes donné que, à la prochaine assemblée de la Législature, application sera faite par "The Sherbrooke Loan & Mortgage Company" pour:

a. Changement de nom à "Sherbrooke Trust Company".

b. Permission d'augmenter le capital-actions à \$500,000.00.

c. Tels pouvoirs additionnels que les directeurs considéreront à désirer pour le fonctionnement voulu des activités de la compagnie, et lesquels pouvoirs, ou des pouvoirs semblables, ont déjà été accordés à des compagnies transigeant le même genre d'affaires.

Les avocats de la requérante,

WELLS, LYNCH & WILSON.

Sherbrooke, Qué., le 24 novembre, 1925.

5499—49-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir qu'une carte d'identité soit exigée des voteurs lors des élections municipales; pour faire ratifier le vote donné par les électeurs aux termes des lois 15 Georges V

Notice is hereby given that the Commercial Mutual Insurance Company against fire will apply to the Legislature, at its next session, for the purpose of amending its charter, the Act 7 Edward VII, chapter 108, respecting the qualities required from persons who may form part of the company and also to permit the company to assume all the risks mentioned in article 7032 of the Revised Statutes, 1909.

F. H. DAIGNEAULT,

President.

T. A. SAINT-GERMAIN,

Secretary-treasurer.

Quebec, December 11, 1925. 5658—50-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law constituting a corporation under the name of Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal, with power to acquire and own movable and immovable properties, to borrow money, to keep registers for acts of civil status, to establish a church for the exercise of religious worship according to the ritual of the Greek Orthodox Communion, as well as schools and charitable institutions and to exercise all other rights incidental to religious, charitable and teaching corporations; to provide for the organization of the said corporation and for the appointment of trustees or fiduciaries for the administration of its property; to amalgamate and merge with this new corporation the corporations actually existing and known under the names of Holy Trinity Church, Greek Orthodox and Socrates Anglo-Greek School, Inc., and provide for the transfer to the new corporation of all the moveable and immoveable property of both corporations hereinabove mentioned; to validate the registers of births, marriages and deaths kept by the said corporation Holy Trinity Church, Greek Orthodox, to validate to all intents and purposes marriages celebrated before the adoption of said law by any priest or minister of worship officiating for the said Holy Trinity Church, Greek Orthodox, and for all other such purposes.

Montreal, this first day of December, 1925.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,

5498—49-4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that, at the next meeting of the Legislature, application will be made by The Sherbrooke Loan & Mortgage Company, for:

a. Change of name to Sherbrooke Trust Company.

b. Permission to increase its capital to \$500,000.00.

c. Such additional powers as deemed desirable by the directors for the proper carrying out of the company's business, and which powers, or like powers, have already been granted to companies engaged in a similar line of business.

WELLS, LYNCH & WILSON,

Solicitors for the applicant.

Sherbrooke, Que., November 24, 1925.

5500—49-4

Notice is hereby given that the Town of Montreal-East will apply to the Legislature at its next Session, to obtain that an identification card be exacted from the voters at municipal elections, to have the vote given by the electors in conformity with the Acts 15 George V, chap. 152-153,

chap. 152-153; pour être autorisée à adopter toutes mesures que pourraient nécessiter l'expropriation de la rue Sherbrooke, et l'ouverture de nouvelles rues; pour obtenir l'autorisation de consolider son fonds d'amortissement.

Montréal-Est, 1er décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,
5501—49-4 J. EMERY CODERRE.

Avis est par les présentes donné que l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte, la loi 6 Edouard VII, chapitre 89, telle qu'amendée par les lois 9 Edouard VII, chapitre 130, 2 George V, chapitre 110, 4 George V, chapitre 120 et 9 George V, chapitre 129; pour obtenir certains pouvoirs additionnels et inhérents à son maintien et à son administration; faire définir plus clairement ses privilèges, droits et obligations; changer le mode d'élection des membres du conseil et la date de l'assemblée annuelle, en modifier les dispositions pénales et les conditions d'admission à l'étude et à la pratique de l'optométrie et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, 2 décembre, 1925.

Le procureur de la requérante,
5507—49-4 ALEXANDRE CINQ-MARS.

Avis est par le présent donné que le Bureau de Commissaires d'écoles Catholiques Romains de la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la permission d'emprunter sur débetures.

Québec, 3 Décembre, 1925.

Le secrétaire-trésorier du Bureau
de Commissaires d'Ecoles Catho-
liques Romains de la cité de Québec.
5509—49-4 ANTOINE-C. TASCHÉREAU.

AVIS DE BILL *Re* ROUYN MINES RAILWAY COMPANY.

Avis est par la présente donné que demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec pour l'adoption d'une loi remplaçant le nom de la compagnie par celui de "National Transcontinental Railway Branch Lines Company" et pour autres fins.

Montréal, 3 décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,
5523—49-4 WILFRID-HENRY NICHOLAS.
94 rue McGill Montréal.

Avis public est par les présentes donné que, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, on demandera l'adoption d'un projet de loi privée qui changera de Middleton en Bremner, le nom des personnes suivantes: John-Alexander Middleton et Douglas-Orrin Middleton, tous deux de la cité de Westmount, district de Montréal.

Montréal, 3 décembre 1925.

Les avocats des requérants
5525—49-4 DESMARAIS & DE SERRES.

Avis est par les présentes donné que Adolph Klein, Louis Solomon, Loui Berger, Myer Ungar, Osias Cohen, Benjamin Resch, Max Kolber, Samuel-L. Kolber, Joseph Solomon et Martin Gross, tous des cité et district de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les constituer en corporation sous le nom de "Congregation Shaare Tefilah", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mo-

ratified; to be authorized to enact all necessary dispositions for the expropriation of Sherbrooke Street, and the opening of new streets; to be authorized to consolidate its sinking fund.

Montreal-East, December the 1st, 1925.

J. EMERY CODERRE,
5502—49-4 Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to have its charter amended, the Act 6 Edward VII, chapter 89, as amended by the Acts 9 Edward VII, chapter 130, 2 George V, chapter 110, 4 George V, chapter 120 and 9 George V, chapter 129; to obtain certain additional and inherent powers to its maintenance and administration; to have its privileges, rights and obligations more clearly defined; to change the mode of election of the members of the council and the date of the annual meeting; to modify its penal provisions and conditions for admission to the study and practice of optometry and for any other similar purposes.

Montreal, 2nd, December, 1925.

ALEXANDRE CINQ-MARS,
5508—49-4 Attorney of Petitioner.

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain permission to borrow on debentures.

Quebec, December 3, 1925.

ANTOINE C. TASCHÉREAU,
Secretary-Treasurer of the Board
of Roman Catholic School Commis-
sioners of the city of Quebec.
5510—49-4

NOTICE OF BILL *Re* ROUYN MINES RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act changing the name of the Company and replacing it by "National Transcontinental Railway Branch Lines Company" and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1925.

WILFRID HENRY NICHOLAS,
Secretary-Treasurer.
5524—49-4 94 McGill St., Montreal.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made for the passing of a bill to change from Middleton into Bremner, the name of the following persons: John Alexander Middleton and Douglas Orrin Middleton, both of the city of Westmount, district of Montreal.

Montreal, December 3, 1925.

DESMARAIS & DESERRES,
5526—49-4 Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that Adolph Klein, Louis Solomon, Louis Berger, Myer Ungar, Osias Cohen, Benjamin Resch, Max Kolber, Samuel L. Kolber, Joseph Solomon and Martin Gross, all of the city and district of Montreal, merchants, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "Congregation Shaare Tefilah", with power to acquire and possess movable and immovable property, to

bilières et immobilières, de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et exercer tous les autres droits incidents aux corporations religieuses et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, le 24 septembre, 1925.

Le procureur des requérants,
5361—48-4 NATHAN SOLOMON.

Avis est par les présentes donné que Samuel Guttman, Solomon Weiser, Philip Fainer, William Ziff, Morris Mendelsohn, Aaron Darabaner, Abraham Marcovitch, Nathan Ship, Sam Sternklar, Elias Herscovitch, Joseph Lonn, Jacob Rosenberg, Solomon Schlosberg, Abraham Cohen, Sam Pollack et Joseph Spier, tous des cité et district de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les constituer en corporation sous le nom de "New Beth Jehuda Synagogue", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et exercer tous les autres droits incidents aux corporations religieuses et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, le 24 octobre, 1925.

Le procureur des requérants,
5363—48-4 NATHAN SOLOMON.

Avis est par les présentes donné que la cité du Cap de la Madeleine demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi amendement la charte de la dite cité à l'effet de ne pas priver l'électeur de ladite cité du droit de vote, sur son défaut de payer les taxes qu'il doit à la municipalité; et de faire tomber, sous ce rapport, la cité du Cap de la Madeleine, sous la loi des cités et villes; et amendement la dite charte sous d'autres rapports de façon à la rendre plus conforme à la loi générale.

Trois-Rivières, 23 novembre 1925.

Le procureur de la cité du Cap de la Madeleine,
5365—48-4 WILFRID GARIEPY.

Avis est par les présentes donné que la corporation de Saint-Vincent-de-Paul s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant une convention pourvoyant au paiement d'une taxe fixe à la dite corporation pour une période de vingt années, sur des propriétés et travaux devant être utilisés ou construits pour une usine hydro-électrique projetée sur la Rivière des Prairies par la compagnie "Montreal Island Power Company", une corporation de Montréal, et ayant-cause de la compagnie "Back River Power Company" aussi de Montréal, le tout conformément à la dite convention passée entre ladite corporation et la compagnie en dernier lieu nommée, devant J.-W. Levesque, N. P., le 6 mai 1925, ou des modifications de ladite convention que la législature pourrait faire et pour autres fins.

Montréal, le 25 novembre 1925.

Les procureurs de la requérante,
5387—48-4 BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.

Avis est par les présentes donné que la corporation scolaire des Ecoles, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant une convention pourvoyant au paiement d'une taxe fixe à la dite corporation pour une période de vingt années, sur des propriétés et travaux devant être utilisés ou construits

keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, September 24th. 1925.

NATHAN SOLOMON,
5362—48-4 Attorney for applicants.

Notice is hereby given that Samuel Guttman, Solomon Weiser, Philip Fainer, William Ziff, Morris Mendelsohn, Aaron Darabaner, Abraham Marcovitch, Nathan Ship, Sam Sternklar, Elias Herscovitch, Joseph Lonn, Jacob Rosenberg, Solomon Schlosberg, Abraham Cohen, Sam Pollack and Joseph Spier, all of the city and district of Montreal, merchants, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "New Beth Jehuda Synagogue", with power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, October 24th., 1925.

NATHAN SOLOMON,
5364—48-4 Attorney for applicants.

Notice is by these presents given that the city of Cap de la Madeleine shall ask the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to adopt a law amending the charter of the said city to the effect of not depriving an elector of the said city of his right to vote, should he fail to pay the taxes which he owes to the municipality and to have the said city come in that respect under the law of cities and towns; and amending the said charter in other respects to have it comply more fully to the general law.

Three Rivers, November 23, 1925.

WILFRID GARIEPY,
5366—48-4 Attorney for the city of Cap de la Madeleine.

Notice is hereby given that the Corporation of Saint Vincent de Paul will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to ratify an agreement providing for a fixed tax to be paid the said Corporation for a period of twenty years, upon property and works to be used or constructed for a proposed water-power development in the Rivière des Prairies by the Montreal Island Power Company, a body corporate of Montreal, and *ayant cause* of Back River Power Company, also a body corporate of Montreal, the whole in accordance with said agreement entered into between the said Corporation and the latter Company, before J. W. Levesque, N. P., on the 6th of May, 1925, or such modification of such agreement as the Legislature may introduce and for other purposes.

Montreal, November 25th, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER,
5388—48-4 Attorneys for Petitioner.

Notice is hereby given that the school Corporation of des Ecoles, in the County of Laval, will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to ratify an agreement providing for a fixed tax to be paid the said Corporation for a period of twenty years, upon property and works to be used for or constructed for a proposed water-

pour une usine hydro-électrique projetée sur la Rivière des Prairies par la compagnie "Montreal Island Power Company", une corporation de Montréal, et ayant-cause de la compagnie "Back River Power Company", aussi de Montréal, le tout conformément à la dite convention passée entre ladite corporation et la compagnie en dernier lieu nommée, devant J.-W. Levesque, N. P., le 20 avril 1925, ou des modifications de ladite convention que la législature pourrait faire et pour autres fins.

Montréal, le 25 novembre 1925.

Les procureurs de la requérante,
BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.
5389-48-4

power development in the Rivière des Prairies by the Montreal Island Power Company, a body corporate of Montreal, and *ayant cause* of Back River Power Company, also a body corporate of Montreal, the whole in accordance with said agreement entered into between the said Corporation and the latter Company, before J. W. Levesque, N. P., on the 20th of April, 1925, or such modification of such agreement as the Legislature may introduce and for other purposes.

Montreal, November 25th, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER,
Attorneys for Petitioner.
5390-48-4

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, demande sera faite pour la passation d'une loi incorporant "L'Association des Chimistes Professionnels de Québec", définissant les pouvoirs de cette corporation et les privilèges de ses membres, et contenant d'autres dispositions relatives à la dite Corporation.

Montréal, 27 novembre, 1925.

Les procureurs des requérants,
5403-48-4 BRAIS & GARNEAU.

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of Quebec, application will be made for the passing of an act incorporating: "The Association of Professional Chemists", of the Province of Quebec, defining the powers of such corporation and the privileges of its members, and otherwise providing in respect of said corporation.

Montreal, November 27th., 1925.

BRAIS & GARNEAU,
5404-48-4 Attorneys for the petitioners.

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

AVIS D'AFFERMAGE DE CONCESSIONS FORESTIERES ET DE FORCES HYDRAULIQUES.

NOTICE OF LEASE OF TIMBER LIMITS AND WATER POWERS

Conformément à la loi, articles 1597 à 1609, 1611, 1623, 1624, 1625, etc., des S. R. P. Q., 1909, des permis d'exploitation pour certaines concessions forestières situées dans le bassin des rivières aux Rats et Mistassibi, tributaires de la rivière Mistassini, dans le bassin de la rivière Manouan, tributaire de la rivière Péribonka, dans le bassin supérieur des rivières Alex et Petite Péribonka, affluents de la rivière Péribonka, ainsi que dans le bassin supérieur des rivières Ottawa et Gatineau, en même temps que pour la mise en valeur des deux groupes de chutes situées sur les rivières Mistassibi et Mistassini, en amont de leur confluent, seront offerts aux enchères à l'Hôtel du Gouvernement, le 13 février 1926, à 10.30 heures A.M.

Toute personne désirant des renseignements au sujet de ces affermage voudra bien communiquer avec le Département des Terres et Forêts. Québec, 17 décembre 1925.

Le sous-ministre des terres et forêts,
5777a F.-X. LEMIEUX.

In conformity with the law, articles 1597 to 1609, 1611, 1623, 1624, 1625, etc., of the R.S. P.Q., 1909, permits to lumber on certain timber limits located within the watershed of Aux Rats and Mistassibi Rivers, tributaries of Mistassini River, within the basin of Manouan River, tributary of Peribonka River, within the upper basin of Alex and Petite Peribonka Rivers, tributaries of the Peribonka River, and within the Upper basins of Ottawa and Gatineau Rivers, as well as for the development of two groups of water-powers located on the Mistassibi and Mistassini Rivers, above their confluent, will be offered at public auction, at the Parliament building, on the 13th of February 1926, at 10.30 A.M.

Any person desiring informations in regard to these leases will kindly communicate with the Department of Lands and Forests.

F. X. LEMIEUX,
Deputy Minister of Lands and Forests.
Quebec, December 17, 1925. 5778a

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 3017. Dame Esther Freedman, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Lazare, agent manufacturier, du même lieu, demanderesse; vs Abraham Lazare, agent manufacturier, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ins-

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 3017. Dame Esther Freedman, of the City and the District of Montreal, wife common as to property of Abraham Lazare, manufacturer's agent, of the same place, plaintiff; vs Abraham Lazare, manufacturer's agent, of the city and the District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has

tituée en cette cause, le 2ème jour de décembre 1925.

Montréal, le 11 décembre 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
FOREST, LALONDE, COFFIN & RIVARD.
5695-51-5

Province de Québec, District des Trois-Rivières
Cour Supérieure. No 629. Honorina Camirand,
de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet,
épouse de Pierre Lamy, cultivateur, du même
endroit, dûment autorisée à ester en justice, deman-
deresse; vs Le dit Pierre Lamy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ins-
tituée ce jour, contre le défendeur.

Trois-Rivières, 15 décembre, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
5749-51-5 DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE.

Canada, province de Québec, district de Mont-
réal. Cour Supérieure. No 1647.

Dame Laurentia Dumontet, épouse commune
en biens de Joseph Barbeau, contracteur, des
cité et district de Montréal, demanderesse; vs
Joseph Barbeau, contracteur, des cité et district
de Montréal, défendeur.

Une action a été instituée en cette cause, le
23ième jour d'octobre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5763-51-5 FABIO MONET.

Cour Supérieure. District d'Arthabaska. No
118. Une action en séparation de biens a été
intentée par Dame Argène Lemieux, de la ville
d'Arthabaska, épouse commune en biens d'Al-
bert Blanchet, du même lieu, ouvrier, contre son
dit mari.

Arthabaska, 7 décembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5577-50-5 JULES POISSON.

Province de Québec, District de Montréal.
Cour Supérieure, No 4772. Dame Bashewa
Greenberg, des cité et district de Montréal,
épouse commune en biens de Samuel Tamarin,
marchand, des mêmes lieux, dûment autorisée,
en justice, demanderesse; vs Samuel Tamarin,
marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ins-
tituée en cette cause, le 22 juin, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5443-49-5 M. GARBER.

Canada, province de Québec, district de Bed-
ford, No 813.

Dame Hélène Menard, de la ville de Farnham,
district de Bedford, épouse commune en biens
de Joseph Messier, marchand, dudit lieu, a, ce
jour, institué une action en séparation de biens
contre son dit époux.

Sweetsburg, 16 novembre 1925.

Le procureur,
5255-47-5 ANATOLE GAUDET.

Province de Québec. District de Montréal.
Cour Supérieure, No 2789. Dame Alphegina
Fontaine, épouse commune en biens de Henri
Dorion, des cité et district de Montréal, deman-
deresse; vs Le dit Henri Dorion, chaudronnier,
du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été in-
tentée.

Montréal, le 11 novembre, 1925,

Les procureurs de la demanderesse,
5243-47-5 LAMARRE & BOURDON.

been instituted in this case, on the 2nd of Decem-
ber 1925.

Montreal, December 11, 1925.

FOREST, LALONDE, COFFIN & RIVARD,
Attorneys for plaintiff.
5696-51-5

Province of Quebec. District of Three Rivers.
Superior Court. No 629. Honorina Camirand,
of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet,
wife of Pierre Lamy, farmer, of the same place,
duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs
The said Pierre Lamy, defendant.

An action for separation as to property has
been instituted against the defendant this day.

Three Rivers, December 16th., 1925.

DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE,
5750-51-5 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Mon-
tréal, Superior Court. No. 1647.

Dame Laurentia Dumontet, wife common as
to property of Joseph Barbeau, contractor, of
the city and district of Montreal, Plaintiff; vs
Joseph Barbeau, contractor, of the city and dis-
trict of Montreal, Defendant.

An action has been instituted in this cause,
the 23rd day of October, 1925.

FABIO MONET,
5764-51-5 Attorney for Plaintiff.

Superior Court. District of Arthabaska. No.
118. Dame Argène Lemieux, of the town of
Arthabaska, wife common as to property of
Albert Blanchet, of the same place, laborer,
has instituted an action for separation as to
property against her said husband.

Arthabaska, December 7th., 1925.

JULES POISSON,
5578-50-5 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, No. 4772. Dame Bashewa
Greenberg, of the city and district of Montreal,
wife common as to property of Samuel Ta-
marin, merchant, hereto duly authorized by
a judgment of the Superior Court, plaintiff;
vs Samuel Tamarin, of the same place, mer-
chant, defendant.

An action in separation as to property has
been instituted in this cause, on the 22nd. of
June, 1925.

M. GARBER,
5444-49-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Bed-
ford, No. 813.

Dame Hélène Menard, of the town of Farnham,
district of Bedford, wife common as to property
of Joseph Messier, trader, of the same place,
has, this day, instituted an action in separation as
to property against her said husband.

Sweetsburg, 16th November 1925.

ANATOLE GAUDET,
5256-47-5 Attorney-at-law.

Province of Quebec. District of Montreal.
Superior Court. No. 2789. Dame Alphegina
Fontaine, wife common as to property of Henri
Dorion, of the city and district of Montreal,
plaintiff; vs Henri Dorion, boiler-maker, of
the same place, defendant.

An action in separation as to property has
been instituted.

Montreal, November, 11th. 1925.

LAMARRE & BOURDON,
5244-47-5 Attorneys for plaintiff.

Canada. Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 227. Dame Annie Shindleheim, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Adler, dûment autorisée aux fins des présentes par un jugement de la Cour Supérieure, demanderesse; vs Sam Adler, du même endroit, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le deuxième jour de novembre, 1925.

Montréal, 16 novembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5245—47-5 LOUIS FITCH.

Province de Québec, District des Trois-Rivières. Cour Supérieure. No 518. Dame Philomène Trépanier, épouse commune en biens de Léopold Bédard, contracteur, de Saint-Timothée, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Léopold Bédard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Trois-Rivières, ce 10 novembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5305—47-5 J.-A. CAMBRAY.

Canada, province de Québec. Cour Supérieure, district de Rimouski, No 49. Dame Marie Dion, de la Ville de Rimouski, épouse de Georges Levesque, commerçant, du même lieu, dûment autorisée demanderesse; vs ledit Georges Levesque, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise ce jour par la demanderesse, contre le défendeur.

Rimouski, 11 novembre 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
5313—47-5 SASSEVILLE & GAGNON.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec. District de Trois-Rivières. Cour Supérieure, No 688. Dame Josephine Lottinville, épouse commune en biens de Arthur Paquette, huissier, dûment autorisée, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le district de Trois-Rivières, demanderesse; vs Le dit Arthur Paquette, défendeur.

La demanderesse a institué, le 29 avril, 1925, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

Trois-Rivières, 26 novembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5445—49-5 CHARLES BOURGEOIS.

Avis divers

AVIS PUBLIC

Avis est donné au public, conformément à l'article 7299a et à l'article 7305i des Statuts refondus, 1909, que MM. "Price Brothers & Company, Limited", de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se proposent de faire approuver trois barrages pour faciliter le flottage du bois et emmagasiner les eaux dans le but de

Canada. Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court, No. 227. Dame Annie Shindleheim, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sam Adler, duly authorized for these presents by judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Sam Adler, of the same place, merchant, defendant.

Action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on November 2nd, 1925.

Montreal, November, 16th., 1925.

LOUIS FITCH,
5246—47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec. District of Three Rivers. Superior Court, No. 518. Dame Philomène Trépanier, wife common as to property of Léopold Bédard, contractor, of Saint-Timothée judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Léopold Bédard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Three Rivers, November 10, 1925.

J. A. CAMBRAY,
5306—47-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec. Superior Court, District of Rimouski, No. 49. Dame Marie Dion, of the town of Rimouski, wife of Georges Levesque, trader, of the same place, duly authorized, plaintiff; vs the said Georges Levesque, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against the defendant.

Rimouski, November 11, 1925.

SASSEVILLE & GAGNON,
5314—47-5 Attorneys for plaintiff.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 688. Josephine Lottinville, wife common as to property of Arthur Paquette, bailiff, from the city of Cap de la Madeleine, district of Trois Rivières, plaintiff; vs The said Artnur Paquette, defendant.

The plaintiff has instituted, the 29th of April, 1925, an action for separation as to property and from bed and board against her husband.

Trois-Rivières, 26th of November, 1925.

CHARLES BOURGEOIS,
5446—49-5 Attorney for plaintiff.

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given, in accordance with article 7299a and article 7305i of the Revised Statutes, 1909, that Messrs. Price Brothers & Company, Limited, of the city of Quebec, in the County of Quebec, intend to have approved three dams to facilitate the floating of logs and to store the waters with the object of re-

régulariser le débit sur la rivière Valin, le Bras-Louis et le Bras-des-Canots.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Chicoutimi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Ce dixième jour du mois de décembre, 1925.

5699 PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED.

S.R.Q.—CHAPITRE 68, 1909.

FORMULE A—(Article 7295a)

Avis public est donné par les présentes, conformément à l'article 7295a des statuts refondus 1909, que la "Canadian International Paper Company", de la cité des Trois-Rivières, comté Saint-Maurice, province de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire des glissoirs à billots, piliers, quais, et autres structures, sur la rivière Ottawa, sur les bords des lots 19-D; 20-D; 20-B; 20-C; 21-C; 21-D; 21-E; 21-F; 21-G; 21-I; 22-C; 22-F et 22-G. Rang 1, comté de Hull, du canton de Templeton, et sur les bords des lots 2, 3, 4, 5, et 6 d'île Kettle.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet, accompagnée par les plans et spécifications de tels travaux indiquant les sites choisis pour leur construction et les terrains qui seront affectés par l'emmagasinage de l'eau, a été adressée au ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Hull, à Hull, province de Québec.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.

5703—51—5 Par J. B. WHITE.

FORMULE "A"—(Article 7299a)

Avis est donné au public conformément à l'article 7299a, des Statuts refondus, 1909, que la Belgo Canadian Paper Co., Ltd., de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, se propose de faire les travaux à la construction d'un barrage à l'issue du Lac Kiskising sur la rivière Bostonnais, dans le canton Rhodes.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

La requérante,

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,

5629—50—5 HENRY SORGUIS.

gulating the flow on the River Valin, Bras Louis and Bras des Canots.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration division of Chicoutimi.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

This tenth day of December, 1925.

5700 PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED.

R.S.Q.—CHAPTER 68, 1909.

FORM A—(Article 7295a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that Canadian International Paper Company, of the City of Three Rivers, of the county of Saint Maurice, Province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed booms and piers, wharves and other structures on the Ottawa River, in front of lots 19-D; 20-D; 20-B; 20-C; 21-C; 21-D; 21-E; 21-F; 21-G; 21-I; 22-C; 22-F and 22-G, in the County of Hull, Township of Templeton, Range 1, and in front of lots 2, 3, 4, 5, and 6 on Kettle Island.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such works, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the registration division of Hull, at Hull, Province of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.

5704—51—5 Per J. B. WHITE.

FORM "A".—(Article 7299a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7299a of the Revised Statutes, 1909, that the "Belgo Canadian Paper Co., Ltd.", of Shawinigan Falls, in the county of Saint Maurice, intends to construct a dam at the outlet of Lake Kiskising, on the river Bostonnais, in the township of Rhodes.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Québec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,

5630—50—5 Per HENRY SORGUIS, Petitioner.

FORMULE "A" (Article 7299a).

Avis est donné au public, conformément à l'article 7299 a des Statuts refondus, 1909, que la "Belgo Canadian Paper Co., Ltd.," de la Cité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, se propose de faire les travaux à la construction d'un barrage à l'issue du Lac Lescaibot, sur la rivière Grand Bostonnais, dans le canton projeté de Lescaibot.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

La requérante,
BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.
5631-50-5 HENRY SORGIUS.

FORMULE "A" (Article 7299a)

Avis est donné au public, conformément à l'article 7299a des Statuts refondus, 1909, que "Belgo Canadian Paper Co., Ltd.," de la Cité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, se propose de faire les travaux à la construction d'un barrage sur la rivière Bostonnais, dans le canton proposé Bourgeois.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

La requérante,
BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,
5633-50-5 HENRY SORGIUS.

Bureau-chef

Minutes de l'ajournement d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Montmorency Paint Products Company, Limited", tenue au bureau de la compagnie, 83 rue Craig ouest, en la cité de Montréal, à une heure de l'après-midi.

Furent présents: George Henderson, Owen Lobley, W.-S. McLennan, F.-H. Dentith, H.-J. McAdie, J.-B. Ford.

Le président est au fauteuil et le secrétaire est présent.

Le président donna lecture à l'assemblée du règlement No 6 amendant le règlement No 1, lequel se lit comme suit:

"Le bureau principal de la compagnie est par les présentes transporté de la cité de Québec, dans la province de Québec, et sera, à compter de cette date, situé en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec."

FORM "A" (Article 7299a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7299a of the Revised Statutes, 1909, that the "Belgo Canadian Paper Co., Ltd.," of the city of Shawinigan Falls, in the county of Saint Maurice, intends to construct a dam at the outlet of Lake Lescaibot, on the river Grand Bostonnais, in the projected township of Lescaibot.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the works and the lands which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,
Per HENRY SORGIUS,
5632-50-5 Petitioner.

FORM "A" (Article 7299a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7299a of the Revised Statutes, 1909, that the Belgo Canadian Paper Co., Ltd., of the city of Shawinigan Falls, in the county of Saint Maurice, intends to construct a dam on river Bostonnais, in the intended township Bourgeois.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,
Per HENRY SORGIUS,
5634-50-5 Petitioner.

Chief Office

Minutes of adjourned special general meeting of shareholders of Montmorency Paint Products Company, Limited, held at the office of the company, 83 Craig street W., in the city of Montreal, at 1 o'clock in the afternoon.

Present: George Henderson, Owen Lobley, W. S. McLennan, F. H. Dentith, H. J. McAdie, J. B. Ford.

The president in the Chair, and the secretary in attendance.

By-law No. 6 amending By-law No. 1 was read to the meeting by the president as follows:

"The principal office of the company is hereby removed from the city of Quebec, in the Province of Quebec, and shall forthwith be located at the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec."

Il est alors proposé, secondé et résolu à l'unanimité:

Que le règlement No 6 soit par les présentes approuvé et confirmé.

L'assemblée est alors ajournée.

(Signé) GEORGE HENDERSON,
président.

5729 F.-H. DENTITH, secrétaire.

On motion regularly moved and seconded, it was unanimously resolved:

That By-law No. 6 be, and it is hereby approved, and confirmed.

The meeting then adjourned.

(Signed) GEORGE HENDERSON,
Chairman.

5730 T. H. DENTITH, Secretary.

Chartes :—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu à Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Leclerc & Larouche, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-septième jour de septembre, 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-neuvième jour de décembre, 1925, la compagnie "Leclerc & Larouche, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5705

C.-J. SIMARD.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Leclerc & Larouche, Limitée", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of September, 1923.

Notice is further given that from and after the nineteenth day of December, 1925, the company "Leclerc & Larouche, Limitée", is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

5706

Députés élus

BUREAU DU GREFFIER DE LA COUPOUNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 17 décembre, 1925.

Ont été élus députés à l'Assemblée législative de Québec:

Dans le district électoral de Jacques-Cartier, M. Victor Marchand, manufacturier, d'Outremont;

Dans le district électoral de Berthier, M. Amédée Sylvestre, marchand, de Saint-Gabriel-de-Brandon.

M. Joseph-Léon Saint-Jacques, avocat, d'Outremont, a été élu député à l'Assemblée législative de Québec, dans le district électoral d'Argenteuil.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

5771

L.-P. GEOFFRION.

Members elected

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, December 17, 1925.

The following were elected members of the Legislative Assembly of Quebec:

In the electoral division of Jacques Cartier, Mr. Victor Marchand, of Outremont, manufacturer;

In the electoral division of Berthier, Mr. Amédée Sylvestre, of Saint Gabriel de Brandon, merchant.

Mr. Joseph Léon Saint-Jacques, of Outremont, advocate, was elected as member of the Legislative Assembly of Quebec, in the electoral division of Argenteuil.

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery.

5772

Examen du barreau—Bar Examination

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

Candidates pour l'admission à l'étude du Droit—Candidates for the admission to the study of the law.

Examens du 12 janvier 1926—Examinations, January 12th, 1926.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Beaudry.....	Roland.....	19	Outremont.....	Collège Ste-Marie, Collège Loyola, Prof. Savole.
2.—Bernier.....	Camille.....	19	Montréal.....	Collège Ste-Marie, Prof. Wilfrid Levesque.
3.—Boivin.....	Joseph-Oscar.....	17	"	Collège Ste-Brigide, Collège Ste-Marie.
4.—Borts.....	Abraham.....	22	"	Dufferin School and Prof. F. Jammes.
5.—Cahana.....	David.....	24	"	Montreal High School, McGill University.
6.—Cuddihy.....	Michael-Paul.....	22	"	Acad. Querbes, Outr., Loyola College.
7.—Delaney.....	Patrick-D.....	21	"	Séminaire St-Chs-Borromée, Sherbrooke.
8.—Desjardins.....	Roméo.....	24	"	Coll. de Montréal et Coll. Ste-Marie.
9.—Dowd.....	Clinton-Hamilton.....	28	"	Ottawa Collegiate Institute, Queens Univ.
10.—Dupuis.....	Raymond.....	18	"	Mont-St-Louis, Prof. Hébert et Savole.
11.—Dureault.....	Georges-Henri.....	19	"	Coll. du Sacré-Cœur et Cours Leblond de Brumath.
12.—Ellison.....	Maxwell.....	25	"	Montreal High School et McGill Univers.
13.—Hartt.....	Maurice.....	30	"	Ecoles publiques, Roumanie, Queens Univ., Kingston and Brother Murphy.
14.—Hurteau.....	Paul.....	20	"	Coll. Ste-Marie et Profs. Hébert et Levesque.
15.—Laidley.....	W.-H.....	23	"	Montreal High School et McGill University.
16.—Macnaughton.....	Cecil.....	23	"	Collège St-Laurent et Collège Loyola.
17.—Marin.....	Armand.....	19	"	Ecole Olier et Collège St-Laurent.
18.—Meredith.....	William-C.-J.....	21	"	Wellington Coll., England, Trinity Coll., Cambridge, Eng.
19.—Ozur.....	Philip.....	23	"	Commercial and Tech. High School and Prof. Jammes.
20.—Pelletier.....	Louis-Conrad.....	20	"	Collège Ste-Marie et cours Leblond de Brumath.
21.—Perron.....	Guy-R.....	19	"	Cours privés du Prof. Savole.
22.—Robert.....	René.....	21	Beauharnois.....	Acad. St-Clément et Institut Laroche.
23.—Roux.....	Lucien.....	21	Montréal.....	Collège St-Jean et Collège Ste-Marie.
24.—Silverstein.....	Moses.....	24	"	Montreal High School et McGill University.
25.—Tarte.....	Jean.....	21	"	Collège de Montréal et Coll. St-Laurent.
26.—Viau.....	Paul.....	21	"	Jardin de l'Enfance et Collège Ste-Marie.
27.—Webster.....	Gordon-M.....	26	"	Westmount High School et McGill Univers.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

ANTOINE LAURIN.

Secretary of the Bar of Montreal.

5747-48—51-2

Montréal, 16 décembre—December 16, 1925.

Minutes de notaire

Québec, le 12 décembre 1925.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à M. l'Administrateur du gouvernement de la Province, par arrêté en conseil en date du 11 décembre, 1925, d'accorder, en faveur de M. Robertson Walton Gibb, notaire de Westmount, et pratiquant en la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoires et index de feu les notaires Henry Fry et Robert-Andrew Dunton, en leur vivant, notaires, de la cité de Montréal.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5717 ALEXANDRE DESMEULES.

Notarial minutes

Quebec, December 12, 1925.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, the Honourable the Administrator of the Government of the Province has been pleased, by Order-in-Council dated the 11th of December, 1925, to grant in favour of Mr. Robertson Walton Gibb, notary, of Westmount, and practising in the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notaries Henry Fry and Robert Andrew Dunton, in their lifetime, notaries, of the city of Montreal.

ALEXANDRE DESMEULES,
5718 Acting Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

Province de Québec.

COMTÉ DE TERREBONNE

VILLE DE SAINTE-THERÈSE

Tenders

Province of Quebec.

COUNTY OF TERREBONNE.

TOWN OF SAINTE THERÈSE

Avis public est par le présent donné que le Conseil de la Ville de Sainte-Thérèse, Comté de Terrebonne, P. Q., recevra d'aujourd'hui au quatre janvier prochain (1926), jusqu'à six heures de l'après-midi, au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débetures de

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Sainte Thérèse, County of Terrebonne, P. Q., will receive from this date to six o'clock P. M. of the fourth of January next (1926), at the office of the undersigned, written tenders for the purchase of debentures of the

la dite Ville de Sainte-Thérèse, au montant de soixante mille piastres (\$60,000.00), avec coupons annexés pour les intérêts, émises pour la construction et le parachèvement d'un système d'égouts dans la municipalité, payables, les dites débetures et leurs intérêts, au bureau de La Banque Canadienne-Nationale, à Sainte-Thérèse et à Montréal, et émises comme suit:

Date: premier octobre 1925;

Règlement No. 74 en date du huit septembre 1925, approuvé par les électeurs propriétaires et par le lieutenant-gouverneur de la Province;

Montant: \$60,000.00; dénominations, \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00;

Remboursables par séries de 1925 à 1950;

Intérêt: 5% semi-annuellement, les premier avril et octobre de chaque année;

Un chèque accepté représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison;

Le Conseil de la Ville de Sainte Thérèse ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Les soumissions devront être sous pli cacheté avec indication "Soumission pour débetures".

Elles seront ouvertes à la salle municipale de la Ville, à une séance du Conseil de Ville, qui sera tenue lundi, le quatre janvier 1926, à huit heures P. M.

Sainte-Thérèse, le quatorze décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,

5715

J.-L. BLANCHARD, N.P.

said Town of Sainte Therese, amounting to sixty thousand dollars (\$60,000.00), with interest coupons attached thereto, issued for the construction and the finishing of a system of sewers in the municipality, payable, the said debentures and the interests thereof, at the office of La Banque Canadienne Nationale, at Sainte Therese and in Montreal, and issued as follows:

Date: 1st of October 1925;

By-Law No. 74, dated the eighth of September 1925, approved by the electors who are property owners and by the Lieutenant-Governor of the Province;

Amount: \$60,000.00; Denominations: \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00;

Due: serially from 1925 to 1950;

Interest: 5% semi-yearly, the first days of April and October of each year.

An accepted cheque representing 1% of the issue must accompany each tender.

The price offered must include the interests accrued on the bonds at the time of their delivery.

The Council of the Town of Sainte Therese does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

The tenders must be sent in sealed envelopes endorsed "Tenders for debentures".

They will be opened in the Municipal Hall of the Town, at a sitting of the Council of the Town, which will be held on Monday, the fourth day of January 1926, at eight o'clock P.M.

Sainte Therese, 14th December, 1925.

J. L. BLANCHARD, N.P.

Secretary-Treasurer.

5716

Avis est par le présent donné que des soumissions pour l'achat de \$10,000. d'obligations de la Commission Scolaire de La Sarre, comté de Temiscamingue, portant cinq et demi pour cent (5½%) remboursables de 1936 à 1945, coupures de \$100. et \$500., seront reçues par le soussigné jusqu'à 7 heures P.M., le 4 janvier 1926.

Un chèque représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Le secrétaire-trésorier,

J.-A. GAGNON.

Commission scolaire de La Sarre,
Ce 16 décembre 1925.

5759

Notice is hereby given that tenders for the purchase of \$10,000. of bonds of the School Commission of La Sarre, county of Temiscamingue, bearing five and a half per cent (5½%) interest, redeemable from 1936 to 1945, in denominations of \$100. and \$500., will be received by the undersigned until 7 o'clock P.M. the 4th of January, 1926.

A cheque representing 1% of the issue must accompany each tender.

J. A. GAGNON,

Secretary-treasurer.

School Commission of La Sarre,
This 16th December, 1925.

5760

Avis est par les présentes donné que des soumissions pour l'achat de \$35,000 d'obligations de la municipalité de la ville de Dorval, district de Montréal, portant 5% d'intérêt et remboursables par séries, de mil neuf cent vingt-cinq à mil neuf cent quarante-cinq, seront reçues par le soussigné, jusqu'à 7 heures, p. m., le 4 janvier, 1926.

Un chèque représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Dorval, ce 14 décembre, 1925.

Le secrétaire-trésorier

de la Ville de Dorval,

5761

HORACE MELOCHE.

Notice is hereby given that tenders for the purchase of \$35,000 of bonds of the Municipality of the Town of Dorval, district of Montreal, bearing 5% interest and redeemable serially from nineteen hundred and twenty five to nineteen hundred and forty five, will be received until 7 o'clock p. m., the 4th. of January, 1926.

A cheque representing 1% of the issue must accompany each tender.

Dorval, 14th. December, 1925.

HORACE MELOCHE,

Secretary-Treasurer

of the Town of Dorval.

5762

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de D.H. Pennington et Pennington Asbestos, Regd., cédant autorisé, et LaRue, Trudel & Picher, Syndics, Cause No 324F.

Avis est donné que JEUDI, le VINGT ET UN JANVIER, mil neuf cent vingt-six, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, seront vendus à l'enchère publique, au bureau de LaRue, Trudel & Picher, Edifice de la Banque Canadienne Nationale, 71 rue Saint-Pierre, Québec:

A.—1. Tous les droits miniers de toutes sortes et description appartenant ou se rapportant en aucune manière à ce morceau ou lot de terre connu comme lots cadastraux numéros (16a, 16b et 16c) seize-A, seize-B and seize-C, dans le (4ème rang) quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Thetford, dans le comté de Mégantic, contenant en totalité environ deux cents acres de terre, plus ou moins.

2. (Propriété).—Les lots seize-A et seize-B (16a et 16b) du cadastre officiel du canton Thetford, dans le quatrième rang (4ème rang); à distraire du dit lot seize-B (16b) la partie d'icelui appartenant à la compagnie "Continental Heat and Light Company", telle que décrite dans deux actes de vente et un acte de rétrocession reçus devant R. A. Dunton, N.P. et enregistrés à Inverness, sous les Nos 44905, 46085 et 46086 respectivement—avec les droits et privilèges stipulés en faveur de la compagnie "Robertson Asbestos Mining Co." et qui peuvent appartenir au cédant.

3. (Propriété).—Une certaine lisière de terre de trente-deux pieds de largeur faisant partie du lot numéro seize-C (16c), au cadastre officiel du canton Thetford, dans le cinquième rang (5ème rang) à partir du Québec Central Railway, à un point à soixante pieds de la ligne entre ledit lot seize-C (16c) et le lot dix-sept-A (17a) et s'étendant pour une distance de cent soixante pieds, soixante pieds de la dite ligne, et de là s'étendant dans une direction nord-est jusqu'à un certain point cent pieds de ladite ligne et environ cinq cents pieds du terrain du Québec Central Railway, et de là suivant ladite ligne à cent pieds d'icelle jusqu'à la ligne entre les quatrième et cinquième rangs.

4. (Droits).—Tous les droits, titres, propriétés, intérêts, dans et sur toutes les mines, droits miniers et autres droits sur le numéro dix-sept-A (17a), contenant une superficie de quarante-sept acres et soixante perches et sur le lot numéro dix-sept-B (17b), contenant quarante-sept acres et soixante perches, en superficie, et sur le lot numéro dix-sept-C (17c), contenant une superficie de quatre-vingt-onze acres et quatre-vingts perches du cadastre officiel pour le quatrième rang (4ème rang) du canton Thetford—avec tous les bâtiments, machinerie et matériel construits sur aucune des propriétés ci-dessus décrites ou y attachés et les propriétés immobilières qui y appartiennent par destination.

B.—Un emplacement faisant partie du lot numéro (17a, 5ème rang) dix-sept-A du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, contenant trois cent soixante-quinze pieds de longueur; borné au nord-est au chemin public, au sud-ouest au chemin de fer Québec Central, d'un côté à Téléphore St-Laurent ou représentants, et de l'autre côté à Valère Payeur ou représentants—avec une bâtisse en bois d'environ 96

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of D. H. Pennington and Pennington Asbestos, Regd., authorized assignor, and LaRue, Trudel & Picher, Trustees, Cause No. 324F.

Notice is given that on THURSDAY, the TWENTY FIRST day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty six, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the office of LaRue, Trudel & Picher, Banque Canadienne Nationale Building, 71 Saint Peter Street, Quebec:

A.—1. All the mining rights of all kinds and description belonging, appertaining or in any way connected with that piece or parcel of land known as cadastral lots numbers (16a, 16b and 16c) sixteen-A, sixteen-B and sixteen-C, in the (4th range) fourth range, upon the official cadastral plan and book of reference thereto for the township of Thetford, in the county of Megantic, containing in all about two hundred acres of land, more or less.

2. (Property).—Lots sixteen-A and sixteen-B (16a and 16b) of the official cadastre of the township of Thetford, in the fourth range (4th range); to be deducted from the said lot (16b) sixteen-B, the part thereof belonging to the Continental Heat and Light Company, as set out in two deeds of sale and a deed of reconveyance executed before R. A. Dunton, N.P., and registered at Inverness under Nos. 44905, 46085 and 46086 respectively—with the rights and privileges stipulated in favor of the Robertson Asbestos Mining Co., and which may belong to the assignee.

3. (Property).—A certain tract of land thirty two feet in width, forming part of the lot number sixteen-C (16c) of the official cadastre of the township of Thetford, in the (5th) fifth range, starting from the Québec Central Railway, at a point of sixty feet from the line between the said lot sixteen-C and the lot seventeen-A, and running for one hundred and sixty feet, sixty feet from the said line, and then running in a north easterly direction till it reaches a certain point one hundred feet from the said line and about five hundred feet from the Québec Central Railway, and then following the said line hundred feet from it to the line between the fourth and fifth ranges.

4. (Rights).—All the right, title, property, interest on, in, for and upon all the mines, mining rights and other rights on lot number (17a) seventeen-A, containing a superficies of forty seven acres and sixty perches, on lot number seventeen-B (17b), containing forty seven acres and sixty perches in superficies, and on lot number seventeen-C (17c), containing in superficies ninety-one acres and eighty perches, of the official cadastre for the fourth range (4th range) of the township of Thetford—together with the buildings, machinery and plant constructed upon or attached to any of the foregoing described property, and the immoveable property by destination thereto appertaining.

B.—An emplacement forming part of lot number (17a, 5th range) seventeen-A of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, containing three hundred and seventy five feet in length; bounded to the northeast by the public road, to the southwest by the Québec Central Railway, on one side by Téléphore St-Laurent or representatives and on the other side by Valère Payeur or representa-

P

cieds par environ 50 pieds et le droit à un bail consenti par la compagnie du chemin de fer Québec Central au cédant autorisé, le huit juillet 1919.

C.—Tous les droits, titres, réclamations, intérêts et droits de propriété sur et dans toutes les mines et minéraux commerciaux (à l'exception des mines d'or et d'argent réservées par la Couronne) qui se trouvent dans le roc, en dessous de la surface des lots de terre désignés au cadastre officiel pour le canton Thetford, comme étant les lots numéros (14a, 14b, 14c, 14d, 21 et 28) quatorze-A, quatorze-B, quatorze-C, quatorze-D, vingt et un et vingt-huit, du quatrième rang (4ème rang)—avec tous les accessoires pour l'exploitation des dites mines, tel que chemins et explorations de surface et sous terre, dans le roc, et un morceau de terrain assez grand pour recevoir les débris provenant de ces excavations, sans aucune indemnité additionnelle en faveur des propriétaires des dits terrains que celle qui pourra être établie par arbitrage.

D.—Un emplacement faisant partie du lot numéro (14d) quatorze-D du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Thetford, mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; borné du côté sud-ouest par Alyre Dumas ou représentants, des côtés nord-ouest et nord-est par Omer Poirier ou représentants, et du côté sud-est par le chemin public entre les quatrième et cinquième rangs—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, sujet aux droits de mines.

E.—Un emplacement faisant partie du lot numéro quinze-B (15b) du cadastre officiel pour le quatrième rang (4ème rang) du canton Thetford, contenant cent pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; borné en avant au sud-est, par le chemin entre les quatrième et cinquième rangs, d'un côté au nord-est à cent cinquante pieds de la ligne de division entre ledit lot quinze-B et le lot quinze-A, de l'autre côté au sud-ouest et en arrière au nord-ouest à Napoléon Paré ou représentants—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, sujet aux droits de mines, aux conditions de l'acte de concession, aux conditions de la vente Paré-Delisle, selon acte reçu devant le notaire E. Careau, le vingt-cinq novembre 1910, et à une rente foncière annuelle de douze piastres payable à Nap. Paré.

F.—Le lot numéro (16b-149) cent quarante-neuf des subdivisions du lot originaire numéro seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, mesurant cinquante pieds de front, plus ou moins, sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins; borné au nord-ouest par la "Thetford Robertson Improvement Co." ou représentants, au nord-est par un nommé Lefebvre ou représentants, au sud-est par Eleusippe Gingras ou représentants, et au sud-ouest par le chemin—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, sujet aux droits de mines, et aux conditions de l'acte de concession.

G.—1. Le lot numéro (143) cent quarante-trois des subdivisions du lot numéro (16b) seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, sujet aux droits de mines, et aux conditions de l'acte de concession.

G.—2. Le lot numéro (146) cent quarante-six des subdivisions du lot numéro (16b) seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, mesurant cinquante pieds de front sur

tives—with a wooden building of about 96 feet by about 50 feet and the right to a lease consented by the Quebec Central Railway Company to the authorized assignor, the eight of July, 1919.

C.—All and every the right, title, claim, interest and ownership of, to, upon and over all mines and all commercial minerals (with the exception of all mines of gold and silver reserved by the Crown) to be found in the bed rock underlying the surface of the lots of land designated on the official cadastre for the township of Thetford as lots numbers (14a, 14b, 14c, 14d, 21 and 28) fourteen-A, fourteen-B, fourteen-C, fourteen-D, twenty-one and twenty eight of the fourth range (4th range)—together with all the accessories of and for the working of such mines, such as roads and surface explorations and deep excavations in the rock, and sufficient land for receiving the refuse stuff produced by such excavations, without any further indemnity in favor of the owners of the said lands than that which may be established by arbitration.

D.—An emplacement forming part of the lot number (14d) fourteen-D of the official cadastre for the fourth range of the township of Thetford, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded on the south-west side by Alyre Dumas or representatives, on the northwest and north east sides by Omer Poirier or representatives and on the southeast side by the public road between the fourth and fifth ranges—with the buildings thereon erected and dependencies, subject to mining rights.

E.—An emplacement forming part of lot number fifteen-B (15b) of the official cadastre for the fourth range (4th range) of the township of Thetford, containing one hundred feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front to the southeast by the road between the fourth and fifth ranges, on one side to the northeast at one hundred and fifty feet from the line of division between said lot fifteen-B and lot fifteen-A, on the other side to the southwest and in rear to the northwest by Napoléon Paré or representatives—with the buildings thereon erected and dependencies, subject to mining rights upon the conditions of the deed of concession and upon the conditions of the deed of sale Paré-Delisle, as per deed executed before notary E. Careau, the twenty fifth of November, 1910, and to a yearly ground rent of twelve dollars payable to Nap. Paré.

F.—The lot number (16b-149) one hundred and forty nine of the subdivisions of original lot number sixteen-B of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, measuring fifty feet in front, more or less, by ninety five feet in depth, more or less; bounded to the northwest by the Thetford Robertson Improvement Co. or representatives to the northeast by a party named Lefebvre or representatives, to the southeast by Eleusippe Gingras or representatives and to the southwest by the road—with all the buildings thereon erected and dependencies, subject to the mining rights and to the conditions of the deed of concession.

G.—1. The lot number (143) one hundred and forty-three of the subdivisions of lot number (16b) sixteen-B of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, subject to the mining rights and to the conditions of the deed of concession.

G.—2. The lot number (146) one hundred and forty six of the subdivisions of lot number (16b) sixteen-B of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, measuring

quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtiesse dessus construites, sujet aux droits de mines et aux conditions de l'acte de concession du 28 avril 1910.

H. Le lot numéro (16b-5) cinq des subdivisions du lot numéro seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang (5ème rang) du canton de Thetford, mesurant cinquante pieds de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtiesse dessus construites et dépendances, sujets aux droits de mines et aux conditions de l'acte de concession.

H.—2. Le lot numéro (16b-145) cent quarante-cinq des subdivisions du lot numéro seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, mesurant cinquante pieds de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtiesse, sujet aux droits de mines et aux conditions de l'acte de concession du 24 mars 1910.

I.—Le lot numéro (16b-9) neuf des subdivisions du lot numéro seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, mesurant cinquante pieds de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtiesse dessus construites et dépendances, sujet aux droits de mines et aux conditions de l'acte de concession.

J.—Les lots numéros (16b-147 et 148) cent quarante-sept et cent quarante-huit des subdivisions du lot numéro seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, mesurant cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, plus ou moins; bornés en avant à la route, en arrière à Pierre Lefebvre ou représentants, d'un côté à Philéas Paradis ou représentants, et de l'autre côté à Ovide Fugère ou successeurs—avec bâtiesse dessus construites et dépendances, sujet aux droits de mines, et aux conditions de l'acte de concession.

J.—2. Un chemin privé conduisant du chemin du cinquième rang jusqu'à la mine Pennington, c'est-à-dire toute la longueur de ce chemin qui s'étend depuis le chemin du cinquième rang jusqu'à la limite nord de la subdivision numéro treize du lot numéro seize-B; ce chemin faisant partie du lot numéro seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford.

J.—3. Les lots numéros cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent dix-sept, cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente, cent trente et un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit des subdivisions du lot numéro seize-B du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford.

K.—1. Une partie du lot numéro quinze-B (15b) du cadastre officiel pour le quatrième rang (4ème rang) du canton Thetford, mesurant cinq

fifty feet in front, by ninety five feet in depth more or less—with the buildings thereon erected, subject to the mining rights and to the conditions of the deed of concession of the 28th of April, 1910.

H.—The lot number (16b-5) five of the subdivisions of lot number sixteen-B of the official cadastre for the fifth range (5th range) of the township of Thetford, measuring fifty feet in front by ninety five feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected, and dependencies, subject to the mining rights and to the conditions of the deed of concession.

H.—2. The lot number (16b-145) one hundred and forty five of the subdivision of lot number sixteen-B of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, measuring fifty feet in front by ninety five feet in depth, more or less—with the buildings thereon, subject to the mining rights and to the conditions of the deed of concession of the 24th of March, 1910.

I.—The lot number (16b-9) nine of the subdivisions of lot number sixteen-B, of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, measuring fifty feet in front by ninety-five feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected and dependencies, subject to the mining rights and to the conditions of the deed of concession.

J.—The lots numbers (16b-147 and 148) one hundred and forty seven and one hundred and forty eight of the subdivisions of lot number sixteen-B, of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, measuring one hundred feet in front by one hundred feet in depth, more or less; bounded in front by the by-road, in rear by Pierre Lefebvre or representatives, on one side by Philéas Paradis or representatives and on the other side by Ovide Fugère or his successors—with the buildings thereon erected and dependencies; subject to the mining rights and to the conditions of the deed of concession.

J.—2. A private road leading from the road of the fifth range to the Pennington Mine, that is to say all the length of such road extending from the road of the fifth range to the north limit of the subdivision number thirteen of lot number sixteen-B; such road forming part of lot number sixteen-B, of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford.

J.—3. The lots numbers one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty one, one hundred and twenty two, one hundred and twenty three, one hundred and twenty four, one hundred and twenty five, one hundred and twenty six, one hundred and twenty seven, one hundred and twenty eight, one hundred and twenty nine, one hundred and thirty, one hundred and thirty one, one hundred and thirty two, one hundred and thirty three, one hundred and thirty four, one hundred and thirty five, one hundred and thirty six, one hundred and thirty seven, one hundred and thirty eight of the subdivisions of lot number sixteen-B of the official cadastre for the fifth Range of the township of Thetford.

K.—1. Part of lot number fifteen-B (15b) of the official cadastre for the fourth range (4 range) of the township of Thetford, measuring

arpents de largeur sur cinq arpents de profondeur; borné en avant au chemin public, en arrière au restant du dit lot, d'un côté à Allyre Dumas ou représentants, et de l'autre côté au lot numéro seize et dépendances.

K.—2. Partie du lot numéro (16c) seize-C du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, contenant cent pieds de largeur sur cinq cents pieds de profondeur; bornée au nord-ouest au quatrième rang, d'un côté au sud-ouest au lot numéro dix-sept, de l'autre côté au nord-est à D.-H. Pennington (voie d'évitement), et en avant au sud-est au restant de ce lot appartenant à Téles. St-Laurent ou représentants, sujet aux droits de mines.

K.—3. Partie du lot numéro seize-C du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, mesurant environ cinquante pieds de longueur sur environ vingt pieds de largeur au milieu, se terminant en pointe à l'extrémité nord-est; bornée au sud-est par le chemin public macadamisé, et des autres côtés par le restant du lot numéro seize-C; cette partie est bornée au nord-est par le terrain de la voie d'évitement, sujet aux droits de mines.

K.—4. Environ dix-sept acres et soixante perches en superficie, du lot numéro (17a) du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Thetford, c'est-à-dire ce qui reste de ce lot après en avoir déduit les trente acres en superficie acquises par Joseph Houle, selon acte reçu devant le notaire André Taschereau et enregistré à Inverness sous le No 54,744, sujet aux droits de mines.

K.—5. Une partie—avec la source qui s'y trouve—du lot numéro (17b) dix-sept-B du quatrième rang du canton Thetford, mesurant cinquante pieds de profondeur le long de la propriété de Victor Tanguay, sur cent pieds de largeur, tel que clôturé actuellement; bornée des trois autres côtés au restant du dit lot No 17-B appartenant à Auguste Bérubé—avec la servitude d'aqueduc créée par un acte de vente reçu devant André Taschereau, notaire, le 9 décembre 1925.

K.—6. Deux parties du lot du cadastre numéro (621a) six cent vingt et un-A, du cadastre officiel du canton Halifax (Saint-Ferdinand), comté de Mégantic, mesurant ensemble quatre cents pieds de largeur, le long du lac William, et étant bornées du côté sud-ouest par la ligne des hautes eaux du dit lac, bornées vers le nord-est par le résidu du dit lot, vers le nord-ouest, par le lot numéro six cent dix-neuf-A, vers le sud-est par le terrain de Duncan-T. Stewart, toute la largeur des dites parties achetées par M. Woods de Bruno Dubois et de L. I. Fréchette.

K.—Un emplacement faisant partie du lot numéro (14c) quatorze-C du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton Thetford, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; borné en avant au trait carré entre les quatrième et cinquième rangs, en arrière et d'un côté au sud à Ludger Nadeau ou représentants, et de l'autre côté au nord à Joseph Toussant ou représentants—avec bâtisses dessus construites et dépendances, sujet aux droits de mines.

Somerset Sud:—

L.—Les lots numéros (65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 81, 82, 83, 84, 85, 86 et 87) soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixan-

five arpents in width by five arpents in depth; bounded in front by the public road, in rear by the residue of said lot, on one side by Allyre Dumas or representatives, and on the other side by lot number sixteen and dependencies.

K.—2. Part of lot number (16c) sixteen-C of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, containing one hundred feet in width by five hundred feet in depth; bounded to the north-west by the fourth range, on one side to the southwest by lot number seventeen, on the other side to the northeast by D. A. Pennington (siding) and in front to the southeast by the residue of said lot belonging to Teles. St. Laurent or representatives, subject to the mining rights.

K.—3. Part of lot number sixteen-C of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, measuring about fifty feet in length by about twenty feet in width at the middle, and ending in a point at the northeast extremity; bounded to the southeast by the macadamized public road, and on the other side by the residue of lot number sixteen-C; this part is bounded to the northeast by the land of the siding, subject to the mining rights.

K.—4. About seventeen acres and sixty perches in superficies of lot number (17a) seventeen A of the official cadastre for the fourth range of the township of Thetford, namely, the remainder of such lot after having deducted the thirty acres in superficies acquired by Joseph Houle, as per deed executed before notary André Taschereau and registered at Inverness under No. 54744, subject to the mining rights.

K.—5. A part—with the spring to be found thereon, of lot number (17b) seventeen-B of the fourth range of the township of Thetford, measuring fifty feet in depth, along the property of Victor Tanguay, by one hundred feet in width as presently fenced in; bounded on the other three sides by the residue of said lot No. 17b, belonging to Auguste Bérubé—with the servitudes of water works created by virtue of a deed of sale executed before André Taschereau, the 9th of December, 1925.

K.—6. Two parts of cadastral lot number (621a) six hundred and twenty one A of the official cadastre of the township of Halifax, (Saint-Ferdinand), county of Megantic, measuring together four hundred feet wide along the lake William, by the high water mark of which it is bounded on the southwest side; bounded towards the northeast by the remainder of said lot, towards the northwest by lot number six hundred and nineteen-A, towards the south east by the land of Duncan T. Stewart, the full width of said parts bought by Mr. Woods from Bruno Dubois and from L. I. Fréchette.

K.—An emplacement being part of the lot number (14c) fourteen-C, of the official cadastre for the fifth range of the township of Thetford, measuring seventy-five feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by the *trait carré* between the fourth and fifth ranges, in rear and on one side, to the south, by Ludger Nadeau or representatives, and on the other side to the north by Joseph Toussant or representatives—with buildings thereon erected and dependencies, subject to the mining rights.

Somerset South:—

L.—The lots numbers (65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 81, 82, 83, 84, 85, 86 and 87) sixty five, sixty six, sixty seven, sixty eight, sixty nine, seventy,

te-neuf, soixante-dix, soixante et onze, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six et quatre-vingt-sept du cadastre officiel du canton de Somerset-Sud (paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes) situés dans le troisième rang.

Rivière-à-Pierre:—

M.—Les lots numéros (2, 3, 7, 8, 9 du 3e rang) deux, trois, sept, huit et neuf du cadastre officiel pour le troisième rang du canton Bois, comté de Portneuf, un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, dix, onze et douze (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11 et 12 du 4ème rang) du cadastre officiel pour le quatrième rang du dit canton Bois, chacun de ces lots mesurant cent acres en superficie environ, et des lots numéros (8, 9 et 10 Perthuis) huit, neuf et dix de la seigneurie de Perthuis, comté de Portneuf, dans le rang du chemin de la Colonisation.

Stoneham:—

N.—Le lot numéro (20, 3ème rang), vingt du cadastre officiel pour les cantons unis de Stoneham et Tewkesbury, situé dans le troisième rang de la paroisse de Saint-Edmond-de-Stoneham, comté de Québec.

O.—Le lot numéro (20, 4ème rang) vingt du cadastre officiel pour les cantons unis de Stoneham et Tewkesbury, situé dans le quatrième rang de la paroisse de Saint-Edmond-de-Stoneham, comté de Québec.

P.—Le lot numéro (21, 5e rang) vingt et un du cadastre officiel pour les cantons unis de Stoneham et Tewkesbury, situé dans le cinquième rang de la paroisse de Saint-Edmond-de-Stoneham, comté de Québec.

Q.—Les droits du cédant autorisé, résultant d'un acte d'échange entre Le Séminaire de Québec et monsieur David-Henry Pennington, reçu devant le notaire Jos.-G. Couture, le neuf avril mil neuf cent vingt et un, No 13,735, enregistré au bureau d'enregistrement, au Château-Richer, le douze juillet mil neuf cent vingt et un, sous le No 14,996, comportant le droit exclusif, sujet à certaines conditions, de couper et d'enlever, pendant douze ans à compter du premier juin mil neuf cent vingt et un, tout le bois de pulpe, d'épinette et de sapin, de pas moins de six pouces à la souche, qui peut se trouver sur les lots numéros (199, 200, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251 et 252) cent quatre-vingt-dix-neuf, deux cent, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, deux cent cinquante et un et deux cent cinquante-deux du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Adolphe-de-Laval, comté de Montmorency.

R. Les lots deux (2) et vingt (20) du bloc quatre (4) de l'emplacement de ville de Wetaskiwin, province d'Alberta, Canada.

S. Le lot trente-six (36) bloc soixante-seize quatre-vingt-un (76-81), section dix (10), en la cité de Victoria, province de Colombie Anglaise, Canada.

Cette vente est faite suivant les dispositions de l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente faite par le shérif.

seventy one, eighty one, eighty two, eighty three, eighty four, eighty five, eighty six and eighty seven of the official cadastre of the township of Somerset South (parish of Notre Dame de Lourdes) situated in the third range.

Rivière-à-Pierre:—

M.—The lots numbers (2, 3, 7, 8, 9 of the 3rd range) two, three, seven, eight and nine of the official cadastre for the third Range of the township of Bois, county of Portneuf, one, two, three, four, five, six, seven, ten, eleven and twelve (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11 and 12 of the 4th range) of the official cadastre for the fourth range of the said township of Bois, each of these lots measuring about one hundred acres in superficies and the lots numbers (8, 9 and 10 Perthuis) eight, nine and ten of the seignior of Perthuis, county of Portneuf, in the range of the road of the Colonization.

Stoneham:—

N.—The lot number (20, 3rd range) twenty of the official cadastre for the united townships of Stoneham and Tewkesbury, situated in the third range of the parish of Saint Edmond of Stoneham, county of Quebec.

O.—The lot number (20, 4th range) twenty of the official cadastre for the united townships of Stoneham and Tewkesbury, situated in the fourth range of the parish of Saint Edmond of Stoneham, county of Quebec.

P.—The lot number (21, 5th range) twenty one of the official cadastre for the united townships of Stoneham and Tewkesbury, situated in the fifth range of the parish of Saint Edmond of Stoneham, county of Quebec.

Q. The rights of the authorized assignor—resulting from a deed of exchange between "Le Séminaire de Québec" and Mr. David Henry Pennington, received before the notary Jos. G. Couture, the ninth of April, one thousand nine hundred and twenty one, No. 13735, registered at the registry office, at Chateau Richer, the twelfth of July, one thousand nine hundred and twenty one, under No. 14,996, carrying the exclusive right, subject to certain conditions, to cut and removed uring twelve years, from the first of June, one thousand nine hundred and twenty one, all the spruce and balsam pulpwood of no less than six inches at the stump, to be found upon the lots numbers (199, 200, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251 and 252) one hundred and ninety nine, two hundred, two hundred and forty four, two hundred and forty five, two hundred and forty six, two hundred and forty seven, two hundred and forty eight, two hundred and forty nine, two hundred and fifty, two hundred and fifty one and two hundred and fifty two of the official cadastre for the parish of Saint Adolphe de Laval, county of Montmorency.

R.—Lots two (2) and twenty (20), block four (4), in the townsit of Wetaskiwin, province of Alberta, Canada.

S.—Lot thirty six (36), block seventy six—eighty one (76-81), section ten (10), in the city of Victoria, province of British Columbia, Canada.

This sale is made pursuant to the provisions of article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Pour conditions de vente et autres informations s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Bureau: Edifice de la Banque Canadienne
Nationale, 71 rue Saint-Pierre, Québec.
5731-51-2

For conditions of sale and other particulars, apply to the undersigned.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Authorized Trustees.
Banque Canadienne Nationale Building,
71 Saint Peter St., Quebec.
5732-51-2

Dans l'affaire de John Paquet, marchand de glace, de Québec, cédant autorisé, et Larue, Trudel et Picher, syndics.

Avis est donné que, VENDREDI, le HUITIÈME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-six, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus à l'enchère publique, au bureau de LaRue, Trudel et Picher, édifice de La Banque Canadienne Nationale, 71 rue Saint-Pierre, Québec:

1. Les lots numéros (3-110 et 111) cent dix et cent onze des subdivisions du lot originaire numéro trois du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, situés au coin des rues des Récollets et Saint-Ambroise—avec bâtisses dessus érigées, sujet, pour chaque lot, à une rente foncière de six piastres, payable le vingt-neuf septembre de chaque an, à La Communauté des Dames Religieuses de l'Hôpital Général de Québec—et aux conditions de l'acte de concession.

2. Les lots numéros (3-125 et 126) cent vingt-cinq et cent vingt-six des subdivisions du lot originaire numéro trois du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, situé sur le côté sud-est de l'Avenue Parent—avec bâtisses dessus érigées—sujet: 1o aux conditions de l'acte de concession—2o à une rente foncière de \$80.64 affectant le lot No 3-125—et 3o à une rente foncière de \$50.32 affectant le lot No 3-126. Ces rentes sont payables le 29 septembre de chaque an, à la Communauté des Dames Religieuses de l'Hôpital Général de Québec.

L'acquéreur devra respecter le bail de Monsieur Adjutor Lamontagne jusqu'au trente avril prochain, et il aura droit au loyer de \$25. par mois à compter du 1er janvier 1926. Le cédant autorisé aura le privilège de continuer à occuper son logement actuel, jusqu'au 30 avril prochain, en payant à l'acquéreur un loyer mensuel de \$25. et en donnant avis à l'acquéreur dans les quatre jours de la vente.

Cette vente est faite suivant les dispositions de l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente faite par le shérif.

Pour autres informations, s'adresser aux soussignés,

Les syndics autorisés,
LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureau:
Edifice de la Banque Canadienne
Nationale, 71 rue Saint-Pierre, Québec.
5493-49-2

Dans l'affaire de: Eugène Trudel, marchand, Sainte-Geneviève-de-Batiscan, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le SEPTIÈME jour de JANVIER 1926, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, les immeubles suivants, savoir:

1. Un certain terrain ou emplacement situé

In the matter of John Paquet, ice merchant, of Quebec, authorized assignor, and Larue, Trudel and Picher, trustees.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the EIGHTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty six, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the office of LaRue, Trudel and Picher, La Banque Canadienne Nationale Building, 71 Saint Peter Street, Quebec:

1. The lots numbers (3-110 and 111) one hundred and ten and one hundred and eleven of subdivisions of original lot number three of the official cadastre of the parish of Notre Dame des Anges, situate at the corner of des Récollets and Saint Ambroise Streets—with the buildings thereon erected, each lot subject to a ground rent of six dollars, payable the twenty ninth of September of each year, to "La Communauté des Dames Religieuses de l'Hôpital Général de Québec"—and under conditions of the deed of conveyance.

2. The lots numbers (3-125 and 126) one hundred and twenty five and one hundred and twenty six of the subdivisions of original lot number three of the official cadastre of the parish of Notre Dame des Anges, situate on the south-east side of Parent Avenue—with the buildings thereon erected—subject: 1. to the conditions of the deed of conveyance—2. to a ground rent of \$80.64 affecting lot No. 3-125—and 3. to a ground rent of \$50.32 affecting lot No. 3-126. These rents are payable the 29th of September of each year, to "La Communauté des Dames Religieuses de l'Hôpital Général de Québec".

The purchaser must respect the lease of Mr. Adjutor Lamontagne up to the thirtieth of April next, and will have the right to the rent of \$25.00 per month from the 1st of January, 1926. —The authorized assignor will have the privilege of continuing to occupy his present dwelling up to the 30th of April next, by paying to the purchaser a monthly rent of \$25.00 and by giving notice to the purchaser within four days of the sale.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act and has the same effect of a sheriff's sale.

For further particulars, apply to the undersigned.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Authorized Trustees.

Offices:
"La Banque Canadienne Nationale Building",
71 Saint Peter Street, Quebec.
5494-49-2

In the matter of: Eugène Trudel, merchant, Sainte Geneviève de Batiscan, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTH day of JANUARY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, the following immovables, to wit:

1. A certain lot of land or emplacement

en la paroisse de Sainte-Geneviève, pris et détaché du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-douze (ptie 72) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Geneviève, de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; ayant front à la rue Saint-Henri, sa profondeur et son côté nord-est à Dame Alma Germain ou représentants et son côté sud-ouest à la route des levées—avec une maison et bâtisses dessus construites;

2. Un emplacement situé en ladite paroisse de Sainte-Geneviève, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent vingt-six (p. 126) au cadastre officiel de ladite paroisse de Sainte-Geneviève, de la contenance de vingt-huit pieds de largeur sur treize pieds de profondeur; borné en front au terrain de Dame Ulric Saint-Arnaud, en profondeur à Arthur-A. St-Arnaud, du côté nord-est au chemin public et du côté sud-ouest à ladite Dame Ulric Saint-Arnaud—avec une maison dessus construite.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717, C.P.C., et article 20, paragraphe 4a, b, c de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic autorisé,

NAPOLEON ALARIE.

Bureau: No 20 rue Alexandre.

Trois-Rivières, 1er décembre 1925.

5513—49-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 302. (En faillite). In re: Pierre Bouchard, Laprairie, Qué., failli, et J.-G. Duhamel, syndic.

Avis est par les présentes donné que le soussigné vendra les biens ci-dessous mentionnés à la porte de l'église paroissiale de la ville de Laprairie, dans la Province de Québec, à l'enchère publique, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER 1926, à ONZE heures de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, savoir:

DESCRIPTION

Un emplacement situé en la ville de Laprairie, ayant front sur la rue Sainte-Rose, connu et désigné comme formant le lot numéro quatre cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro six cent soixante-treize (673-428)—des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie —avec les bâtisses dessus construites.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente est faite en vertu de l'article 20 de la Loi de Faillite et en vertu d'un jugement de cette Cour en date du 11 novembre 1925; cette vente aura l'effet du décret.

Daté à Montréal, ce 7ième jour de décembre 1925.

Le syndic,

J.-G. DUHAMEL,

92 rue Notre-Dame est,
Montréal, Qué.

5599—50-2

situé in the parish of Sainte Geneviève, taken and detached from the lot of land known and designated under number seventy two (pt. 72), on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Geneviève, containing ninety feet in width by ninety feet in depth; fronting on Saint Henri Street, on its depth and northeast side by Dame Alma Germain or representatives, and on the southwest side by the by-road "des levées"—with a house and buildings thereon erected;

2. An emplacement situé in the said parish of Sainte Geneviève, forming part of the lot of land known and designated under number one hundred and twenty six (pt. 126), on the official cadastre of the said parish of Sainte Geneviève, containing twenty eight feet in width by thirteen feet in depth; bounded in front by the land of Dame Ulric Saint-Arnaud, in depth by Arthur A. Saint-Arnaud, on the northeast side by the public road and on the southwest side by the said Dame Ulric Saint-Arnaud—with a house thereon erected.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 C.C.P. and article 20, paragraph 4a, b, c of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

NAPOLEON ALARIE,

Authorized trustee.

Office: No. 20, Alexandre Street.

Three Rivers, December 1st, 1925.

5514—49-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 302. (In bankruptcy). In re: Pierre Bouchard, Laprairie, Que., Bankrupt, and J. G. Duhamel, Trustee.

Notice is hereby given that the undersigned will sell the immovables hereunder described at the door of the church of the parish of the town of Laprairie, in the Province of Quebec, by public auction, the TWELFTH day of the month of JANUARY, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to the highest and last bidder, to wit:

DESCRIPTION

An emplacement situé in the town of Laprairie, fronting on Sainte Rose Street, known and designated as forming lot number four hundred and twenty eight of the official subdivision of lot number six hundred and seventy three (673-428) on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie—with the buildings thereon erected.

As the whole presently subsists, with the active servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immovable.

This sale is made under virtue of article 20 of the Bankruptcy Act and under virtue of a judgment of this Court, dated the 11th of November, 1925; this sale will have the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this 7th day of December, 1925.

J. G. DUHAMEL,

Trustee.

92 Notre Dame Street East,
Montreal, Que.

5600—50-2

Ventes par licitation

Sales by licitation

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, No 449.

Avis public est, par les présentes, donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, le 2 décembre 1925, dans une cause dans laquelle Roderick-B. Masson, cultivateur, des ville et district de Terrebonne, est demandeur; et Raymond Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Dame Suzanne Leclair, veuve de J.-L. de G. Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Madeleine Masson, épouse séparée de biens de Achille Bienvenu, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; Delle Germaine Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Marie Masson, épouse de C.-A. Harwood C. R., de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Jeanne Desjardins, veuve de Henri Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal, *es-qualité* de tutrice à ses enfants mineurs Marguerite, Françoise et Henri Masson; Léon Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Henriette Harwood, épouse séparée de biens de Bernard Languedoc, de la cité de Westmount, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Dame Marguerite Harwood, épouse séparée de biens de Chs. Porteous, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; William Harwood, de la cité et du district de Montréal; Dame Joséphine Masson, veuve de F. de S. Bastien, du village de Vaudreuil, district de Montréal; Dame Geneviève Masson, épouse séparée de biens de Alphonse Millette, de la ville et du district de Terrebonne, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Cécile Masson, veuve de Emmanuel-B. Devlin, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario; Edouard Bossange, Suisse; Dame Marie Bossange, veuve de Robert Lesourd, de Meung sur Loire, Loiret, France; Dame Antoinette Bossange, épouse séparée de biens de Jacques Doumic, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Elizabeth Bossange, épouse séparée de biens de André Girard, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Françoise Bossange, épouse séparée de biens de M. Eugène Camuset, de Villeny, Loire et Cher, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Delle Madeleine Bossange, de la Ferté Saint-Aubin, Loiret, France; Dame Geneviève Bossange, épouse séparée de biens de Jean de Malherbe, Orléans, Loiret, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Marie-Louise-Jeanne-Odetta Bossange, épouse séparée de biens de Paul Férand, Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Isabelle Bossange, épouse séparée de biens de Joseph-Charles-Robert Jeannelle, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Raymond Douvreur, Veauche sur Loire, France; Dame Antoinette (Netty) Douvreur, veuve de Marcel Geoffray, de Paris, France; Dame Mary Bérard, épouse séparée de biens de Louis de Torey, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Pierre Sutterlin, *es-qualité* de tuteur à Raymond, Odille et Nicolle Sutterlin, de Compiègne, France, Dame Louise-Marie-Pauline-Marguerite Carles de Carbonnière, veuve de Léon Bérard, en sa qualité de tutrice à Marthe-Sophie-Mary Bérard, de Toulouse, Haute Garonne, France;

Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 449.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Saint Jerome, in the district of Terrebonne, the 2nd of December, 1925, in a cause wherein Roderick B. Masson, farmer, of the town and district of Terrebonne, is plaintiff; and Raymond Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Suzanne Leclair, widow of J. L. de G. Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Madeleine Masson, wife separate as to property of Achille Bienvenu, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; Miss Germaine Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Marie Masson, wife of C. A. Harwood, K. C., of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; Dame Jeanne Desjardins, widow of Henri Masson, of the city of Outremont, district of Montreal, *es-qualité* of tutrix to her minor children Marguerite, Françoise and Henri Masson; Léon Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Henriette Harwood, wife separate as to property of Bernard Languedoc, of the city of Westmount, district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Dame Marguerite Harwood, wife separate as to property of Chs. Porteous, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; William Harwood, of the city and district of Montreal; Dame Josephine Masson, widow of F. de S. Bastien, of the village of Vaudreuil, district of Montreal; Dame Geneviève Masson, wife separate as to property of Alphonse Millette, of the town and district of Terrebonne, and the latter to authorize his wife; Dame Cécile Masson, widow of Emmanuel B. Devlin, of the city of Ottawa, province of Ontario; Edouard Bossange, Switzerland; Dame Marie Bossange, widow of Robert Lesourd, of Meung sur Loire, Loiret, France; Dame Antoinette Bossange, wife separate as to property of Jacques Doumic, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Dame Elizabeth Bossange, wife separate as to property of André Girard, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Dame Françoise Bossange, wife separate as to property of Mr. Eugène Camuset, of Villeny, Loire and Cher, France, and the latter to authorize his wife; Miss Madeleine Bossange, of la Ferté Saint-Aubin, Loiret, France; Dame Geneviève Bossange, wife separate as to property of Jean de Malherbe, Orleans, Loiret, France, and the latter to authorize his wife; Dame Marie Louise Jeanne Odette Bossange, wife separate as to property of Paul Férand, Paris, France, and the latter to authorize his wife; Isabelle Bossange, wife separate as to property of Jean Charles Robert Jeannelle, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Raymond Douvreur, Veauche sur Loire, France; Dame Antoinette (Netty) Douvreur, widow of Marcel Geoffray, of Paris, France; Dame Mary Bérard, wife separate as to property of Louis de Torey, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Pierre Sutterlin, *es-qualité* of tutor to Raymond, Odille and Nicolle Sutterlin, of Compiègne, France; Dame Louise Marie Pauline Marguerite Carles de Carbonnière, widow of Léon Bérard, in her quality of tutrix to Marthe

Raymond Bastien, du village de Vaudreuil, district de Montréal, en sa qualité de curateur *ad hoc* à Delle Berthe Masson, interdite, pour la représenter et l'assister aux fins des présentes; Louis Leclair, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Jacques et Philippe Masson, enfants mineurs issus du mariage de J.-L. de G. Masson et Dame Suzanne Leclair, pour les représenter et les assister aux fins des présentes, sont défendeurs, et les dits Raymond Masson, Chs-Auguste Harwood, et François de Sales Bastien, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de la succession de Dame Geneviève Raymond, veuve de l'Honorable Joseph Masson, sont mis en cause, la vente et licitation des immeubles ci-après désignés a été ordonnée, savoir:

1. Un lopin de terre contenant toute la portion supérieure du lot numéro deux cent cinquante-six (256) de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie, dans le Comté de l'Assomption; borné devant au Sud par le chemin de Terrebonne à Mascouche, derrière par Louis Ratelle ou représentants; du côté Ouest par Charles Therrien ou représentants et du côté Est par Auguste Navert ou représentants; de la contenance de soixante-quinze arpents et trente perches en superficie; plus ou moins.

2. Un lopin de terre en bois debout portant le numéro cent soixante-sept (167), en la paroisse de Terrebonne, mesurant environ soixante perches et étant en triangle dont la base se trouve formée par la partie Est du trait carré du lot No 91 de la Grande Côte de Terrebonne, et dont le sommet se trouve vers le Nord au trait carré du lot No 93 de la même Grande Côte de Terrebonne.

3. Une terre portant le numéro deux cent sept (207) des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Terrebonne; bornée en front par les lots numéros deux cent huit, deux cent dix, deux cent onze et deux cent douze du dit cadastre officiel de la Ville de Terrebonne et par l'emplacement de A. Maisonneuve, situé au coin de la rue Saint-Louis et du Chemin de Mascouche, en la dite Ville de Terrebonne; bornée aussi d'un côté par certains emplacements faisant front sur le dit Chemin de Mascouche et appartenant à Dame Beauséjour et à Magloire Desjardins, ou représentants; ensuite par le chemin de Mascouche et par le lot numéro cent trente-trois des dits plan et livre de renvoi officiels; et enfin bornée en arrière par la limite de la Ville de Terrebonne. La superficie totale du dit lot numéro deux cent sept est de quarante-deux arpents, soixante-douze perches, plus ou moins, dont il faut déduire cependant certains emplacements détachés de la dite terre et vendus à A. Maisonneuve, Dame Beauséjour, Magloire Desjardins et la Communauté des Révérends Pères du Saint-Sacrement.

4. Un lot portant le numéro cent trente-deux (132) du cadastre officiel du Village et de la paroisse de Sainte-Sophie, dans le Comté de Terrebonne, situé sur la rue Masson, côté Nord-Est.

5. Deux lots portant les numéros cent soixante-huit et cent soixante-neuf du cadastre officiel du village et de la paroisse de Sainte-Sophie, dans le Comté de Terrebonne, situés sur la rue Masson, côté Nord-Est.

6. Les lots portant les numéros cent quatre-

Sophie Mary Bérard, of Toulouse, Haute Garonne, France; Raymond Bastien, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, in his quality of curator *ad hoc* to Miss Berthe Masson, interdicted, to represent and assist her for the purposes hereof; Louis Leclair, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor *ad hoc* to Jacques and Philippe Masson, minor children issued of the marriage of J. L. de G. Masson and Dame Suzanne Leclair, to represent and assist them for the purposes hereof, are defendants; and the said Raymond Masson, Chs Auguste Harwood, and François de Sales Bastien, in their quality of testamentary executors of the estate of Dame Geneviève Raymond, widow of the Honourable Joseph Masson, are *mis-en-cause*, ordering the sale and licitation of the immovables hereunder described, to wit:

1. A parcel of land containing the whole upper portion of the lot number two hundred and fifty six (256) of the parish of Saint Charles de Lachenaie, in the county of l'Assomption; bounded in front to the south by the Terrebonne to Mascouche road, on the rear by Louis Ratelle or representatives, on the west side by Charles Therrien or representatives and on the east side by Auguste Navert or representatives; containing seventy five arpents and thirty perches in superficies, more or less.

2. A parcel of land in standing timber bearing the number one hundred and sixty seven (167) in the parish of Terrebonne, measuring about sixty perches and being of triangular form, the base of which is formed by the east part of the *trait carré* of the lot No. 91 of the Grande Côte de Terrebonne, and whose summit is towards the north to the *trait carré* of the lot No. 93 of the same Grande Côte de Terrebonne.

3. A land bearing the number two hundred and seven (207), on the official plan and book of reference of the town of Terrebonne; bounded in front by the lots numbers two hundred and eight, two hundred and ten, two hundred and eleven and two hundred and twelve of the said official cadastre of the town of Terrebonne and by the emplacement of A. Maisonneuve, situate on the corner of Saint Louis Street and the Mascouche road in the town of Terrebonne; bounded on one side also by certain emplacements fronting on the said Mascouche road and belonging to Dame Beauséjour and to Magloire Desjardins or representatives, then by the Mascouche road and by the lot number one hundred and thirty three of the said official plan and book of reference and finally bounded in the rear by the limit of the town of Terrebonne. The total superficies of the said lot number two hundred and seven is forty two arpents, seventy two perches, more or less, from which, however, must be deducted certain emplacements detached from the said land and sold to A. Maisonneuve, Dame Beauséjour, Magloire Desjardins and the Community of the Reverend Fathers of the Blessed Sacrament.

4. A lot bearing the number one hundred and thirty two (132) of the official cadastre of the village and of the parish of Sainte Sophie, in the county of Terrebonne, situate on Masson Street, northeast side.

5. Two lots bearing the numbers one hundred and sixty eight and one hundred and sixty nine of the official cadastre of the village and of the parish of Sainte Sophie, in the county of Terrebonne, situate on Masson Street, northeast side.

6. The lots bearing the numbers one hundred

vingt, cent quatre-vingt-un et cent quatre-vingt-deux au cadastre officiel du village et de la paroisse de Sainte-Sophie, dans le Comté de Terrebonne, situés sur la rue Raymond côté Nord-Ouest.

7. La moitié du lot portant le numéro cent trente-neuf, côté nord de la rue Sainte-Marie, dans le Village de Sainte-Sophie, au cadastre officiel du village et de la paroisse de Sainte-Sophie, comté de Terrebonne.

8. Les lots portant les numéros cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante et un et cent cinquante-deux du cadastre officiel du village de Sainte-Sophie, dans le Comté de Terrebonne, situés sur la rue Saint-Joseph.

9. Partie du lot de terre numéro vingt et un (21) du village de New Glasgow, dans le Comté de Terrebonne, de la contenance de vingt-trois mille six cents pieds en superficie, plus ou moins; bornés devant, à l'Est, par le chemin public, du côté sud par l'autre partie du lot numéro vingt et un, occupé par James Lauder ou ses représentants.

10. Une île dans la Rivière Achigan, portant le numéro quarante-six au cadastre du village de New Glasgow, Comté de Terrebonne, et mesurant vingt et une perches en superficie, plus ou moins.

11. Le capital des rentes seigneuriales de la Seigneurie de Terrebonne, les arrérages des dites rentes affectant les lots ci-après décrits, le tout sauf erreur et omission et sans garantie.

Les numéros du cadastre seigneurial sont indiqués en premier lieu, ceux du cadastre officiel le sont en second lieu; ces numéros sont reliés par un trait.

Certains lots sont désignés par le numéro du cadastre seigneurial seulement, d'autres par le numéro du cadastre officiel seulement et les zéros représentent alors les numéros qui manquent.

PAROISSE DE TERREBONNE

p. 314—p. 19; p. 314—p. 19; 378-3; 379-4; 320-5 & 11; 322-13; 323-12; p. 315—p. 14; p. 441-553; 321-6; 318-18; p. 315-16 & p. 14; 930-20; 369-54 & 55, 56 & 58; 302-60; p. 807-218-221; 312-23; 282-278; 377-24; p. 749-00; p. 749-26; p. 749-37; 00-276; 376-25; 273-98; p. 932-159; p. 374-31; p. 740-34; 307-43; 304 & 809-52 & 222; p. 744-201; 375-32; p. 740-33; 325-608; p. 362-66; p. 362-210; 280-91; 00-336; 296-69; 373-35; p. 811-229; 311-36; 00-42; p. 372-38; p. 372-39; p. 828-254; p. 371-p. 41; p. 371-p. 41; p. 306-45; p. 306-46; 783-46; 782-48; 48; 784-49; 785-50; 301-61; 400 & 367-62; p. 295-p. 71; 294-74; 00-70; 00-p. 71; p. 360-72; p. 360-73; 00-246; 292 p. 293-76; 289-81; 288-82; 354-180; 286-85; 933-p. 83; 285-00; 284-86; p. 807-220; 278-93; p. 357-194; 277-94; 363-207; 275-96; p. 349-p. 179; 274-97; 00-p. 163; 00-101; 00-153; 00-154; 00-160; 399-158; 260-107; 258-108; 257-109; 345-172; 00-171; 253-112; 255-00; p. 744-202; 251-114; 264-144; 250-116; 335-00; 249-117; 340-140; 248-118; 243-122 & 403; 246-120; 235 & 242-123; 333-129; p. 336-131; p. 336-132; p. 338-137; 266-142; p. 265-p. 143; p. 265-p. 143; p. 341-148; p. 343-152; p. 401-156; p. 401-157; p. 949-161; p. 949-162; 279-166; 408-523; p. 448-568; p. 346-173; p. 900-380; 256 & p. 929-111; 252-113; p. 929-186; 350-177;

and eighty, one hundred and eighty one and one hundred and eighty two, on the official cadastre of the village and of the parish of Sainte Sophie, in the county of Terrebonne, situate on Raymond Street, northwest side.

7. The half of the lot bearing the number one hundred and thirty nine, north side of Sainte Marie Street, in the village of Sainte Sophie, on the official cadastre of the village and of the parish of Sainte Sophie, county of Terrebonne.

8. The lots bearing the numbers one hundred and forty four, one hundred and forty five, one hundred and forty six, one hundred and forty seven, one hundred and forty eight, one hundred and forty nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty one and one hundred and fifty two of the official cadastre of the village of Sainte Sophie, in the county of Terrebonne, situate on Saint Joseph Street.

9. Part of the lot of land number twenty one (21) of the village of New Glasgow, in the county of Terrebonne, containing twenty three thousand six hundred feet in superficies, more or less; bounded in front, on the east, by the public road, on the south side by the other part of the lot number twenty one, occupied by James Lauder or his representatives.

10. An island in the Achigan river, bearing the number forty six on the cadastre of the village of New Glasgow, county of Terrebonne, and measuring twenty one perches in superficies, more or less.

11. The capital of the seigniorial rents of the Seigniorie of Terrebonne, the arrears of the said rents affecting the lots hereinafter described, the whole save error and omission and without warranty.

The numbers of the seigniorial cadastre are firstly indicated, those of the official cadastre are secondly indicated; the said numbers are connected with a dash.

Certain lots are designated by the number of the seigniorial cadastre only, others by the number of the official cadastre only and the zeros in the case represent the missing numbers.

PARISH OF TERREBONNE.

p. 314—p. 19; p. 314—p. 19; 378-3; 379-4; 320-5 & 11; 322-13; 323-12; p. 315—p. 14; p. 441-553; 321-6; 318-18; p. 315-16 & p. 14; 930-20; 369-54 & 55, 56 & 58; 302-60; p. 807-218-221; 312-23; 282-278; 377-24; p. 749-00; p. 749-26; p. 749-37; 00-276; 376-25; 273-98; p. 932-159; p. 374-31; p. 740-34; 307-43; 304 & 809-52 & 222; p. 744-201; 375-32; p. 740-33; 325-608; p. 362-66; p. 362-210; 280-91; 00-336; 296-69; 373-35; p. 811-229; 311-36; 00-42; p. 372-38; p. 372-39; p. 828-254; p. 371-p. 41; p. 371-p. 41; p. 306-45; p. 306-46; 783-47; 782-48; 784-49; 785-50; 301-61; 400 & 367-62; p. 295-p. 71; 294-74; 00-70; 00-p. 71; p. 360-72; p. 360-73; 00-247; 292 p. 293-76; 289-81; 288-82; 354-180; 286-85; 933-p. 83; 285-00; 284-86; p. 807-220; 278-93; p. 357-194; 277-94; 363-207; 275-96; p. 349-p. 179; 274-97; 00-p. 163; 00-101; 00-153; 00-154; 00-160; 399-158; 260-107; 258-108; 257-109; 345-172; 00-171; 253-112; 255-00; p. 744-202; 251-114; 264-144; 250-116; 335-00; 249-117; 340-140; 248-118; 243-122 & 403; 246-120; 235 & 242-123; 333-129; p. 336-131; p. 336-132; p. 338-137; 266-142; p. 265-p. 143; p. 265-p. 143; p. 341-140; p. 343-152; p. 401-156; p. 401-157; p. 949-161; p. 949-162; 279-166; 408-523; p. 448-568; p. 346-173; p. 900-380; 256 & p. 929-111; 252-113; p. 929-186; 350-177;

389; 00-390; 00-9; 00-10; 00-61; 00-62; 00-65; 00-215; 00-216; 00-217; 00-218; 00-219; 00-220; 00-221; 00-222; 00-251; 00-252; 00-256; 00-257; 00-258; 00-259; p. 49-169; 00-170; p. 23-79; 00-202.

SAINTE-SOPHIE.

1155-1; 1154-2; 1153-3; 1152-4; 1143-16; 1142-17; 1144-15; 1151-7; 1151-5; 1151-6; 00-62; 00-60; 1207-98; 1332-448; 1333-449; $\frac{1}{2}$ 1150-10; 1149-11; 1148-12; 1147 & 1146-13; 00-190; 1145-14; 1172-56; 1173-57; 1140-19; 1183-94; 1139 & 1138-20; 1137-21; 1136-22; 1127-33; 1164-47; 1135-23; 1398-214; 1134-24; 1130-29; p. 1133-25; p. 1133-26; 1132-27; 1169-53; 1131-28; 1129-30; 1296-407; 1128-31; p. 1127-32; 1122-38; 1125-35; 1124-36; 1126-34; 1123-37; 1165-48; 1156-39; 1157-40; 1158-41; 1159-42; 1312-436; 1160-43; 1161-44; 1162-45; 1163-46; 1168-50; 1172-51; 1168-52; 1170-54; 1171-55; 1204-69; 1176-61; 1178-63; 1179-64; 1180-65; 1032-315; 1033-316; 1034-317; 1254-357; 1255-356; p. 1353-475; 1297-408; 1203-71; 1200-74; 1199-75; 1201-73; 1198-76; 1197-77; 1196-78; 1216-107; 1217-108; 1218-109; 1193-81; 1194-80; 1192-83; 1191-84; p. 1193-82; 1213-104; 1214-105; 1215-106; 1335-451; 1331-447; 1186-89; p. 1185-p. 90; p. 1185-p. 90; p. 1003-220; 1002-221; p. 1185-91; p. 1184-92; p. 1184-93; p. 1182-95; p. 1182-96; 1208-99; 1209-100; 1210-101; 1211-102; 1212-103; 1219-110; 1220-111; 1221-112; 1222-113; 1223-114; 1270-380; 1225-116; 1226-117; 1227-118; p. 1230-184; p. 1230-186; 1231-187; 00-118; p. 1229-126; 1232-188; 00-175; 1029-192; 1030-313; 1031-314; 00-298; 00-318; 1028-193; 1027-194; 1026-195; 1025-198; 1024-199; 1023-200; 1022-201; 1021-202; 1020-203; 1019-204; 1018-205; 1017-206; 1016-207; 1015-208; 1014 & 1013-209; 1077-260; 1012 & 1011-210; 936-237; 1010-211; 1009-212; 1008-213; p. 1228-134; 1007-215; 1006-216; 1005-217; 1004-218; p. 1003-219; 00-176; 00-177; 00-125; 1001-222; 1000-223; 999-224; 987-236; 998-225; 997-226; 995-228; 992-231; 1105-295; 989-234; 988-235; 993-230; 985-238; 931-239; 1062-244; 00-127; 1060-242; 1061-243; 1063-245; 1064-246; p. 1065-247; p. 1065-248; 1066-249; 1072-255; 1073-256; 1068-251; p. 1242-370; 32-94 & 95; 1087-277; 1084-274; 1085-275; 1086-276; 1071-254; 1067-250; 1075-258; 00-p. 21; 1076-259; 00-261; 1406-11 & p. 10; 1246-366; 1080-p. 270; 1079-p. 269; 1080-p. 270; 1081-271; 1082-272; 1083-273; 00-232; 1088-278; 1089-279; 00-129; 1096-286; 1097-287; 1099-289; 1100-290; 1121-312; p. 1317-428; 1283-393; 1106-296; 1108-299; 1036-319; 1037-320; 1113-304; p. 1114-p. 305; p. 1115-p. 306; 00-307; p. 1114-p. 305; p. 1115-p. 306; 00-171; 1402 & 1403-30; 1261-350; 00-337; 1055-338; 1262-349; 1190-85; 1263-348; 1224-115; 1265-346; 1264-347; 1260-351; 1259-352; 1258-353; p. 1229-178; p. 1229-179; 00-120; 00-121; 1256-355; 1252-360; 1374 & 1375-498; p. 1228-130; p. 1228-135; 00-140; 1244-368; 1243-369; p. 1239-375; p. 1242-371; 1202-72; 00-379; 1236-378; 1269-342; 1271-381; 1272-382; 1273-383; 1274-384; 1276-386; 1277-387; 1278-388; 1279-389; 1280-390; 1306-442; 1305-443; 1281-391; 1307-441; 1342-459; 1343-460; 1282-392; 1308-440; p. 1285-395; 1291-401; 1359-484; p. 1352-474; 1301-412; 122; -p. 139; 00-138; 1328-415; p. 1350 & p. 1351-471; p. 1355-480; 1309-439; 1304-444; 1303-445; 1341-458; 1302-446; 1334-450; 1074-257; 1336-452; 1337-453; p. 1339-455; 1340-457; p. 1339-456; p. 1348-466 & 467; p. 1348 & p. 1349-469; p. 1351 & 473; p. 1352-473; p. 1353-476; 1354-477;

389; 0-390; 00-9; 00-10; 00-61; 00-62; 00-65; 00-215; 00-216; 00-217; 00-218; 00-219; 00-220; 00-221; 00-222; 00-251; 00-252; 00-256; 00-257; 00-258; 00-259; p. 49-169; 00-170; p. 23-79; 00-202.

SAINTE-SOPHIE.

1155-1; 1154-2; 1153-3; 1152-4; 1143-16; 1142-17; 1144-15; 1151-7; 1151-5; 1151-6; 00-62; 00-60; 1207-98; 1332-448; 1333-449; $\frac{1}{2}$ 1150-10; 1149-11; 1148-12; 1147 & 1146-13; 00-190; 1145-14; 1172-56; 1173-57; 1140-19; 1183-94; 1139 & 1138-20; 1137-21; 1136-22; 1127-33; 1164-47; 1135-23; 1398-214; 1134-24; 1130-29; p. 1133-25; p. 1133-26; 1132-27; 1169-53; 1131-28; 1129-30; 1296-407; 1128-31; p. 1127-32; 1122-38; 1125-35; 1124-36; 1126-34; 1123-37; 1165-48; 1156-39; 1157-40; 1158-41; 1159-42; 1312-436; 1160-43; 1161-44; 1162-45; 1163-46; 1168-50; 1172-51; 1168-52; 1170-54; 1171-55; 1204-69; 1176-61; 1178-63; 1179-64; 1180-65; 1032-315; 1033-316; 1034-317; 1254-357; 1255-356; p. 1353-475; 1297-408; 1203-71; 1200-74; 1199-75; 1201-73; 1198-76; 1197-77; 1196-78; 1216-107; 1217-108; 1218-109; 1193-81; 1194-80; 1192-83; 1191-84; p. 1193-82; 1213-104; 1214-105; 1215-106; 1335-451; 1331-447; 1186-89; p. 1185-p. 90; p. 1185-p. 90; p. 1003-220; 1002-221; p. 1185-91; p. 1184-92; p. 1184-93; p. 1182-95; p. 1182-96; 1208-99; 1209-100; 1210-101; 1211-102; 1212-103; 1219-110; 1220-111; 1221-112; 1222-113; 1223-114; 1270-380; 1225-116; 1226-117; 1227-118; p. 1230-184; p. 1230-186; 1231-187; 00-118; p. 1229-126; 1232-188; 00-175; 1029-192; 1030-313; 1031-314; 00-298; 00-318; 1028-193; 1027-194; 1026-195; 1025-198; 1024-199; 1023-200; 1022-201; 1021-202; 1020-203; 1019-204; 1018-205; 1017-206; 1016-207; 1015-208; 1014 & 1013-209; 1077-260; 1012 & 1011-210; 936-237; 1010-211; 1009-212; 1008-213; p. 1228-134; 1007-215; 1006-216; 1005-217; 1004-218; p. 1003-219; 00-176; 00-177; 00-125; 1001-222; 1000-223; 999-224; 987-236; 998-225; 997-226; 995-228; 992-231; 1105-295; 989-234; 988-235; 993-230; 985-238; 931-239; 1062-244; 00-127; 1060-242; 1061-243; 1063-245; 1064-246; p. 1065-247; p. 1065-248; 1066-249; 1072-255; 1073-256; 1068-251; p. 1242-370; 32-94 & 95; 1087-277; 1084-274; 1085-275; 1086-276; 1071-254; 1067-250; 1075-258; 00-p. 21; 1076-259; 00-261; 1406-11 & p. 10; 1246-366; 1080-p. 270; 1079-p. 269; 1080-p. 270; 1081-271; 1082-272; 1083-273; 00-232; 1088-278; 1089-279; 00-129; 1096-286; 1097-287; 1099-289; 1100-290; 1121-312; p. 1317-428; 1283-393; 1106-296; 1108-299; 1036-319; 1037-320; 1113-304; p. 1114-p. 305; p. 1115-p. 306; 00-307; p. 1114-p. 305; p. 1115-p. 306; 00-171; 1402 & 1403-30; 1261-350; 00-337; 1055-338; 1262-349; 1190-85; 1263-348; 1224-115; 1265-346; 1264-347; 1260-351; 1259-352; 1258-353; p. 1229-178; p. 1229-179; 00-120; 00-121; 1256-355; 1252-360; 1374 & 1375-498; p. 1228-130; p. 1228-135; 00-140; 1244-368; 1243-369; p. 1239-375; p. 1242-371; 1202-72; 00-379; 1236-378; 1269-342; 1271-381; 1272-382; 1273-383; 1274-384; 1276-386; 1277-387; 1278-388; 1279-389; 1280-390; 1306-442; 1305-443; 1281-391; 1307-441; 1342-459; 1343-460; 1282-392; 1308-440; p. 1285-395; 1291-401; 1359-484; p. 1352-474; 1301-412; 1228-p. 139; 00-138; 1328-415; p. 1350 & p. 1351-471; p. 1355-480; 1309-439; 1304-444; 1303-445-1341-458; 1302-446; 1334-450; 1074-257; 1336-452; 1337-453; p. 1339-455; 1340-457; p. 1339-456; p. 1348-466 & 467; p. 1348 & p. 1349-469; p. 1351 & 473; p. 1352-473; p. 1353-476; 1354-477;

00-478; 1357-482; p. 1356-p. 481; 135-483; 1360-485; 1361-486; 1362-487; 1090-280; 1189-86; 1181-66; 00-189; 00-131; 1120-311; 1288-398; 1289-399; 1366-490; 00-172; 00-173; 1405-33; 00-123; 1294-405; 00-133; 1040-323; 00-324; 00-170.

PAROISSE SAINTE-ANNE.

539-2; 538-00; 771-3; 772-00; 671-407; 00-409; 00-410; 00-411; 00-398; 529-9; p. 562-158; 570-190; p. 967-114; p. 574-163; 530-7; 905-356; 522 & 523-12; 908-354; 521-13; 520-14; 495-54; p. 493-189; 780-66; 519-15; 517-16; 518-17; 516-18; 514-20; 912-21; 786-22; p. 909-350; 513-23; 00-134; 00-135; p. 512-25; 507-29; p. 952-33; 540 & 541-132; 542-133; 515-19; 511 & p. 512-24; 510-26; p. 498-49; 509 & 778-28; 508-30; 00-591; p. 952-31; 506-35; 951-p. 32; 951-p. 32; 506-36; p. 504-40; 00-44; p. 973-107; p. 973-108; 505-45; 503-47; p. 504-43; 732-46; 551-141; p. 552-142; p. 928-82; 480-87; 484-80; 546 & 547-137; 552 & 555-148; 557-151; 00-150; 499 & 500-48; p. 493-61; 00-185; 489-70; 751-71; p. 487-72; p. 487-73; 486-75; 00-103; 485-77; p. 877-450; 00-451; 482-78; 483-81; 566-183; p. 928-83; 481-84; 804-93; 436-100; 435-101; p. 886-421; 492-65; 00-184; 972-109; 971-110; 968-113; 966-116; p. 967-115; 976-118; 559-152; 977-120; 978-122; 562-159; 979-123; 980-124; 981-125; 982-126; 0-91; 00-92; 545-136; 474-97; 548-139; 550-140; 561-157; p. 552-143; 559-155; p. 560-154; p. 964-433; 572-192; 573-193; 752-350; p. 698-366; 658 & 655-227; 910 & 767-228; 665-219; 664-220; 696-368; 695-369; 490-69; 651 & 797-235; 614-236; p. 1385-p. 457; p. 1385-p. 457; 647-270; 649-273; p. 1388-452; 644-292; 642-294; 641-296; p. 631-314; 728-326; 629-315; 00-317; 639-299; 638 & 637-300; 716-343; 00-342; 633-306; 634-307; 00-310; 755-313; 975-117; p. 625-321; 1383-460; 00-461; 1386-456; 00-309; 788-327; 719 & 726-328; 725-330; p. 1390-p. 450; p. 725-331; 724-332; 712-347; 710-348; 1393-447; 00-351; 703-361; 701-363; 698-367; p. 684-p. 424; 679-396; 00-419; p. 678-399; 00-418; 1384-458; 1381-466; 674-404; 00-414; 673-405; 00-413; 800-439; 801-438; 799-440; 798-441; 701-442; 1397-443; 1395-445; 1394-446; 1391-449; p. 1390-p. 450; 1389-451; p. 1382-464; p. 1382-465; 1392-448; 554-145; 00-493; 1396-444; 00-353; 00-112; 00-459; p. 1382-462; p. 1382-463; 00-p. 596; 802-437.

Le montant des rentes et des arrérages sur icelles, et le nom des propriétaires des lots affectés sont plus amplement décrits à l'annexe du cahier des charges déposé comme il est dit ci-après.

Les dits immeubles et le dit capital des rentes ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérissseur, le VINGT-ET-UNIEME jour du mois de JANVIER 1926, et les enchères seront reçues au palais de Justice du Distr et de Terrebonne, en la Ville de Saint-Jérôme, cour tenante, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, à la dite date du 21 janvier 1926, et l'adjudication sera close devant le tribunal du district de Terrebonne, conformément aux dispositions du Code de procédure civile de la Province de Québec; le tout sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge et à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour Supérieure du district de Terrebonne, au moins douze jours avant le jour fixé comme

00-478; 1357-482; p. 1356-p. 481; 1358-483; 1360-485; 1361-486; 1362-487; 1090-280; 1189-86; 1181-66; 00-189; 00-131; 1120-311; 1288-398; 1289-399; 1366-490; 00-172; 00-173; 1405-33; 00-123; 1294-405; 00-133; 1040-323; 00-324; 00-170.

PARISH OF SAINTE ANNE

539-2; 538-00; 771-3; 772-00; 671-407; 00-409; 00-410; 00-411; 00-398; 529-9; p. 562-158; 570-190; p. 967-114; p. 574-163; 530-7; 905-356; 522 & 523-12; 908-354; 521-13; 520-14; 495-54; p. 493-189; 780-66; 519-15; 517-16; 518-17; 516-18; 514-20; 912-21; 786-22; p. 909-350; 513-23; 00-134; 00-135; p. 512-25; 507-29; p. 952-33; 540 & 541-132; 542-133; 515-19; 511 & p. 512-24; 510-26; p. 498-49; 509 & 778-28; 508-30; 00-591; p. 952-31; 506-35; 951-p. 32; 951-p. 32; 506-36; p. 504-40; 00-44; p. 973-107; p. 973-108; 505-45; 503-47; p. 504-43; 732-46; 551-141; p. 552-142; p. 928-82; 480-87; 484-80; 546 & 547-137; 553 & 555-148; 557-151; 00-150; 499 & 500-48; p. 493-61; 00-185; 489-70; 751-71; p. 487-72; p. 487-73; 486-75; 00-103; 485-77; p. 877-450; 00-451; 482-78; 483-81; 566-183; p. 928-83; 481-84; 804-93; 436-100; 435-101; p. 886-421; 492-65; 00-184; 972-109; 971-110; 968-113; 966-116; p. 967-115; 976-118; 559-152; 977-120; 978-122; 562-159; 979-123; 980-124; 981-125; 982-126; 0-91; 00-92; 545-136; 474-97; 548-139; 550-140; 561-157; p. 552-143; 559-155; p. 560-154; p. 964-433; 572-192; 573-193; 752-350; p. 698-366; 658 & 655-227; 910 & 767-228; 665-219; 664-220; 696-368; 695-369; 490-69; 651 & 797-235; 614-236; p. 1385-p. 457; p. 1385-p. 457; 647-270; 649-273; p. 1388-452; 644-292; 642-294; 641-296; p. 631-314; 728-326; 629-315; 00-317; 639-299; 638 & 637-300; 716-343; 00-342; 633-306; 634-307; 00-310; 755-313; 975-117; p. 625-321; 1383-460; 00-461; 1386-456; 00-309; 788-327; 719 & 726-328; 725-330; p. 1390-p. 450; p. 725-331; 724-332; 712-347; 710-348; 1393-447; 00-351; 703-361; 701-363; 698-367; p. 684-p. 424; 679-396; 00-419; p. 678-399; 00-418; 1384-458; 1381-466; 674-404; 00-414; 673-405; 00-413; 800-439; 801-438; 799-440; 798-441; 701-442; 1397-443; 1395-445; 1394-446; 1391-449; p. 1390-p. 450; 1389-451; p. 1382-464; p. 1382-465; 1392-448; 554-145; 00-493; 1396-444; 00-353; 00-112; 00-459; p. 1382-462; p. 1382-463; 00-p. 596; 802-437.

The amount of rents and arrears on same and the name of the proprietors of the lots affected are more fully described in the annex of the list of charges deposited as mentioned hereafter.

The said immovables and the said capital of the herabove rents will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, the TWENTY FIRST day of the month of JANUARY, 1926, and the bids will be received at the Court House of the District of Terrebonne, in the town of Saint Jérôme, sitting the Court, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, on the said date of the 21st of January, 1926, and the adjudication will be completed before the Court of the District of Terrebonne, in conformity with the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec; the whole subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Terrebonne, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Super-

susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jérôme, le 15 décembre 1925.

Les procureurs du demandeur,
BEAUCHAMP & DESJARDINS.
5733—51-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 1574.

Avis public est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, le vingt-huitième jour de novembre, 1925, dans une cause dans laquelle Dame Henriette Huneault, des cité et district de Montréal, veuve non remariée de Adolphe Robert, de son vivant, bijoutier, du même lieu, est demanderesse; et Armand Viau, des cité et district de Montréal; Alma Viau, veuve de Ephrem Goyer, des cité et district de Montréal; Bertha Viau, épouse de Napoléon Viau, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, des cité et district de Montréal; Alice Viau, épouse de Wilfrid Lecavalier, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, de la Ville de Saint-Laurent, district de Montréal; Donalda Viau, épouse de Oscar Jasmin, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, de la Ville de Saint-Laurent, district de Montréal; Tancrède Roch, Josaphat Roch, Florida Roch, épouse de Joseph Plante, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse; Hélène Roch, épouse de Zénon Fafard, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse; Albina Roch, épouse de Albert Mayer, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, ces huit derniers domiciliés dans l'Etat du Rhode Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, tous en leur qualité d'héritiers de feu Louis-Napoléon Huneault, de son vivant cuisinier, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

Le lot No 387 de la subdivision du lot originaire No 1704, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses y érigées portant les Nos civiques 5 et 7 de la rue Butternut.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, SAMEDI, le SEIZIEME jour de JANVIER, 1926, par cette Cour, dans la salle d'audience No 31 du Palais de Justice de Montréal, ou à toute autre chambre que l'Honorable Juge désignera, à DIX heures et DEMIE du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de cette Cour; et toute opposition à ladite vente devra être déposée au greffe, bureau du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la vente et l'adjudication; et toute opposition afin de conserver, dans les six jours après l'adjudication; le tout à peine de forclusion.

Montréal, 7 décembre 1925.

L'avocat de la demanderesse,
ARTHUR YVON.
5583—50-2

rior Court of the district of Terrebonne, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from the right of so doing.

Saint Jerome, December 15, 1926.

BEAUCHAMP & DESJARDINS,
Attorneys for plaintiff.
5734—51-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1574.

Public notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, district of Montreal, pronounced on the twenty-eighth day of November, 1925, in a case in which Dame Henriette Huneault, of the city and district of Montreal, widow of Adolphe Robert, in his lifetime jeweller, of the same place, is plaintiff; and Armand Viau, of the city and district of Montreal; Alma Viau, widow of Ephrem Goyer, of the city and district of Montreal; Bertha Viau, wife of Napoléon Viau, and the latter party to these presents personally to authorize his said wife, of the city and district of Montreal; Alice Viau, wife of Wilfrid Lecavalier, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife, of the Town of Saint Laurent, district of Montreal; Donalda Viau, wife of Oscar Jasmin, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife, of the Town of Saint Laurent, district of Montreal; Tancrède Roch, Josaphat Roch, Florida Roch, wife of Joseph Plante, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife; Hélène Roch, wife of Zénon Fafard, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife; Albina Roch, wife of Albert Mayer, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife, and these eight last mentioned persons all living in the State of Rhode Island, one of the United States of America, all in their quality of heirs to the Estate of the late Louis Napoleon Huneault, in his life time, cook, of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the following immovable:

The lot No. 387 of the original subdivision lot No. 1704, on the plan and book of Reference of the Parish of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing the Civic Numbers 5 and 7 of Butternut St., in the City of Montreal.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SATURDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY next, 1926, by the Court, in Room No. 31, in the Court House at Montreal, or in any other room that his Honourable Judge will order, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the prothonotary's office of the said Court; and all oppositions to the said sale should be filed at said prothonotary's office, at least twelve days before the date fixed for the said sale, and all oppositions for payment, in the six days following the adjudication; in default of which right to file the same will be exhausted as according to law.

Montreal, December 7th, 1925.

ARTHUR YVON,
Plaintiff's Attorney.
5584—50-2

Propriétaires de biens-fonds Proprietor of real estate	No du cadastre Cadastre No.	TAXES MUNICIPALES MUNICIPAL TAXES					TAXES SCOLAIRES SCHOOL TAXES				Total
		Par lot Per lot	Ordinaires Ordinary	Spéciales Special	Intérêts Interest	Par lot Per lot	Taxes Taxes	Taxes Taxes	Intérêts Interest		
" "	121-718 à-to 737 incl.	11.02	5.94	3.46	1.62	3.66	3.10	0.50	292.40		
" "	121-818 & 819.	11.89	6.45	3.70	1.74	3.91	3.38	0.53	31.60		
" "	121-820.	12.52	6.98	3.70	1.84	4.13	3.65	0.48	16.65		
" "	121-847 à-to 849 incl. & 853.	10.70	5.67	3.45	1.58	3.37	2.88	0.49	56.28		
Giguère, Léon.	121-595.	28.06	17.06	4.31	6.69	17.72	13.03	4.69	45.78		
Handfield, Rod.-Eug.	202-41.	35.25	25.44	6.05	3.76	17.27	16.30	0.97	52.52		
Hadley, W. G., Porter, H. & Round Wil- liam, John.	206-1168.	215.23	26.39	137.91	50.93	16.72	15.72	1.00	231.95		
" " " " " "	206-1169.	69.75	24.20	32.03	13.52	14.86	13.89	0.97	84.61		
Jean, Joseph.	101-110.	24.89	15.79	6.98	3.12	10.57	9.50	1.07	36.46		
" " " " " "	199-4.	1.78	1.61	0.02	0.15	1.46	1.15	0.31	3.24		
" " " " " "	199-192 à-to 199 incl. & 231.	7.84	6.53	0.16	1.15	5.94	5.44	0.50	124.02		
Leclerc, Ida.	177-715.	6.07	1.35	3.98	0.74	1.03	0.85	0.18	7.10		
Lortie, Donat.	101-108 & 109.	11.91	5.97	5.30	0.63	4.72	4.48	0.24	33.26		
Laroche, Napoléon.	45-120 à-to 125 incl.	0.43	0.36	0.03	0.04				2.58		
Laroche, A., promettant-acquéreur & Al- fred Lacroix & Arthur Léger.	180-265.	8.16	2.72	4.61	0.83	2.12	1.90	0.22	10.28		
Laliberté, James.	121-316.	80.96	10.85	61.29	8.82	8.59	8.16	0.43	89.55		
Laurier, Ruben-Charles, Laurier, Joseph, Migneault, Georges-Etienne & Bous- quet, J.-Adolphe.	177-49.	17.81	11.09	4.76	1.96	8.80	7.98	0.82	26.61		
" " " " " "	177-50.	18.19	11.54	4.69	1.96	9.16	8.26	0.90	27.35		
Loiselle, J.-Moïse & Jolivet, Arthur.	206-1237.	5.12	4.42	0.20	0.50	0.57	0.50	1.07	11.69		
Majeau, Rodolphe.	121-523.	14.42	7.40	5.42	1.60	5.89	5.25	0.64	20.31		
" " " " " "	121-524.	15.05	7.72	5.68	1.65	6.12	5.46	0.66	21.17		
Mathieu, Eugène.	132-241, 242 & 243.	8.48	4.32	3.25	0.91	3.38	3.03	0.35	35.58		
Parc Dollard Annex, Limitée.	199-88a.	9.20	7.95	0.01	1.30	27.95	20.53	7.42	37.21		
" " " " " "	199-258.	8.93	7.52	0.16	1.25	7.34	5.95	1.39	16.27		
Raymond, Charles & Succ.-Est. Charles Henri Gagnon.	93-26.	41.85	15.48	24.54	1.83	11.98	11.60	0.38	53.83		
Roberge, Dame-Mrs Elzéar & Morison & King, syndic autorisé-authorized syn- dic à-to Dame-Mrs Elzéar Roberge.	93-518 & 519.	9.18	3.45	4.63	1.10	8.94	6.78	2.16	36.24		
" " " " " "	93-1009 à-to 1012 incl.	7.30	1.30	5.00	1.00	3.32	2.08	1.24	42.48		
Ricard, L.-N., Succession-Estate.	109-259.	103.75	28.65	60.21	14.89	32.22	25.99	6.23	135.97		
" " " " " "	109-260.	103.75	28.65	60.21	14.89	32.22	25.99	6.23	135.97		
" " " " " "	109-261.	103.47	28.37	60.21	14.89	32.03	25.80	6.23	135.50		
" " " " " "	121-262 & 263.	116.56	29.38	70.15	17.03	32.22	25.99	6.23	297.66		
" " " " " "	121-264.	120.88	30.31	72.89	17.68	33.43	26.90	6.53	154.31		
" " " " " "	108-321.	29.11	17.88	4.71	6.52	19.21	14.83	4.38	48.32		
" " " " " "	121-977 à-to 980 incl.	19.10	10.90	4.30	3.90	12.09	9.18	2.91	124.76		
" " " " " "	109-463 à-to 468 incl.	27.78	17.43	4.28	6.07	18.26	14.18	4.08	276.24		
" " " " " "	108-466, 109-830.	17.79	9.82	4.35	3.62	11.36	8.63	2.73	29.15		
" " " " " "	109-831, 108-467.	17.79	9.82	4.35	3.62	11.36	8.63	2.73	29.15		
" " " " " "	108-468, 109-832.	17.79	9.82	4.35	3.62	11.36	8.63	2.73	29.15		
Simpson, Joseph-Alex.	217-32.	12.40	10.75	0.62	1.03	6.92	6.50	0.42	19.32		
Sun Trust Company, Limited (The).	121-196, 197 & 198.	75.99	19.23	46.84	9.92	12.87	11.59	1.28	177.78		
" " " " " "	93-535 à-to 538 incl. & 540.	13.40	7.18	4.32	1.90	4.35	3.76	0.59	88.75		
" " " " " "	177-720 à-to 723 incl.	7.74	3.45	3.19	1.10	2.05	1.76	0.29	39.16		
" " " " " "	45-250 à-to 254 incl., 292 à 296 incl.	1.86	1.51	0.03	0.32	0.09	0.08	0.01	19.50		
Tooker, William.	177-57.	12.35	7.76	3.37	1.22	0.72	0.70	0.02	13.07		
Tooker, Succ.-estate Noel Longfield.	177-80 à-to 83 incl.	13.67	8.97	3.43	1.27	0.93	0.90	0.03	58.40		
Vitalis, Gaston-Albert.	199-188.	5.73	4.97	0.16	0.60	2.97	2.73	0.24	8.70		

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce dixième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq.

Le secrétaire-trésorier,
5701-51-2 J.-C.-V. ROY.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference for the parish of Pointe aux Trembles and situated in the town of Pointe aux Trembles.

Given at the town of Pointe aux Trembles, this tenth day of December nineteen hundred and twenty five.

J. C. V. ROY,
Secretary-treasurer.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } ALFRED BEAU-
No. 182. } CHESNE, deman-
deur; vs WILFRID PIETTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre contenant environ quatre arpents de front sur la profondeur du 4e rang et étant la partie est des Nos 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231 et 232 du cadastre officiel du canton de Bulstrode, bornée au nord par le 3e rang, au sud par le 5ème rang, à l'est par la route d'Hodg's, et à l'ouest par Emile Trottier,—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 27 novembre, 1925.
[Première publication, le 28 novembre, 1925]
5405—48-2

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } ALFRED BEAUCHES-
No. 182. } NE, plaintiff; vs
WILFRID PIETTE, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land containing about 4 arpents in front by the depth of the 4th range and being the east parts of the Nos 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231 and 232 of the official plan and book of reference for the Township of Bulstrode, bounded on the north by the 3rd range, on the south by the 5th range, on the east by the "d'Hodgès" by-road, and on the west by Emile Trottier,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte du Sault, on the THIRTIETH day of DECEMBER next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, November 27th, 1925
[First publication, November 28, 1925]
5406—48-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } PHILIPPE CARPEN-
No. 6985. } TIER et CHAR-
LES MORIN, tous deux entrepreneurs, de Chicoutimi, demandeurs; contre GEORGES TREMBLAY, fils de Marc, de Chicoutimi, défendeur.

1. Un lopin de terre formé du lot numéro huit cent soixante-six-dix (866-10), au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain mesure quarante pieds de largeur, du sud au nord, par soixante-quinze pieds de profondeur, de l'est à l'ouest — avec bâtisses, circonstances et dépendances;

2. Un certain terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, comme étant le lot numéro huit cent soixante-six-huit (866-8), de cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur en moyenne;

3. Le lot numéro huit cent soixante-six-quatre (866-4), de cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur — avec toutes bâtisses et toutes dépendances qui peuvent se trouver sur ces dits terrains.

Pour être vendus au bureau du shérif, au Palais de Justice de Chicoutimi, LUNDI, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ELZ. BOIVIN.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 11 décembre, 1925.
[Première publication, le 19 décembre, 1925]
5735—51-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } PHILIPPE CARPEN-
No. 6985. } TIER and CHAR-
LES MORIN, both contractors, of Chicoutimi, plaintiffs; against GEORGES TREMBLAY, son of Marc, of Chicoutimi, defendant.

1. A parcel of land composed of lot number eight hundred and sixty six-ten (866-10), on the official cadastre of the town of Chicoutimi, which lot of land measures forty feet in width, from south to north, by seventy five feet in depth, from east to west — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. A certain lot of land or emplacement known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, as being lot number eight hundred and sixty six-eight (866-8), of fifty feet in width by an average of one hundred feet in depth;

3. The lot number eight hundred and sixty six-four (866-4), of fifty feet in width by one hundred feet in depth — with all the buildings and dependencies which may be on the said lots of land.

To be sold at the office of the sheriff, at the Court House of Chicoutimi, on MONDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Chicoutimi, December 11, 1925.
[First publication, December 19, 1925]
5736—51-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir:) LA CORPORATION
No 1320.) de la ville de Jon-
quières, corps politique incorporé ayant son siège
social à Jonquières; contre F.-X. GAUTHIER,
autrefois de Jonquières et maintenant de lieux
inconnus.

Un lot à bâtir, situé au village de Jonquières,
comté de Chicoutimi, de cinquante pieds de lar-
geur sur cent pieds de profondeur, et comprenant
le lot numéro vingt-deux-B cinquante-sept
(22B-57) de la subdivision actuelle du lot numéro
vingt-deux-B (22-B) du quatrième rang, au ca-
dastre officiel du canton Jonquières—sans bâ-
tisses, mais avec toutes dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jon-
quières. LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour
de DECEMBRE prochain (1925), à DIX heures
de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 24 novembre 1925.

[Première publication, 28 novembre 1925]

5379—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit:) THE CORPORA-
No. 1320.) TION of the town
of Jonquières, a body politic and corporate,
having its principal place of business at Jon-
quières; against F. X. GAUTHIER, heretofore
of Jonquières and now of parts unknown.

A lot of land situate in the village of Jonquières,
county of Chicoutimi, of fifty feet in width by one
hundred feet in depth and including the lot num-
ber twenty two-B-fifty-seven (22-B-57) of the pre-
sent subdivision of the lot number twenty two-B
(22-B) of the fourth range of the official cadastre
of the township of Jonquières—without build-
ings, but with all dependencies.

To be sold at the door of the church of Jon-
quières. MONDAY, the TWENTY EIGHTH
day of DECEMBER next (1925), at TEN o'clock
in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office.

Sheriff.

Chicoutimi, November 24, 1925.

[First publication, November 28, 1925]

5380—48-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Rimouski.
Rivière-du-Loup, à savoir:) ALFRED MER-
No 34.) CIER, com-
merçant, du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre
d'Amqui, demandeur; contre ELISEE RIOUX,
ALPHONSE CHAREST et ALPHONSE
RIOUX, fils de Martial, tous trois cultivateurs,
les deux premiers de la Ville de Trois-Pistoles
et le troisième de la paroisse de Trois-Pistoles,
défendeurs.

1. Comme appartenant à Elisée Rioux, à
savoir: Les lots de terre connus et désignés
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre
de la paroisse de Trois-Pistoles, sous les numéros
deux cent cinquante-quatre et deux cent
soixante-quatre (Nos 254 et 264) — avec bâ-
tisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

2. Comme appartenant à Alphonse Charest, à
savoir: Les lots de terre connus et désignés
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre
de la paroisse de Trois-Pistoles, sous les numéros
deux cent cinquante-cinq, deux cent cinquante-
six et deux cent cinquante-sept (Nos 255-256-
257) — avec bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

3. Comme appartenant à Alphonse Rioux,
fils de Martial, à savoir: Les lots de terre connus
et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du
cadastre de la paroisse de Trois-Pistoles, sous les
numéros quatre cent quarante-cinq, quatre cent
quarante-six, quatre cent cinquante-deux et quatre
cent cinquante-trois (Nos 445-446-452 et 453) —
aussi le numéro six cent vingt-six (No 626) —
avec bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendus séparément, à la porte de l'é-
glise de la paroisse de Trois-Pistoles, le VINGT-
IEME jour de JANVIER prochain (1926), à
DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif,

J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 12 décembre, 1925.

[Première publication, le 19 décembre, 1925]

5737—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.
Rivière du Loup, to wit:) ALFRED MER-
No. 34.) CIER, trader, of
the village of Saint Benoit Joseph Labre d'Am-
qui, plaintiff; against ELISEE RIOUX, AL-
PHONSE CHAREST and ALPHONSE RIOUX,
son of Martial, all three farmers, the two first
of the town of Trois Pistoles and the third of the
parish of Trois Pistoles, defendants.

1. As belonging to Elisée Rioux, to wit: The
lots of land known and designated on the offi-
cial cadastral plan and book of reference of the
parish of Trois Pistoles, under numbers two
hundred and fifty four and two hundred and
sixty four (Nos. 254 and 264) — with the build-
ings thereon erected, circumstances and depen-
dencies.

2. As belonging to Alphonse Charest, to wit:
The lots of land known and designated on the
official cadastral plan and book of reference of
the parish of Trois Pistoles, under numbers
two hundred and fifty five, two hundred and
fifty six and two hundred and fifty seven (Nos.
255-256-257) — with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

3. As belonging to Alphonse Rioux, son of
Martial, to wit: The lots of land known and des-
ignated on the official cadastral plan and book of
reference of the parish of Trois Pistoles, under
numbers four hundred and forty five, four hun-
dred and forty six, four hundred and fifty two
and four hundred and fifty three, (Nos. 445-446-
452 and 453) — also number six hundred and
twenty six (No. 626) — with the buildings
thereon erected, circumstances and dependen-
cies.

To be sold separately at the door of the church
of the parish of Trois Pistoles, the TWENTIETH
day of JANUARY next (1926), at TEN o'clock
in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office,

Sheriff.

Rivière du Loup, December 12, 1925.

[First publication, December 19, 1925]

5738—51-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province de Québec.—District de Montcalm.—
Cour Supérieure.

No. 1335. } **ARTHUR DURANLEAU**, de-
mandeur; vs **HARRY-F.**
NUZUM, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

1. Un immeuble composé des deux lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-six et vingt-sept (26-27) du rang treize du canton de la Minerve, district de Montcalm,—avec bâtisses sus érigées;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-trois (23) du cinquième rang du canton de la Minerve, district de Montcalm,—avec bâtisses sus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie de La Minerve, MARDI, le VINGT SIXIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

LAMARCHE & BOUDREAULT.

Bureau du shérif,

Mont-Laurier, le 15 décembre, 1925.

[Première publication, le 19 décembre, 1925]

5739—51-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province of Quebec. — District of Montcalm. —
Superior Court.

No. 1335. } **ARTHUR DURANLEAU**,
plaintiff; vs **HARRY F.**
NUZUM, defendant.

Seized as belonging to the defendant.

1. An immovable composed of the two lots of land known and designated under numbers twenty six and twenty seven (26-27), of range thirteen of the township of la Minerve, district of Montcalm, — with the buildings thereon erected;

2. A lot of land known and designated under number twenty three (23) of the fifth range, of the township of la Minerve, district of Montcalm — with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie de la Minerve, on TUESDAY the TWENTY SIXTH day of JANUARY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & BOUDREAULT,

Sheriff's office,

Mont Laurier, December 15, 1925.

[First publication, December 19, 1925]

5740—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DAME MAMIE**
District de Montcalm, } **WILSON ET AL**
No. 1348. } es-qual, demandeurs;
vs **JEAN LAURIAULT**, du village de Mont-
Laurier, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

1. Le lot de terre ou emplacement portant le numéro treize cent quatre-vingt-seize (1396) au plan et livre de renvoi officiels du village de Mont-Laurier, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fourvière, à Mont-Laurier, JEUDI le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

LAMARCHE & BOUDREAULT.

Bureau du shérif,

Mont-Laurier, le 16 décembre 1925.

[Première publication, le 19 décembre 1925]

5765—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } **DAME MAMIE**
District of Montcalm, } **WILSON ET AL**
No. 1348. } es-qual, plaintiffs;
vs **JEAN LAURIAULT**, of the village of Mont-
Laurier, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

1. The lot of land or emplacement bearing number thirteen hundred and ninety six (1396) on the official plan and book of reference of the village of Mont-Laurier,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre-Dame de Fourvière, at Mont-Laurier, on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & BOUDREAULT,

Sheriff's office,

Mont-Laurier, December 16, 1925.

[First publication, December 19, 1925]

5766—51-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITE DE LA**
No 11186. } **CHINE**, corps poli-

tique et incorporé ayant son bureau d'affaires dans la cité de Lachine, district de Montréal, demanderesse; vs **MAX FREEDMAN**, défendeur, et **FINLAYSON & GARDINER**, syndics, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, mais se trouvant en la possession des dits mis-en-cause:

Les lots de terre Nos 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 741, 742, 743, 744, 745 de la subdivision officielle du lot No 709 des plan et livre de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF LACHI-**
No 11186. } **NE**, a body politic

and corporate having its chief place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff; vs **MAX FREEDMAN**, defendant, and **FINLAYSON & GARDINER**, trustees, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant, but now in the possession of the said mis-en-cause:

The lots of land Nos. 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 741, 742, 743, 744, 745 of the official subdivision of lot No. 709, on the official plan and

MONTREAL

renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté ouest de la Douzième Avenue, dans la cité de Lachine, —sans bâtisse.

Les lots de terre Nos 278, 279 et 280 de la subdivision officielle du dit lot No 709, ayant front sur le côté nord de la rue Sainte-Catherine, dans la cité de Lachine—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 décembre 1925. 5767—51-2
[Première publication, le 19 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE ROYAL TRUST**
No. 812. } **COMPANY**, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs ASBURY PINES, INC., corporation organisée en vertu des lois de l'état du New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique défenderesse.

Ces lots de terre situés en la dite cité de Montréal, formant partie du lot numéro seize cent dix-neuf des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, et plus particulièrement connus sur le plan de subdivision dûment fait et déposé dudit lot officiel comme étant les numéros onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf (Nos 1619-11, 1619-12, 1619-13, 1619-14, 1619-15, 1619-16, 1619-17, 1619-18 et 1619-19) dudit lot officiel.

Avec les bâtisses sus-érigées, consistant en les appartements "King Edward" érigés sur la subdivision onze, les appartements Oldfield érigés sur la subdivision douze, les Appartements "Prince of Wales" érigés sur la subdivision treize, les Appartements "Queen Mary" érigés sur la subdivision quatorze, les Appartements "Queen Alexandra" érigés sur la subdivision quinze, et les Appartements "King George" érigés sur la subdivision dix-huit, les murs de pignon de ces maisons à appartements sont mitoyens avec les propriétés adjacentes, à l'exception du "King George" dont les murs ne sont pas mitoyens.

Avec le droit de passage en tout temps en commun avec d'autres, et droit de vue dans la ruelle (composée de la subdivision dix (10) dudit lot, et un morceau de terre de huit pieds (8'), mesure anglaise, de largeur sur soixante-dix-huit pieds six pouces (78' 6") de profondeur, joignant la dite subdivision numéro dix (No. 10) faisant partie de la partie non-subdivisée dudit lot numéro seize cent dix-neuf, et ajoutée à la dite ruelle le neuf décembre mil neuf cent quatre, par Marie-J.-E. Drolet, alors propriétaire dudit terrain, dans une vente de ce terrain avec une plus grande étendue à Jacob-A. Jacobs, devant W. de M. Marler, notaire, enregistrée dans la division d'enregistrement d'alors pour Montréal ouest, sous le No 140011, en commun avec d'autres en tout temps, mais sans le droit d'obstruer la dite ruelle en aucun temps, mais sujet à l'obligation de nettoyer et de tenir ladite ruelle en bon état par ceux qui s'en servent à leurs frais communs; et avec droit d'accès par la rue Saint-Matthew à la rue Dorchester; avec tous les droits de drainage, etc., du débiteur, tels que stipulés dans l'acte de vente par les exécuteurs du testament de feu Andrew Robertson à la compagnie Ontario and Quebec Railway par acte devant

book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on the west side of Twelfth Avenue, in the city of Lachine —without buildings.

The lots of land Nos. 278, 279 and 280 of the official subdivision of said lot No. 709, fronting on the south side of Sainte Catherine Street in the city of Lachine —without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montréal, December 16, 1925. 5768—51-2
[First publication, December 19, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } **THE ROYAL TRUST**
No. 812. } **COMPANY**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, plaintiff; vs ASBURY PINES, INC., a corporation organized under the laws of the state of New-Jersey, one of the United States of America, defendant.

Those certain lots of land situate in the said city of Montreal, forming part of lot number sixteen hundred and nineteen of the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward in the city of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of said official lot as subdivision numbers eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen and nineteen (Nos. 1619-11, 1619-12, 1619-13, 1619-14, 1619-15, 1619-16, 1619-17, 1619-18 and 1619-19) of said official lot.

With the buildings thereon erected consisting of King Edward Apartments erected on subdivision eleven; the Oldfield Apartments erected on subdivision twelve; the Prince of Wales Apartments erected on subdivision thirteen; the Queen Mary Apartments erected on subdivision fourteen; the Queen Alexandra Apartments, erected on subdivision fifteen and the King George Apartments erected on subdivision eighteen, the gable walls of which Apartment houses are mitoyens with the adjoining premises, with the exception of The King George, the walls of which are not mitoyens.

Together with the right of passage at all times in common with others in and the right of having windows overlooking the lane (composed of subdivision ten (10) of said lot and the piece of land eight feet (8'), English measure, in width by seventy eight feet six inches (78' 6") in depth adjoining said subdivision number ten (10) and forming part of the unsubdivided part of said lot number sixteen hundred and nineteen and added to said lane on the ninth day of December, one thousand nine hundred and four, by Marie J. E. Drolet, then owner of said land, in and by a sale of the same with greater extent to Jacob A. Jacobs, before W. de M. Marler, notary, registered in the then registration division for Montreal West, under the No 140011, in common with others at all times, but without the right to obstruct the said lane in any way, but subject to the obligation to keep it clean and in good order by those who may have the use thereof at their joint expense; and with the right of access by means of Saint Matthew Street with Dorchester Street; with all the debtor's rights of drainage, etc., as stipulated in the deed of sale by the executors of the will of the late Andrew Robertson to the Ontario and Quebec Railway Company, by deed

E.-H. Stuart, notaire, le vingt et un décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et enregistré au dit bureau d'enregistrement sous le No 133173. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Saint-Matthew (autrefois rue Saint-Martin) dans le quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, composé des subdivisions numéros un, deux, trois, six et sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze cent quatre-vingt-dix-neuf (Nos 1599-1, 1599-2, 1599-3, 1599-6 et 1599-7), aux dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine—avec les bâtisses sus-érigées connues comme étant les Appartements Washington, Appartements Yorkshire et Appartements Abbotsford.

Comme les dites propriétés subsistent actuellement, avec tous leurs droits, appartenances et dépendances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendus en bloc à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$48,600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 15 décembre 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 décembre 1925.
[Première publication, 19 décembre 1925]
5769—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JAMES BAILLIE, demandeur; vs ALEXANDER-C. MCPHEE, JOHN-C. ROSS, JOHN-W. MCPHEE, Dame FLORA-C. MCPHEE, fille majeure, Dame LAVINIA CARHART, épouse séparée de biens dudit Alexander-C. McPhee et son mari pour autoriser sadite épouse; Dame HANNAH DYNES, épouse séparée de biens dudit John-W. McPhee et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, ledit Alexander C.-McPhee, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, COLIN MCPHEE et DOUGLAS MCPHEE, tous de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario; GERMAIN BERIAU, de la cité de Montréal, comptable, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Colin Campbell McPhee, et WALTER-L. SCOTT, de la cité de Montréal, comptable, en sa qualité de tuteur *ad hoc* auxdits Colin McPhee et Douglas McPhee, enfants mineurs issus du mariage dudit Alexander-C. McPhee et de son épouse Lavinia Carhart, défendeurs.

Un lopin de terre ayant front sur l'Avenue Grosvenor, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, dans la cité de Montréal, composé de la résubdivision No 2 de la subdivision No 60 du plan de subdivision du lot connu et désigné par le lot No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte des Neiges, et de la résubdivision No 1 de la subdivision No 135, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151 des plans et livre de renvoi du village incorporé de la Côte des Neiges.

Un lopin de terre ayant front sur l'Avenue Grosvenor, dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, dans la cité de Montréal, composé de la résubdivision No 1 de la subdivision No 61, au plan de subdivision du lot connu et désigné par le lot No 152, aux plan et livre

before E. H. Stuart, notary, on the twenty first day of December, one thousand eight hundred and ninety nine, and registered in said registry office under No. 133173.

That certain emplacement fronting on Saint Matthew Street (formerly Saint Martin Street) in the Saint Antoine ward of the said city of Montreal, composed of subdivision numbers one two, three, six and seven of the official subdivision of the original lot number fifteen hundred and ninety nine (Nos. 1599-1, 1599-2, 1599-3, 1599-6 and 1599-7), on said official plan and book of reference of the said St. Antoine ward—with the buildings thereon erected known as the Washington Apartments, the Yorkshire Apartments and the Abbotsford Apartments.

As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances, thereunto belonging, without exception or reserve of any kind.

To be sold, *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$48,600.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. judge Bruneau, dated 15th December 1925.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, December 16, 1925.
[First publication, December 19, 1925]
5770—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JAMES BAILLIE, plaintiff; vs ALEXANDER C. MCPHEE, JOHN C. ROSS, JOHN W. MCPHEE, Dame FLORA C. MCPHEE, spinster, Dame LAVINIA CARHART, wife separate as to property of the said Alexander C. McPhee and her husband to authorize his said wife; Dame HANNAH DYNES, wife separate as to property of the said John W. McPhee, and the latter as well personally as for the purpose of authorizing his said wife, the said Alexander C. McPhee, in his quality of tutor to his minor children, COLIN MCPHEE and DOUGLAS MCPHEE, all of the city of Toronto, in the province of Ontario; GERMAIN BERIAU, of the city of Montreal, accountant, in his quality of curator to the substitution created by the last will and testament of the late Colin Campbell McPhee, and WALTER L. SCOTT, of the city of Montreal, accountant, in his quality of tutor *ad hoc* to the said Colin McPhee and Douglas McPhee, minor children issued of the marriage of the said Alexander C. McPhee and of his wife Lavinia Carhart, defendants.

A lot of land fronting on Grosvenor Ave., in Notre Dame de Grace Ward, in the city of Montreal, composed of resubdivision No. 2 of subdivision No. 60 on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote des Neiges, and resubdivision No. 1 of subdivision No. 135, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151 on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges.

A lot of land fronting on Grosvenor Ave., in Notre Dame de Grace Ward, in the city of Montreal, composed of re ubdivision No. 1 of the subdivision No. 61, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incor-

de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, et la résubdivision No 3 de la subdivision No 134, au plan de subdivision du lot connu et désigné par le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE, prochain, à MIDI.

Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 24 novembre, 1925.
[Première publication, le 14 novembre, 1925 est nulle]

5197—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: LA CITE DE LACHINE No. 6620. / Le corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires dans la cité de Lachine, district de Montréal, demande: vs LESLIE-G. BARNARD, défendeur.

1. Un lot de terre sis et situé en la cité de Lachine, district de Montréal, étant la partie nord du lot de terre No 98 de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, de forme triangulaire, mesurant quatre-vingt-quatorze pieds et six pouces en front sur la rue Rockfield, dans la dite cité de Lachine, cent vingt-quatre pieds dans la ligne nord-est et cinquante-cinq pieds et trois pouces sur la ligne Ouest, contenant une superficie de deux mille quatre cent soixante-douze pieds, mesure anglaise; borné en front par le résidu du dit lot No 98 faisant partie de la rue Rockfield, d'un côté vers le nord-est par partie des lots numéros quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-six, de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent quinze, et de l'autre côté vers l'ouest, par les lots Nos 94, 95 et 96 de la subdivision officielle du dit lot No 915 — sans bâtisses.

2. Un lot de terre de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro quatre-vingt-quatre, de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, ayant front sur l'avenue des Erables et la rue Rockfield, dans la cité de Lachine, mesurant sur la rue des Erables, en avant, douze pieds et quatre pouces; en arrière, vingt-cinq pieds, dans la ligne nord-est, cent pieds, et dans les lignes sud-ouest et sud, environ cent pieds, formant une superficie de deux mille trois cent vingt-sept pieds, mesure anglaise; borné devant vers le sud-est par l'avenue des Erables, en arrière vers le nord-ouest par le lot numéro 85 de la subdivision officielle du dit lot No 915, vers le nord-est par le lot numéro 83 de la subdivision officielle du dit lot No 915, vers le sud-ouest par le lot No 98 de la subdivision officielle du dit lot No 915, vers le sud par la partie du dit lot No 84 faisant partie de la rue Rockfield—sans bâtisses.

3. Deux lots de terre sis et situés en la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, district de Montréal; bornés en front par l'avenue des Erables de la dite cité, connus et désignés comme étant les lots de terre Nos 83 et 82 de la subdivision officielle du lot originaire No 915 des

porated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 3 of subdivision No. 134, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte des Neiges.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock NOON.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, November, 24th., 1925.
[First publication, November 14, 1925, is null]

5198—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE CITY OF LACHINE, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff; vs LESLIE G. BARNARD, defendant.

1. A lot of land being and situate in the city of Lachine, district of Montreal, being the north part of the lot of land No. 98 of the official subdivision of the primitive lot number nine hundred and fifteen, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, in the county of Jacques Cartier, district of Montreal, of triangular outline, measuring ninety four feet and six inches in front on Rockfield Street, in the said city of Lachine, one hundred and twenty four feet in the northeast line, and fifty five feet and three inches in the west line, containing an area of two thousand four hundred and seventy two feet, English measure; bounded in front by the residue of the said lot No. 98 forming part of Rockfield Street, on one side towards the northeast by part of the lots numbers eighty four, eighty five and eighty six of the official subdivision of the said lot number nine hundred and fifteen, and on the other side towards the west by the lots Nos. 94, 95 and 96 of the official subdivision of the said lot No. 915—without buildings.

2. A lot of land of irregular outline, forming part of the lot number eighty four of the official subdivision of lot number nine hundred and fifteen, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Lachine, in the county of Jacques Cartier, district of Montreal, fronting on Maple Avenue and Rockfield Street, in the city of Lachine, measuring on Maple Avenue, in front, twelve feet and four inches; in the rear, twenty five feet; in the northeast line one hundred feet; and in the southwest and south lines, about one hundred feet, forming an area of two thousand three hundred and twenty seven feet, English measure; bounded in front on the southeast by Maple Avenue, in the rear on the northwest by lot number 85 of the official subdivision of the said lot No. 915, on the northeast by lot number 83 of the official subdivision of the said lot No. 915, on the southwest by the lot No. 98 of the official subdivision of the said lot No. 915, on the south by the part of the said lot No. 84 forming part of Rockfield Street—without buildings.

3. Two lots of land being and situate in the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, district of Montreal; bounded in front by Maple Avenue of the said city, known and designated as being the lots of land Nos. 83 and 82 of the official subdivision of primitive lot No. 915,

plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lachine—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 24 novembre, 1925.

[Première publication, 28 novembre, 1925]
5371—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE DOMINION COMMERCIAL

TRAVELLERS ASSOCIATION, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs ALEXANDER ROY MACDONALD, défendeur.

Un emplacement formant partie du lot numéro six cent cinquante-deux-A (652-A), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, contenant vingt-six pieds et neuf pouces, mesure anglaise, ou environ, de largeur en front par toute la profondeur qu'il y a entre la rue Saint-Urbain et la ligne des lots six cent cinquante et un et six cent cinquante-quatre; borné en front par la rue Saint-Urbain, en arrière par une partie du lot numéro six cent cinquante et un et une partie du lot numéro six cent cinquante-quatre, au sud-est par un passage mitoyen existant partie sur une partie du lot numéro six cent cinquante-deux-A et partie sur une portion de six cent cinquante-deux (652) et de l'autre côté par une partie du lot numéro six cent cinquante-deux appartenant à Jean-Baptiste-Napoléon Audet dit Lapointe—avec les bâtisses sus-érigées et droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans un certain passage décrit dans un certain acte de vente passé devant C.-B. Leclerc, notaire, le treizième jour de janvier mil neuf cent cinq, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, sous le numéro 63270—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 25 novembre 1925. 5391—48-2

[Première publication, le 28 novembre 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME ALICE DAVID, épouse séparée de biens de Joseph Trudeau et ce dernier agissant aux présentes tant pour lui-même que pour autoriser sa dite épouse; OCTAVE BOURBONNAIS, tant pour lui-même que pour usufruit de sa défunte épouse, MARCELLINE LEFEBVRE, et LAURE LEFEBVRE, épouse de Cléophas Guimond, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes, demandeurs; vs WILLIAM-B. LEITCH, défendeur.

Un emplacement sis et situé dans la Cité de Saint-Lambert, étant le lot de terre connu et désigné sous le No sept de la subdivision officielle du lot No deux cent soixante-trois (263-7) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, ayant, ledit emplacement, une superficie totale de 7155 pieds et ayant

on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Lachine—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, 24th November, 1925.

[First publication, November 28, 1925]
5372—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE DOMINION COMMERCIAL TRAVELLERS ASSOCIATION, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs ALEXANDER ROY MACDONALD, defendant.

An emplacement forming part of lot number six hundred and fifty two A (652-A) of the official plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward of the city of Montreal, containing twenty six feet nine inches, English measure, or thereabouts, in width in front by the whole depth between Saint Urbain Street and the line of lots six hundred and fifty one and six hundred and fifty four; bounded in front by Saint Urbain Street, in rear by part of lot number six hundred and fifty one and part of lot number six hundred and fifty four, on the south east by a *mitoyen* passage existing partly on a portion of lot number six hundred and fifty two A and partly on a portion of six hundred and fifty two (652) and on the other side by a portion of lot number six hundred and fifty two, belonging to Jean Baptiste Napoléon Audet dit Lapointe—with the buildings thereon erected and the right of way in common with others having rights thereto in and to a certain passage described in a certain deed of sale passed before C. B. Leclerc, Notary, on the thirteenth day of January, nineteen hundred and five, registered in the Registry Office for Montreal East under No. 63270—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE.

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, November 25, 1925. 5392—48-2

[First publication, November 28, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME ALICE DAVID, wife separated as to property of Joseph Trudeau, and the latter acting herein both for himself and to authorize his said wife, OCTAVE BOURBONNAIS, both for himself and the usufruct of his deceased wife, MARCELLINE LEFEBVRE, and LAURE LEFEBVRE, wife of Cléophas Guimond and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiffs; vs WILLIAM B. LEITCH, defendant.

An emplacement being and situate in the city of Saint Lambert, being the lot of land known and designated under the number seven of the official subdivision of the lot number two hundred and sixty three (263-7), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, the said emplacement

front sur l'Avenue Alexandre—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 25 novembre 1925. 5393—48-2
[Première publication, le 28 novembre 1925]

having a total area of 7155 feet and fronting on Alexander Avenue—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 25, 1925. 5394—48-2
[First publication, November 28, 1925]

PONTIAC

Dans la Cour de Magistrat.
Province de Québec. — District de Pontiac.
No. 699. } D -R. BARRY, demandeur; vs
 } ESCAL CUNNINGHAM &
AL, défendeurs.

Ces certains lopins situés dans le canton de Litchfield, dans le comté de Pontiac, province de Québec, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton Litchfield, comme étant les moitiés nord-ouest des lots numéros neuf-A, (9-A) et neuf B (9-B) tous deux du septième rang (7 R.) du susdit canton Litchfield, contenant cent acres plus ou moins. Avec ensemble les bâtisses et dépendances sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Bryson, Québec, le MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., 10 décembre, 1925.
[Première publication, 19 décembre 1925]
5741—51-2

Cour Supérieure.—District de Pontiac.
Province de Québec. — District de Pontiac.
No. 2622. } G GEORGES MONTREUIL, de-
 } mandeur; vs OCTAVE
BEAUBIEN, défendeur.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Duhamel, comté de Témiscamingue, comme étant le numéro seize, du sixième rang (No. 16, rang 6), Duhamel, Témiscamingue, contenant 106 acres, plus ou moins en superficie —avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscamingue, Qué., le MARDI, DIX-NEUVIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., 10 décembre, 1925.
[Première publication, le 19 décembre, 1925]
5743—51-2

In the Magistrate's Court.
Province of Quebec.—District of Pontiac.
No. 699. } D. R. BARRY, plaintiff; vs
 } D. ESCAL CUNNINGHAM.
ET AL, defendants.

Those certain parcels or tracts of land situate in the Township of Litchfield in the County of Pontiac, and Province of Quebec, and there known and described according to the official plan and in the book of reference for the said Township of Litchfield, as the north west halves of lots numbers nine A (9 a) and nine B. (9 b) both of the seventh range (7 R.) of the aforesaid Township of Litchfield, containing one hundred acres more or less together with the buildings and appurtenances there on erected and appertaining.

To be sold at the registrars office for the County of Pontiac in the village of Bryson Que., on TUESDAY the NINETEENTH day of JANUARY 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., December 10th, 1925.
[First publication, December 19, 1925]
5742—51-2

Province of Quebec. — District of Pontiac.
Superior Court. — District of Pontiac.
No. 2622. } G GEORGES MONTREUIL,
 } plaintiff; vs OCTAVE
BEAUBIEN, defendant.

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the official cadastre for the Township of Duhamel, county of Temiscaming, as being the number sixteen of the sixth range No. 16, range 6, Duhamel, Temiscaming, containing 106 acres—more or less in superficies with the buildings-thereon erected.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville, in the county of Temiscaming, Que., on TUESDAY the NINETEENTH day of JANUARY 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., December 10th., 1925.
[First publication, December 19, 1925]
5744—51-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **EMILE MARIER**, de Québec, plombier électricien; contre **JOS. HUARD**, de Québec, **ISRAEL RICHARD**, en sa qualité de tuteur de Victor Richard, de Sainte-Marie d'Ely, **ALPHONSE HUARD**, de Québec, **CAROLINE NOLET**, veuve de Jos. Huard, en son vivant, de Québec.

Le lot No 317 (trois cent dix-sept, du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue de la Reine, mesurant vingt-six pieds et dix pouces de front sur quarante-quatre pieds et quatre pouces de profondeur, plus ou moins — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec aussi les droits de mitoyenneté dans un passage à pieds, mesurant trois pieds de largeur sur vingt-sept pieds de profondeur, affectant le lot voisin No 318 du même cadastre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **CLEOPHAS BLOUIN**,
Québec, 16 décembre 1925. 5745—51-2
[Première publication, le 19 décembre 1925]
[Deuxième publication, le 2 janvier 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **A ZARIE-E. BEDARD**, No 1730. } médecin, de Québec, contre **GAUDIAS RUEL**, de Québec.

Les subdivisions Nos 87, 88, 89 et 93 (quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-treize) du lot No 698 (six cent quatre-vingt-dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant des emplacements situés sur un chemin public appelé "Route Dubord", maintenant de la paroisse de Giffard—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Giffard, comté de Québec, le HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **CLEOPHAS BLOUIN**,
Québec, 2 décembre 1925. 5483—49-2
[Première publication, le 5 décembre 1925]
[Deuxième publication, le 19 décembre 1925]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **A. -J. GAGNON** et District de Roberval, } **A. DAME ED-**
No 4860, à savoir: } **MOND GAGNON**, faisant affaires sous la raison sociale de "Gagnon & Gagnon, Enregistré", de Saint-Joseph-d'Alma, demandeurs; vs **OSCAR POITRAS ET AL**, cultivateur, de l'endroit appelé La Petite Martine, Chambord, défendeurs.

Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros vingt-huit et vingt-neuf (Nos 28 et 29), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du canton Méta-

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **EMILE MARIER**, of Québec, plumber-electrician; against **JOS. HUARD**, of Québec, **ISRAEL RICHARD**, in his quality of tutor to Victor Richard, of Sainte Marie d'Ely, **ALPHONSE HUARD**, of Québec, **CAROLINE NOLET**, widow of Jos. Huard, in his lifetime, of Québec.

The lot No. 317 (three hundred and seventeen) of the official cadastre for Saint Roch Ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on the south side of de la Reine Street, measuring twenty six feet and ten inches in front by forty four feet and four inches in depth, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Also with the rights of *mitoyenneté* in a foot passage, measuring three feet in width by twenty seven feet in depth, affecting the neighbouring lot No. 318 of the same cadastre.

To be sold at my office, in the city of Québec, the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, **Sheriff**,
Québec, December 16, 1925. 5746—51-2
[First publication, December 19, 1925]
[Second Publication, January 2, 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **A ZARIE E. BEDARD**, No. 1730. } physician, of Québec, against **GAUDIAS RUEL**, of Québec.

The subdivisions Nos. 87, 88, 89 and 93 (eighty seven, eighty eight, eighty nine and ninety three) of lot No. 698 (six hundred and ninety eight) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Québec, being the emplacements situate on the public road called "Route Dubord" now of the parish of Giffard—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Giffard, county of Québec, the EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, **Sheriff**,
Québec, December 2, 1925. 5484—49-2
[First publication, December 5, 1925]
[Second publication, December 19, 1925]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } **A. J. GAGNON** and District of Roberval, } **A. DAME ED-**
No. 4860. to wit: } **MOND GAGNON**, carrying on business under the firm name of "Gagnon & Gagnon, Enregistré", of Saint Joseph d'Alma, plaintiffs; vs **OSCAR POITRAS ET AL**, farmer, of the place called La Petite Martine, Chambord, defendants, to wit:

The lots of land now known and designated under the numbers twenty eight and twenty nine (Nos. 28 and 29), on the official plan and book of reference of the cadastre for the third range

betchouan—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 24 novembre 1925. 5395—48-2
[Première publication, le 28 novembre 1925]

of the township Métabetchouan—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Chambord, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, November 24, 1925. 5396—48-2
[First publication, November 28, 1925]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } CANADIAN PACKING
No 4232. } COMPANY, LIMITED, corporation politique et incorporée, ayant son principal siège d'affaires dans la cité de Montréal et un siège d'affaires dans la cité de Québec, demanderesse; contre EDGAR GIRARD de Saint-Siméon, comté de Charlevoix, défendeur.

Un terrain situé à Saint-Siméon, rang du Port-au-Percil, mesurant environ un arpent de largeur, à partir du lot No 67 du cadastre de Saint-Siméon, courant dans une direction sud-ouest, par la profondeur qu'il peut avoir à partir du chemin public du dit rang à aller jusqu'au rang Sainte-Anne; borné en front, vers le sud-est, au chemin public, en arrière, à la profondeur, au nord-ouest au rang Sainte-Anne, tenant d'un côté, au nord-est, partie à Charles Marier et au terrain restant à Ulysse Tremblay et al, le dit terrain faisant partie du lot No 66 du dit cadastre — avec hôtel et autres bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Siméon, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, 1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ELIE MALTAIS.
La Malbaie, 26 novembre, 1925.
[Première publication, le 28 novembre, 1925]
5407—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } CANADIAN PACKING
No. 4232. } COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head-office in the city of Montreal and a place of business in the city of Quebec, plaintiff; against EDGAR GIRARD, of Saint Siméon, county of Charlevoix, defendant.

A lot of land situate at Saint Siméon, range of Port au Percil, measuring about one arpent in width measured from lot No. 67 of the cadastre of Saint Siméon, in a southwesterly direction, by the depth there may be measured from the public road of said Range to the Range of Sainte Anne; bounded in front towards the southeast by the public road, in rear and in depth to the northwest by the Range of Sainte Anne, on one side to the northeast partly by Charles Marier, and by the land remaining the property of Ulysse Tremblay et al, the said lot of land forming part of lot No. 66 of said cadastre — with the hotel and other buildings thereon.

To be sold at the door of the church of Saint Siméon, the FIFTH day of JANUARY next, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS.
Sheriff's office, Sheriff.
La Malbaie, November 26, 1925.
[First publication, November 28, 1925]
5408—48-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } OCTAVE MAR-
No 358. } CHILDON, demandeur; vs EDWIDGE FRANCOEUR, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Un lot de terre contenant environ trois arpents de front sur environ vingt-cinq arpents de profondeur, situé sur le rang Saint-Thomas, en la paroisse de Sainte-Thècle, étant le lot numéro trois cent un du rang sur le plan de seigneurie de Sainte-Anne; borné au sud-est au rang Saint-Emile, au nord-ouest au rang C. Sud, d'un côté à Edwidge Francoeur le défendeur et de l'autre côté à Zoé Huard—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, lequel lot de terre et connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante et un-cent vingt-cinq (351-125)

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } OCTAVE MAR-
No. 358. } CHILDON, plaintiff; vs EDWIDGE FRANCOEUR, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit: A lot of land containing about three arpents in front by about twenty five arpents in depth, situate in the Saint Thomas range, in the parish of Sainte Thècle, being the lot number three hundred and one of the range on the plan of the seigniorie of Sainte Anne; bounded on the south-east by the Saint Emile range, on the northwest by the south C range, on one side by Edwidge Francoeur the defendant, and on the other side by Zoel Huard—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, which lot of land is known and designated under the number

de la subdivision du lot numéro trois cent cinquante et un (351), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Stanislas, sous les réserves en faveur des représentants de feu Evan-John Price, concernant certains bois et mines, suivant leurs titres.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain 1925, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 24 novembre 1925.
[Première publication, le 28 novembre 1925]
5373—48-2

three hundred and fifty one—one hundred and twenty five (351—125) of the subdivision of lot number three hundred and fifty one (351), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Stanislas, under the reserves in favor of the representatives of the late Evan John Price, respecting certain timber and mines, according to titles.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thècle, in the county of Champlain, the THIRTIETH day of DECEMBER next, 1925 at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, November 24th, 1925.
[First publication, November 28, 1925]
5374—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } JOSEPH CARI-
No 469. } GNAN, deman-
deur; vs LAURENCE CARIGNAN ET VIR, dé-
fenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

1. Une terre située sur le côté nord de la rivière Batiscan, comprenant la plus grande partie du numéro cinquante-cinq (55) du cadastre de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, contenant deux arpents, huit perches et douze pieds de large, sur trente et un arpents de profondeur, de là un arpent et cinq perches de large sur vingt arpents de profondeur, formant cent dix-huit arpents et quatorze perches en superficie (distraction faite de soixante-douze perches en superficie, couvertes par le No 56) et sauf à distraire la petite partie du dit lot qu'il y a au bas du chemin du Roi, et sujet aux bornes suivantes: en front au chemin public, en profondeur à Urbain Roy ou représentants; d'un côté à Philémon Proteau et Téléphore Roy et de l'autre côté à Aimé Leblanc et Delphis Lizé—avec maison, grange-étable et autres bâtisses érigées sur la dite terre et les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble, soit le résidu du dit lot numéro cinquante-cinq.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, connue et désignée sous le numéro soixante-treize (73) du susdit cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, contenant un arpent et demi de largeur, sur trente-six arpents de profondeur, plus ou moins, prenant son front au chemin public et se terminant en profondeur à Hubert Rémi Roy, joignant d'un côté à Rémi Roy et de l'autre côté à la terre sus décrite—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

A la charge par l'acquéreur du paiement de la somme de mille piastres (\$1000.00) payable à la mort de William Lizé à Louis Lizé, son frère, cultivateur de Glenworth, Saskatchewan, sur les immeubles en premier et second lieu décrits—avec en plus la charge d'une rente viagère de cinquante piastres (\$50.00) par année, payable le 4 avril de chaque année à William Lizé, cultivateur, de la paroisse de Batiscan, le tout suivant acte de vente par Urbain Roy à Joseph Moreau devant Joseph-Clovis Marchand, notaire, le vingt-neuf septembre 1918 et enregistré le 25 octobre 1918.

3. Une terre située en la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, connue et désignée sous le, numéro soixante-dix-neuf (No 79) des

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } JOSEPH CARIGNAN,
No. 469. } plaintiff; vs LAU-
RENCE CARIGNAN ET VIR, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A farm situate on the north side of the Batiscan river, comprising the greater part of number fifty five (55) of the cadastre of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, containing two arpents, eight perches and twelve feet in width by thirty one arpents in depth, thence, one arpent and five perches in width by twenty arpents in depth, forming one hundred and eighteen arpents and fourteen perches in area (with-drawment made of seventy two perches in area, covered by the No. 56) and save and except the small part of the said lot that there is at the foot of the King's highway, and subject to the following boundaries: in front by the public road, in depth by Urbain Roy or representatives, on one side by Philémon Proteau and Telephore Roy, and on the other side by Aimé Leblanc and Delphis Lizé—with house, barn, stable and other buildings erected on the said farm, and the active and passive servitudes attached to the said immovable, namely the residue of the said lot number fifty five.

2. A farm situate in the parish of Saint François Xavier de Batiscan, known and designated under the number seventy three (73) of the aforesaid official cadastre of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, containing one arpent and a half in width by thirty six arpents, in depth, more or less; fronting on the public road and ending in depth at Hubert Rémi Roy, joining on one side Rémi Roy and on the other side the farm above described—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to the purchaser paying the sum of one thousand dollars (\$1000.00) at the death of William Lizé to Louis Lizé, his brother, farmer, of Glenworth, Saskatchewan, in the immovables firstly and secondly described, and subject moreover to a life rent of fifty dollars (\$50.00) per annum, payable the 4th of April of every year to William Lizé, farmer, of the parish of Batiscan, the whole according to deed of sale by Urbain Roy to Joseph Moreau, before Joseph Clovis Marchand, notary, the twenty ninth of September, 1918, and registered the 25th of October, 1918.

3. A farm situate in the parish of Saint François Xavier de Batiscan, known and designated under the number seventy nine (No. 79),

plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, contenant un arpent de large sur environ cinquante arpents de profondeur; bornée au bout sud à Charles Bouchard, au bout nord par la ligne limitative de la dite paroisse, du côté nord-est audit Rémi Roy et du côté sud-ouest à Frédéric Duval.

Pour être vendus, les immeubles en premier et second lieu désignés, en bloc comme un seul établissement, suivant l'ordonnance de l'Honorable Juge H.-A. Fortier, en date du 19 novembre 1925, et l'immeuble en troisième lieu désigné, séparément, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, dans le comté de Champlain, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 24 novembre 1925.
[Première publication, le 28 novembre 1925]
5375—48-2

on the official plan and book of reference of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, containing one arpent in width by about fifty arpents in depth; bounded on the south end by Charles Bouchard, on the north end by the division line of the said parish, on the northeast side by the said Rémi Roy, and on the southwest side by Frédéric Duval.

To be sold, the immovables firstly and secondly described, in block as a single plot, in accordance with order of the Honourable Judge H. A. Fortier, dated the 19th of November, 1925, and the immovable thirdly described, separately, at the church door of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, in the county of Champlain, the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 24th of November, 1925.
[First publication, November 28, 1925]
5376—48-2

Nominations

Il a plu à Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 21 novembre, 1925.

M. L.-A. Chaperon, de La Malbaie, geôlier de la prison commune du district de Saguenay.

Québec, le 24 novembre, 1925.

MM. Edmond Savard, Herménégilde Simard et Frs Bergeron, tous de Saint-Alexis de Grande-Baie, juges de paix pour le district de Chicoutimi.

Québec, le 4 décembre, 1925.

M. Lionel Bergeron, de la cité de Québec, secrétaire du département de l'Instruction Publique.

Québec, le 9 décembre, 1925.

M. J.-P. Tremblay, de Bedford, boulanger, juge de paix pour le district de Bedford.

MM. Joel Bennet Saxe, de la cité de Montréal, secrétaire de M. Milton Hersey, et J. Walker, de la dite cité de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 14 décembre, 1925.

M. Hercule Robert, de la cité de Québec, B. S. A., instructeur pour la fabrication des conserves.

5725

Il a plu à Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, par arrêté en conseil en date du douzième jour de décembre 1925, de nommer M. Henry-J. Engel, de la cité de New-York, Etats-Unis d'Amérique, avocat pour recevoir des affidavits dans l'Etat de New York, pour l'usage d'aucune cour de la province, ou nécessaires pour tout acte ou document devant être mis à exécution ou devant avoir son effet civil dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec.

5727

Appointments

His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, November 21, 1925.

L. A. Chaperon, of La Malbaie, to be gaoler of the common gaol for the district of Saguenay.

Québec, November 24, 1925.

Edmond Savard, Herménégilde Simard and Frs Bergeron, all of Saint Alexis de Grande-Baie, to be Justices of the Peace for the district of Chicoutimi.

Québec, December 4, 1925.

Lionel Bergeron, of the city of Québec, to be Secretary of the Department of Public Instruction;

Québec, December 9, 1925.

J.-P. Tremblay, of Bedford, baker, to be a Justice of the Peace for the district of Bedford.

Joel Bennet Saxe, of the city of Montréal, secretary of Mr. Milton Hersey, and J. Walker, of the said city of Montréal, to be Justices of the Peace for the district of Montréal.

Québec, December 14, 1925.

Hercule Robert, of the city of Québec, B.S.A., to be instructor for the manufacture of canned goods.

5726

His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec has been pleased, by order in council dated the twelfth day of December, 1925, to appoint Henry J. Engel, Esq., of New York City, United States of America, Attorney at Law, commissioner to receive, in the State of New York, affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province, under the authority of article 27 of the Code of Civil Procedure of the province of Québec.

5728

Arrêté en Conseil

Order-in-Council

COPIE du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 10 décembre 1925, approuvé par l'Administrateur le 11 décembre 1925.

COPY of Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 10th December, 1925, approved by the Administrator the 11th December, 1925.

Concernant la nomination d'un membre du jury pour attribuer des récompenses aux lauréats du troisième concours institué par la loi pour encourager la production d'œuvres littéraires et scientifiques.

Respecting the appointment of members of the jury to confer rewards on the prize-winners of the third Competition instituted by law to encourage the production of literary and scientific works.

2065

2065

L'Honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du 10 décembre, (1925), recommande que M. William Wood soit nommé membre du jury pour attribuer des récompenses aux lauréats du troisième concours institué par la loi pour encourager la production d'œuvres littéraires et scientifiques, en remplacement de M. le Canon F.-G. Scott, démissionnaire.

The Honourable the Provincial Secretary, in a memorandum dated the 10th December, (1925), recommends: that Mr. William Wood be appointed a member of the jury to confer rewards on the prize-winners of the third competition instituted by law to encourage the production of literary and scientific works, to replace Canon F. G. Scott, resigned.

Certifié,

Certified,

Le greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

A. MORISSET,
Clerk of Executive Council.

5707

5708

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

F.-X. LEMIEUX.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

F. X. LEMIEUX.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Assistant - Procureur-
Général.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant d'ériger en municipalité, sous le nom de municipalité de la Rivière-au-Tonnerre, le territoire ci-après, décrit, compris dans la seigneurie de Mingan, comté de Saguenay, et qui ne fait partie d'aucune paroisse ni d'aucune municipalité;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions voulues pour former une municipalité, et qu'il renferme une population d'au moins 300 âmes:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 4 décembre 1925, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Ce territoire, compris dans la seigneurie de Mingan et dont les bornes—en référence aux plans et aux cartes officiels du département des terres et forêts—sont: à l'ouest, le canton de Rochemonteix sur les deux lieues de profondeur assignées d'après les titres à la seigneurie de Mingan; à partir de la mer, au Cap Cormoran;

CHARLES LANCTOT,
Deputy-Attorney-
General.

WHEREAS application has been made to Us, to erect into a municipality, under the name of municipality of Thunder River, the territory hereunder described, comprised in the seigniory of Mingan, county of Saguenay, and which forms no part of any parish or municipality;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory conforms to the conditions required by law to form a municipality, and that it contains a population of at least three hundred souls:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 4th of December, 1925, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare that the following territory, to wit:

The territory, comprised in the seigniory of Mingan, and whose boundaries—according to the official plan and maps of the Department of Lands and Forests—are: on the west, the township of Rochemonteix for the two leagues in depth assigned according to titles to the seigniory of Mingan, from the sea, to Cape Cor-

au sud, le golfe Saint-Laurent depuis le dit cap Cormoran jusqu'à la rivière Jupitagonne; à l'est, ladite rivière Jupitagonne et au nord, l'arrière-ligne de la seigneurie de Mingan, à deux lieues de la mer, est érigé en municipalité et forme, à compter de ce jour, une municipalité sous le nom de "Municipalité de la Rivière-au-Tonnerre".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable sir FRANÇOIS-XAVIER LEMIEUX, Kt., juge en chef de la cour supérieure de la province de Québec, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la seizième année.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
5773 ALEXANDRE DESMEULES.

moran; on the south, the gulf of Saint Lawrence from the said Cape Cormoran to the river Jupitagonne; on the east, the said river Jupitagonne and on the north the rear line of the seignior of Mingan, two leagues from the sea, is erected into a municipality and forms, from and after this day, a municipality under the name of "Municipality of Thunder River".

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir François Xavier Lemieux, Kt., Chief Justice of the Superior Court of the Province of Quebec, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said province, this FOURTEENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five and in the sixteenth year of Our Reign.

ALEXANDRE DESMEULES,
5774 Acting Assistant Provincial Secretary.

Département des terres et forêts

PROVINCE DE QUÉBEC.

Affermage de forces hydrauliques.

Avis est par les présentes donné que le samedi 13 février 1926, à 10 heures de l'avant-midi, dans la salle de ventes à l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, le Département des Terres et Forêts offrira à louer, par voie d'enchère, les droits du gouvernement aux forces hydrauliques connues et désignées sous le nom de "rapides des Chats", sur la rivière Ottawa, canton d'Onslow, comté de Pontiac.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra faire un dépôt de \$10,000.00 par chèque accepté à l'ordre du ministre des Terres et Forêts, au moins sept jours avant l'enchère. Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchérisseurs dont les offres n'auront pas été heureuses et celui de l'adjudicataire sera retenu comme partie du cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

Le ministre,
5775—51-8 HONORÉ MERCIER.

Department of Lands and Forests

PROVINCE OF QUEBEC.

Leasing of water-powers.

Notice is hereby given that on Saturday, 13th of February, 1926, at ten o'clock in the forenoon, in the sales room Parliament Buildings, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer on lease, at public auction the Government rights in the water power known and designated under the name of "Rapide des Chats", on the Ottawa river, township of Onslow, county of Pontiac.

Interested parties shall be under the obligation to deposit \$10,000.00 by accepted cheque to the order of the Minister of Lands and Forests, at least seven days before the auction. This deposit will be forfeited should the applicants put up no bidding; it shall be refunded after the auction to the unsuccessful bidders, while the grantee's deposit will be retained as a guarantee until the development is completed.

For further information, write, to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

HONORÉ MERCIER,
5776—51-8 Minister.

Avis divers

Canada, province de Québec.
"JULES GAUVIN, LIMITÉE".

Règlement No 4 augmentant le nombre des directeurs de la compagnie.

Il est par le présent règlement No 4 de "Jules

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec.
"JULES GAUVIN, LIMITED".

By-law No. 4 increasing the number of the directors of the company.

It is by the present By-law No. 4 of "Jules

Gauvin, Limitée", ordonné et statué comme suit, savoir:

La compagnie de "Jules Gauvin, Limitée" sera à l'avenir administrée par un bureau de direction composé de sept directeurs.

Lu, adopté et signé séance tenante, ce quatorzième jour de décembre 1925.

(Signé) Le président,

JULES GAUVIN.

Le secrétaire,

ELZEAR POITRAS.

Je, soussigné, Elzéar Poitras, secrétaire de la compagnie "Jules Gauvin, Limitée", certifie que le document ci-dessus est une copie véritable d'un règlement qui a été adopté par le Bureau de direction de la Compagnie et ensuite approuvé et certifié par tous les actionnaires de la compagnie à l'unanimité, réunis en assemblée générale spéciale.

Le secrétaire,

ELZEAR POITRAS.

Contresigné:

GALIPEAULT, LAPOINTE,
5777 ROCHETTE & BOISVERT.

Gauvin, Limitée", ordained and enacted, as follows:

The company "Jules Gauvin, Limitée" shall be in future administered by a board of management composed of seven directors.

Read, adopted and signed this fourteenth day of December, 1925.

(Signed) JULES GAUVIN,

President.

ELZEAR POITRAS,

Secretary.

I, undersigned, Elzéar Poitras, secretary of the company "Jules Gauvin, Limitée", certify that the above document is a true copy of a By-law adopted by the Board of Directors of the company and thereafter approved and ratified by all the shareholders of the Company unanimously, assembled at a general special meeting.

ELZEAR POITRAS,

Secretary.

Countersigned:

GALIPEAULT, LAPOINTE,
5778 ROCHETTE & BOISVERT.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 51

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Camirand vs Lamy	3804
" Dion vs Levesque	3805
" Dumontet vs Barbeau	3804
" Fontaine vs Dorion	3804
" Freedman vs Lazare	3803
" Greenberg vs Tamarin	3804
" Lemieux vs Blanchet	3804
" Menard vs Messier	3804
" Shindleheim vs Alder	3805
" Trépanier vs Bédard	3805

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dame Lottinville vs Paquette	3805
------------------------------	------

ANNONCEURS:—Avis aux

3755

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Jury pour le concours littéraire et scientifique 1925	3839
---	------

ASSURANCES:—

La Cie d'assurance du Peuple du Canada	3791
--	------

AVIS DIVERS:—

Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Lac Kiskising	3806
Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Lac Lescarbot	3807
Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Rivière Bostonnais	3807
Canadian International Paper Co.	3806
Jules Gauvin, Ltée	3840
Price Brothers & Co., Ltd	3805

Index of the Quebec Official Gazette, No 51

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Camirand vs Lamy	3804
" Dion vs Levesque	3805
" Dumontet vs Barbeau	3804
" Fontaine vs Dorion	3804
" Freedman vs Lazare	3803
" Greenberg vs Tamarin	3804
" Lemieux vs Blanchet	3804
" Menard vs Messier	3804
" Shindleheim vs Alder	3805
" Trépanier vs Bédard	3805

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Dame Lottinville vs Paquette	3805
------------------------------	------

ADVERTISERS:—Notice to

3755

ORDER-IN-COUNCIL:—

Jury of Literary and Scientific competition, 1925	3839
---	------

INSURANCES:—

The People's Life Assurance Co. of Canada	3791
---	------

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Lake Kiskising	3806
Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Lake Lescarbot	3807
Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: River Bostonnais	3807
Canadian International Paper Co.	3806
Jules Gauvin, Ltée	3840
Price Brothers & Co., Ltd	3805

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Concernant les bills privés qui seront présentés à la prochaine session..... 3758

BUREAU-CHEF:—

Montmorency Paint Products Co., Ltd. 3807

CHARTRE—ABANDON DE :—

Leclerc & Larouche, Ltée..... 3808

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Association des optométristes et opticiens de la province de Québec..... 3801
 Brunet, Joseph..... 3794
 Bureau de Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec.... 3801
 Canadian International Paper Co..... 3792
 Cie d'assurance mutuelle du Commerce. 3800
 Cité d'Outremont..... 3795
 Cité de Saint-Lambert..... 3792
 Cité de Verdun..... 3794
 Cité du Cap de la Madeleine..... 3802
 C.-M. Armstrong..... 3798
 Commercial Mutual Insurance Co..... 3800
 Commission des Ecoles Catholiques de Montréal..... 3799
 Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie..... 3792
 Congregation Shaare Tefilah..... 3801
 Corporation de Saint-Vincent-de-Paul... 3802
 Corporation scolaire des Ecores..... 3802
 Eglise Unie du Canada..... 3795
 Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal..... 3800
 Hôpital Saint-Joseph de Rimouski..... 3792
 La Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada..... 3799
 L'Association des chimistes professionnels de Québec..... 3803
 L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe-de Saint-Hyacinthe..... 3793
 L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec..... 3796
 Middleton, J. A., *et al.*..... 3801
 Monette, Rodolphe..... 3796
 New Beth Jehuda Synagogue..... 3802
 Noranda Mines, Ltd..... 3797
 Pinsonnault, Albéric *et al.*..... 3794
 Prévost, Antonio..... 3794
 Rouyn Mines Railway Co..... 3801
 Shaare Zion Congregation of Montreal.. 3798
 Sherbrooke Trust Company..... 3800
 Société St-Jean-Baptiste de Québec.... 3798
 Sœurs de la Présentation..... 3797
 St. Aubin, Daniel..... 3799
 Saint Lawrence Paper Mills, Ltd..... 3795
 Tétreault, Adélard..... 3799
 The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd..... 3796
 Ville de Barkmere..... 3796
 Ville de Chicoutimi *et al.*..... 3797
 Ville de Montréal-Est..... 3800

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Affermage de concessions forestières et de forces hydrauliques..... 3803
 Affermage de force hydrauliques..... 3840

DÉPUTÉ ÉLU:—

Marchand, Victor..... 3808
 Sylvestre, Amédée..... 3808
 Saint-Jacques, Joseph-Léon..... 3808

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Relating to Private Bills to be introduced during the next session..... 3758

CHIEF-OFFICE:—

Montmorency Point Products Co., Ltd. 3807

CHARTER—SURRENDER OF:—

Leclerc & Larouche, Ltée..... 3808

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec..... 3801
 Brunet, Joseph..... 3794
 Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec..... 3801
 Canadian International Paper Co..... 3792
 Commercial Mutual Insurance Co..... 3800
 City of Outremont..... 3795
 City of Saint Lambert..... 3792
 City of Verdun..... 3794
 City of Cap de la Madeleine..... 3802
 C. M. Armstrong..... 3798
 Commercial Mutual Insurance Co..... 3800
 Montreal Catholic School Commission.. 3799
 Community of the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary..... 3792
 Congregation Shaare Tefilah..... 3801
 Corporation of Saint-Vincent de Paul... 3802
 School Corporation of des Ecores..... 3802
 United Church of Canada..... 3795
 Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal..... 3800
 Hôpital Saint-Joseph de Rimouski..... 3792
 The Title Guarantee & Trust Corporation of Canada..... 3799
 The Association of Professional Chemists of Quebec..... 3803
 L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe-de Saint-Hyacinthe..... 3793
 L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec..... 3796
 Middleton, J. A., *et al.*..... 3801
 Monette, Rodolphe..... 3796
 New Beth Jehuda Synagogue..... 3802
 Noranda Mines, Ltd..... 3797
 Pinsonnault, Albéric *et al.*..... 3794
 Prévost, Antonio..... 3794
 Rouyn Mines Railway Co..... 3801
 Shaare Zion Congregation of Montreal.. 3798
 Sherbrooke Trust Company..... 3800
 Société St-Jean-Baptiste de Québec.... 3798
 Sœurs de la Présentation..... 3797
 St. Aubin, Daniel..... 3799
 Saint Lawrence Paper Mills, Ltd..... 3795
 Tétreault, Adélard..... 3799
 The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd..... 3796
 Town of Barkmere..... 3796
 Town of Chicoutimi *et al.*..... 3797
 Town of Montreal East..... 3800

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Lease of timber limits and water powers 3803
 Leasing of water-powers..... 3840

MEMBER ELECTED:—

Marchand, Victor..... 3808
 Sylvestre, Amédée..... 3808
 Saint-Jacques, Joseph-Léon..... 3808

EXAMEN DU BARREAU:—

Montréal, étude du droit..... 3809

LETTRES PATENTES:—

Association des Sports d'Hiver de Québec—Quebec Winter Sports Association..... 3758
 Blais & Corrigan, Limitée..... 3758
 Caithness Investment Company..... 3759
 Canada Paper Company..... 3760
 Gatineau-Bus Line, Ltd..... 3780
 Héroux & Robert, Limitée..... 3766
 Hôtel Gatineau, Limitée..... 3768
 Howard-Bienvenue Lumber Co., Ltd..... 3769
 Isbell, Logan & Co..... 3771
 Laval-Quebec Mines, Ltd..... 3773
 Morris's, Ltée—Morris's, Ltd..... 3775
 Quebec Copper-Gold Mines, Ltd..... 3776
 Quincaillerie Beauvais, Ltée—Beauvais Hardware, Ltd..... 3777
 Seignior Club of Fassett Inc..... 3782

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Quebec Distributing Agencies, Ltd..... 3790
 Quebec Insurance Agencies, Ltd..... 3791
 Roy Corporation, Limited..... 3790
 St. Maurice Valley Corporation..... 3787

MINUTES DE NOTAIRE:—

En faveur de Gibb, R. W..... 3809

NOMINATIONS:—

Diverses..... 3838
 Engel, Henry J..... 3838

PROCLAMATION:—

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires, etc..... 3756
 Municipalité de la rivière au Tonnerre.. 3839
 Statuts refondus de Québec, 1925..... 3756

SOUMISSIONS:—

Commission scolaire de La Sarre..... 3810
 Ville de Dorval..... 3810
 Ville de Sainte-Thérèse..... 3809

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Bouchard, Pierre..... 3817
 Paquet, John..... 3816
 Pennington, D. H. *et al.*..... 3811
 Trudel, Eugène..... 3816

VENTE PAR LICITATION:—

Huneault vs Viau *et vir et al.*..... 3824
 Masson vs Masson *et vir et al.*..... 3818

VENTE POUR TAXES:—

Ville de la Pointe-aux-Trembles..... 3825

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Beauchesne vs Piette..... 3827

BAR EXAMINATION:—

Montreal: Study of the law..... 3809

LETTERS PATENT:—

Association des Sports d'Hiver de Québec—Quebec Winter Sports Association..... 3758
 Blais & Corrigan, Limitée..... 3758
 Caithness Investment Company..... 3759
 Canada Paper Company..... 3760
 Gatineau-Bus Line, Ltd..... 3780
 Héroux & Robert, Limitée..... 3766
 Hôtel Gatineau, Limitée..... 3768
 Howard-Bienvenue Lumber Co., Ltd..... 3769
 Isbell, Logan & Co..... 3771
 Laval-Quebec Mines, Ltd..... 3773
 Morris's, Ltée—Morris's, Ltd..... 3775
 Quebec Copper-Gold Mines, Ltd..... 3776
 Quincaillerie Beauvais, Ltée—Beauvais Hardware, Ltd..... 3777
 Seignior Club of Fassett Inc..... 3782

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Quebec Distributing Agencies, Ltd..... 3790
 Quebec Insurance Agencies, Ltd..... 3791
 Roy Corporation, Limited..... 3790
 St. Maurice Valley Corporation..... 3787

NOTARIAL MINUTES:—

In favor of Gibb, R. W..... 3809

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous..... 3838
 Engel, Henry J..... 3838

PROCLAMATION:—

Convocation of the Legislature for the despatch of business, etc..... 3756
 Municipality of Thunder River..... 3830
 Revised Statutes of Quebec, 1925..... 3756

TENDERS:—

School Commission of La Sarre..... 3810
 Town of Dorval..... 3810
 Town of Sainte-Thérèse..... 3809

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Bouchard, Pierre..... 3817
 Paquet, John..... 3816
 Pennington, D. H. *et al.*..... 3811
 Trudel, Eugène..... 3816

SALE BY LICITATION:—

Huneault vs Viau *et vir et al.*..... 3824
 Masson vs Masson *et vir et al.*..... 3818

SALE FOR TAXES:—

Town of Pointe-aux-Trembles..... 3825

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Beauchesne vs Piette..... 3827

CHICOUTIMI:—

Carpentier <i>et al</i> vs Tremblay.....	3827
Ville de Jonquières vs Gauthier.....	3828

KAMOURASKA:—

Mercier vs Rioux <i>et al</i>	3829
-------------------------------------	------

MONTCALM:—

Duranleau vs Nuzum.....	3829
Wilson <i>et al</i> vs Lauriault.....	3829

MONTREAL:—

Baillie vs McPhee <i>et al</i>	3831
Cité de Lachine vs Barnard.....	3832
Cité de Lachine vs Freedman.....	3829
David <i>et vir et al</i> vs Leitch.....	3833
Dominion Commercial Travellers Ass. vs MacDonald.....	3833
Royal Trust Co. vs Asbury Pines, Inc..	3830

PONTIAC:—

Barry vs Cunningham <i>et al</i>	3834
Montreuil vs Beaubien.....	3834

QUÉBEC:—

Bédard vs Ruel.....	3835
Marier vs Huard <i>et al</i>	3835

ROBERVAL:—

Gagnon <i>et al</i> vs Poitras <i>et al</i>	3835
---	------

SAGUENAY:—

Canadian Packing Co. Ltd vs Girard..	3836
--------------------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Carigan vs Carignan <i>et vir</i>	3837
Marchildon vs Franceœur.....	3836

CHICOUTIMI:—

Carpentier <i>et al</i> vs Tremblay.....	3827
Town of Jonquières vs Gauthier.....	3828

KAMOURASKA:—

Mercier vs Rioux <i>et al</i>	3829
-------------------------------------	------

MONTCALM:—

Duranleau vs Nuzum.....	3829
Wilson <i>et al</i> vs Lauriault.....	3829

MONTREAL:—

Baillie vs McPhee <i>et al</i>	3831
City of Lachine vs Barnard.....	3832
City of Lachine vs Freedman.....	3829
David <i>et vir et al</i> vs Leitch.....	3833
Dominion Commercial Travellers Ass. vs MacDonald.....	3833
Roya Trust Co. vs Asbury Pines, Inc..	3830

PONTIAC:—

Barry vs Cunnngnam <i>et al</i>	3834
Montreuil vs Beaubien.....	3834

QUEBEC:—

Bédard s Ruel.....	3835
Marier vs Huard <i>et al</i>	3835

ROBERVAL:—

Gagnon <i>et al</i> vs Poitras <i>et al</i>	3835
---	------

SAGUENAY:—

Canadian Packing Co., Ltd vs Girard..	3836
---------------------------------------	------

THREE RIVERS:—

Carigan vs Carignan <i>et vir</i>	3837
Marchildon vs Franceœur.....	3836